

# LA VERITE

**Revue théorique**  
**du Parti communiste internationaliste**  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)



- Crise et institutions  
de la V<sup>e</sup> République
  
  - La révolution politique  
en Pologne (1<sup>re</sup> partie)
  
  - Le Parti des travailleurs au  
Brésil
- 
- Chroniques
  
  - Notes de lecture
  
  - Documents

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

Revue théorique  
du Parti communiste internationaliste  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

Numéro 594 - novembre 1984

(nouvelle série)

## SOMMAIRE

3 —  F. FORGUE

**Crise et institutions  
de la V<sup>e</sup> République**

29 —  A. FORESTIER

**La révolution politique  
en Pologne  
(1<sup>re</sup> partie)**

53 —  J. ADAMASTOR

**Le Parti des travailleurs au Brésil**

75 —  Chroniques

**M. DAUBERNY  
L'économie américaine  
et le dollar**

**C. FOSTIER**

**Quand le PCF « édite » Trotsky**

97 —  Notes de lecture

107 —  Les archives de notre mouvement

# LA VÉRITÉ

Revue théorique  
du Parti communiste internationaliste  
section française de l'Internationale  
(Centre international de reconstruction)

Volume 1

Numéro 224 - novembre 1984

(nouvelle série)

## SOMMAIRE

- 3 —  F. FORGUE  
Crise et institutions  
de la V<sup>e</sup> République
- 29 —  A. FORESTIER  
La révolution politique  
en Pologne  
(1<sup>er</sup> partie)
- 53 —  J. ADAMASTOR  
Le Parti des travailleurs au Brésil
- 
- 75 —  Chroniques  
M. DAUBERNY  
L'économie américaine  
et le dollar  
C. FOSTER  
Quand le P.C.F. « édité » Trotsky
- 97 —  Notes de lecture
- 107 —  Les archives de notre mouvement

## PRESENTATION

« Les idées que (nous représentons - NDLR), les idées du marxisme enrichies par la pratique révolutionnaire du Parti de Lénine et toute l'expérience révolutionnaire internationale de l'après-guerre, fraieront la route. On ne peut en douter. » Léon Trotsky.

**C**INQUANTE-CINQ années se sont écoulées depuis que, le 5 août 1929, paraissait le premier numéro de *La Vérité*. Hebdomadaire imprimé, revue imprimée, ronéotée puis imprimée dans l'illégalité, *La Vérité* fut le premier organe clandestin édité dès le 31 août 1940. 75 numéros furent diffusés sous l'occupation dans les années 1940-1944. A nouveau journal, puis revue.

Cinquante-cinq années durant lesquelles, au travers de bien des vicissitudes, les trotskystes s'efforcèrent, malgré nombre de difficultés, de fournir comme Léon Trotsky les y invitait, « **une appréciation juste et systématique des événements sociaux** ». Dire que nous nous sommes toujours acquittés correctement de cette tâche serait forcer quelque peu la réalité. En prenant la décision de réparation de *La Vérité* comme revue théorique du PCI, le CC a jugé nécessaire de revenir brièvement sur le bilan de la parution de *La Vérité* comme organe théorique du CC de l'OCI de 1969 à 1979.

Il est incontestable, et cela appartient à l'histoire du combat pour la construction du parti révolutionnaire en France et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, que la parution de *La Vérité*, en particulier à partir du moment où celle-ci a été assurée régulièrement, a joué un rôle positif, même si c'est avec des limites qui tenaient à la fois aux circonstances politiques (aux formes prises par la crise dislocatrice de la IV<sup>e</sup> Internationale) et à une conception qui, peu à peu, s'est imposée.

Le fait que la revue théorique du comité central de l'OCI soit simultanément le seul organe du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale à l'échelle mondiale correspondait à la réalité du CORQI (1). Les crises de celui-ci ont facilité une situation où, de plus, pratiquement, les collaborateurs de la revue étaient uniquement des militants de l'OCI. Dans ces conditions, s'est développée la conception selon laquelle se substituait au combat pour l'homogénéisation par l'élaboration collective, qui implique la discussion, le monolithisme de plus en plus individuel.

A partir de 1978, ce qui peut être considéré comme « des défauts » devient une dominante. *La Vérité* est, y compris sous la forme caricaturale d'un rédacteur unique, la revue d'un individu. Elle se détache de plus en plus des problèmes théoriques posés par la construction du PCI, et devient un obstacle aux conditions d'une élaboration théorique internationale. En témoigne tout particulièrement la manière dont sont traités les problèmes posés par l'émergence d'Etats ouvriers bureaucratiques, la question des gouvernements ouvriers et paysans où l'autojustification des positions passées et erronées (Cuba) prend le pas sur l'activité théorique digne de ce nom.

Aujourd'hui, la décision de faire reparaître *La Vérité* comme revue théorique doit intégrer les enseignements de toute cette expérience, celle de la parution de *La Vérité*, celle qui a été marquée par la publication de *Correspondance internationale*, puis de *Tribune internationale* (2).

**« Il faut, écrit Léon Trotsky, que ces idées (du marxisme, NDLR) soient reliées étroitement aux faits de la vie, qu'elles s'accrochent aux événements réels, qu'elles soient fécondées par l'expérience vivante des masses. Tel est l'objectif de votre hebdomadaire et c'est ainsi qu'il deviendra l'instrument vital et irremplaçable de l'élaboration d'une plate-forme fondée correctement dans la doctrine et dans la vie. Il n'y a pas d'erreur plus grande que de s'imaginer qu'on peut fabriquer une plate-forme en chambre et la proclamer comme les prémisses tout à fait arrêtées de l'action politique. Non, la plate-forme de combat ne peut que retracer et généraliser l'expérience politique déjà accomplie et créer ainsi les prémisses les plus larges et plus fécondes de l'avenir. Marx a dit une fois qu'un pas en avant du mouvement vaut mieux qu'une douzaine de programmes. Marx pensait aux programmes élaborés en dehors des réalités de la lutte pour la satisfaction de leurs créateurs.**

**Ses paroles s'appliquent on ne peut mieux à la situation d'alors de l'opposition communiste française (3). En quoi consiste sa faiblesse ? En ce qu'elle n'a pas mené jusqu'à ce jour de lutte politique ou qu'elle n'en a**

(1) CORQI : Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, constitué en 1972, a été jusqu'en 1980 le cadre international du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. L'OCI en était la section française.

(2) *Tribune internationale*, journal politique édité par le Conseil général de « IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) » paraîtra désormais, dans son édition française, deux fois par trimestre dans une nouvelle formule. Le prochain numéro paraîtra début décembre.

(3) « L'Opposition communiste » désigne les militants regroupés sur les positions de Léon Trotsky qui défendait alors l'Internationale Communiste et ses sections contre la dégénérescence stalinienne exprimant les intérêts contre-révolutionnaires de la couche bureaucratique qui s'installait au pouvoir en URSS.

mené qu'épisodiquement. Cela conduit inévitablement à la formation et au maintien de groupes, clans et de tendances conservatrices, destinées sur ce terrain à échouer comme on le sait à l'épreuve des événements. »

1929-1984. 55 années. Dire que les problèmes soulevés par Trotsky ont été réglés serait contraire à la réalité. Mais, pour la première fois dans le mouvement trotskyste en France et à l'échelle internationale, une organisation combattant sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, le PCI, est forte de 6 000 membres.

Fort de 6 000 membres, le PCI bien entendu subit l'assaut de tous côtés. Pourrait-il en être autrement, alors que les difficultés de toutes sortes sont le résultat, le reflet dans les événements du retard de la révolution mondiale, et ses tragiques conséquences pour l'humanité, de l'immense trahison du stalinisme, après celle de la social-démocratie en 1914 ? Résultats et reflets dans les événements, ces difficultés ne pouvaient pas ne pas agir sur la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais le PCI est devenu une organisation de 6 000 membres. Ses militants combattent avec acharnement pour le « Parti des 10 000 ».

C'est ainsi que la reparation de *La Vérité* comme revue théorique est nécessitée par la forme particulière que revêt en ce moment le combat pour la construction du Parti révolutionnaire. Cette forme particulière trouve son expression dans le combat avec des travailleurs et militants de toutes tendances pour la construction de sections pour un Parti des travailleurs.

Les « sections pour un Parti des travailleurs » ne sont pas des sections du PCI.

Expliquons-nous. La démocratie ouvrière pour laquelle le PCI combat (République des Conseils) met au-dessus de tout le développement de la conscience politique de l'avant-garde aidant les travailleurs à se former leur conscience de classe dans la lutte des classes, ne saurait bien entendu être réalisée en dehors des « événements réels... fécondés par l'expérience vivante des masses ».

Il est également hors de doute que le moment actuel politique est bien un moment où s'exprime une crise sociale, politique et économique majeure. Pour bien se préparer à ce qui mûrit, il est nécessaire de bien comprendre ce qui fait l'originalité de la situation. C'est ainsi que les rapports entre les institutions bonapartistes de la V<sup>e</sup> République, la démocratie et le problème de l'Etat nous imposent de nouvelles tâches théoriques, politiques et d'organisation beaucoup plus compliquées que celles qui consisteraient à répéter de plus en plus dogmatiquement de prétendues vérités « marxistes ». En ce qui concerne les tâches à résoudre, cela implique également la claire compréhension de ce qu'après Lénine et Trotsky nous avons répété des centaines de fois : il n'est écrit nulle part que ce sera la forme sous laquelle se constituera un nouveau Parti ouvrier dont le prolétariat a besoin pour réaliser « l'émancipation des travailleurs (qui sera) l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Quant au PCI, il inscrit son combat dans un cadre où pour les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, chaque développement social, politique et économi-

que comporte nécessairement les éléments de développement politique internationaux. En France et dans chaque pays, la crise économique, politique, sociale engendre une lutte de classe contre les classes bourgeoises exploiteuses, comme dans les pays dominés par la bureaucratie privilégiée, la lutte des travailleurs contre la caste oppresseuse est partie constituante de la lutte des classes internationale.

Encore un mot pour conclure cette présentation : *La Vérité* essaiera de résoudre par avance les questions brûlantes qui se présentent à tous.

Nous ne prétendons pas connaître la route avec précision. Nous ne sommes pas les trop nombreux charlatans et autres « génies de village » qui sévissent partout. Mais nous prétendons que c'est à l'aide du marxisme qui n'est pas un « dogme mais une règle pour l'action » que nous pourrions aider notre classe à avancer sur le chemin du socialisme émancipateur.

C'est pourquoi *La Vérité*, revue marxiste du PCI, s'efforcera d'être une revue de discussion libre, une revue ouverte. Seuls les articles signés *La Vérité*, et l'éditorial engageront le PCI. Tous les autres articles seront publiés sous la responsabilité de leur auteur et livrés à la discussion. Peut-être n'est-il pas inutile de nous référer à l'un des plus grands penseurs qui ait préparé la Révolution bourgeoise de 1789. Montesquieu écrivit : « **Je n'ai point à tirer mes principes de mes préjugés... Rien n'étouffe plus la doctrine que de mettre à toutes les choses une robe de docteur.** »

La bourgeoisie révolutionnaire avait alors quelque chose à dire.

LA VERITE



TROIS ANS APRES 1981

## la crise politique en France et les institutions de la V<sup>e</sup> République

par F. FORGUE

***I****L est devenu proverbial d'assurer qu'en France les mois de juillet et d'août sont marqués par un vide politique. Il ne se passe rien. Comme toute règle celle-ci souffre des exceptions : C'est en plein mois d'août que se déclenchait en 1953 une grève générale, le plus important mouvement de classe depuis 1936...*

*En août 1984, sur le plan de l'activité gouvernementale, le « vide » a été bien rempli. En quelques semaines, la loi Savary sur l'éducation nationale disparaissait aux oubliettes, le président de la République annonçait un projet de référendum sur l'extension du recours au référendum et enfin le gouvernement Mauroy démissionnait et était remplacé par le gouvernement Fabius qui ne compte pas dans ses rangs de ministres communistes.*

Bien souvent, les commentaires au sujet de cette suite d'événements soulignaient « l'habilité », le sens de la manœuvre de François Mitterrand. A ce sujet, il est intéressant de donner une citation du grand hebdomadaire américain *Newsweek*, généralement réputé pour le sérieux de ses informations : « Juillet et août sont traditionnellement des mois de trêve politique en France. La majorité du pays se déplace et le Français cache sa tête dans le sable tout en sachant que le mois de septembre ( le mois de la ren-

trée ) sera cruel, ne serait-ce qu'à cause de la traditionnelle hausse des impôts.

*Cette année les choses se sont passées de manière bien différente. En moins d'une semaine le président Mitterrand a pris deux initiatives qui ont entraîné une transformation radicale - et peut-être de dimension historique - du paysage politique français. Sa décision d'amender la Constitution par référendum et sa nomination d'un nouveau gouvernement conduit par Laurent Fabius et ne comprenant pas de minis-*

*tres communistes, constituent un tournant fondamental du septennat...*

*...Mitterrand a fait de la surprise un art. Le Président a pris le pays au dépourvu en annonçant le référendum modifiant la Constitution. Puis, à six jours d'intervalle, il étonna à nouveau le peuple français en provoquant soudainement la démission de son Premier ministre Mauroy. Même ses partenaires gouvernementaux furent pris par surprise... Tactiquement, les coups sont brillants...*

*Mitterrand aura sans doute à chercher des soutiens au centre et peut-être même au centre-droit.*

*C'est là que sa manœuvre pourrait s'avérer la plus risquée. D'autres présidents ont déjà essayé de "gouverner au centre" dans l'espoir de mettre fin à la polarisation idéologique de la société française. Mitterrand a peut-être un avantage sur ses prédécesseurs : les deux grands partis de la droite n'ont pas jusqu'à présent retrouvé la crédibilité qu'ils ont perdue après les élections de 1981. En septembre, les Français voteront, par référendum, sur la question scolaire. Les résultats indiqueront jusqu'à quel point les tentatives de Mitterrand pour modifier la scène politique française ont commencé à prendre forme. »*

Il saute aux yeux que l'auteur de cet article, M. Pierre Lellouche, s'est hâtivement précipité vers des conclusions démenties par les faits. Les Français n'ont pas voté en septembre sur « la question scolaire » ni à aucun référendum. Car, sur ce point, Mitterrand n'a pas imposé sa volonté et cela ne coïn-

cide guère avec l'image qui est donnée d'un stratège-dominateur qui, en six jours — à l'allure du Dieu de la Genèse pour créer l'Univers — modifie profondément voire historiquement le « paysage politique français ».

Si le commentateur de *Newsweek* s'est laissé entraîner — en dehors du souhait évident de sa part d'assurer qu'il existe une issue à la crise politique en France —, c'est que dans le tableau qu'il trace, il manque des éléments de la présente situation politique et de son développement. Par exemple, il parle de la volonté présidentielle de « gouverner au centre », mais il aborde cette question comme s'il s'agissait simplement de déplacer l'axe d'une majorité dans le cadre d'un système parlementaire. Dans une autre partie de l'article, il note que « quelques semaines auparavant, le gouvernement Mitterrand semblait proche de l'effondrement » et mentionne « l'échec de la majorité gouvernementale », mais pour lui les « initiatives » du président ont surmonté cette situation alors qu'au contraire elles en sont un produit.

En d'autres termes, il n'est pas possible de saisir les développements actuels en France en dehors d'une appréciation de la signification politique des élections européennes du 17 juin et de leurs conséquences dans le cadre du système institutionnel — la Constitution de la V<sup>e</sup> République — qui corsète la vie politique française depuis 1958 et qui n'a pas été démantelé après 1981. C'est essentiellement à ce dernier aspect, en relation avec la marche même de la lutte des classes, qu'est consacré le présent article.

### **Signification et conséquences des élections européennes du 17 juin**

On le sait, dans tous les pays appartenant à la CEE, les élections européennes de juin 1984 ont été l'occasion d'un désaveu populaire massif du Marché

commun comme cadre et instrument des plans dirigés, dans chaque pays, contre les conditions de vie et de travail, plans de misère et d'organisation

du chômage à une échelle sans précédent.

Mais en France, ces élections survenaient trois ans après qu'une large majorité de députés du PS et du PCF a été portée à l'Assemblée nationale, et leurs résultats s'inscrivent dans une situation politique précise, inséparable de l'existence perpétuée depuis 1981 des institutions de la V<sup>e</sup> République.

Toute consultation électorale a nécessairement une signification et des conséquences politiques. Toutefois, chaque consultation électorale ne marque pas un moment tournant dans le développement d'une situation politique. Mais c'est bien le cas de ce scrutin européen : ses résultats ont une importance majeure. Et pourtant, cela pourrait apparaître, à première vue, comme un paradoxe, car ce qui en marque avant tout les résultats, c'est l'ampleur de l'abstentionnisme.

Mais, précisément, celle-ci ne manifeste pas un « désintéret », mais affirme une condamnation, celle de « *la politique anti-ouvrière en œuvre depuis trois ans que mène le gouvernement de Front populaire* » (Résolution du comité central du PCI du 22 juin 1984).

Il y a eu près de 45 % d'abstentions, chiffre considérable pour la France — 15 900 000 électeurs ne se sont pas rendus aux urnes —, ce qui est à mettre en relation avec la « chute libre » des suffrages du PS, et avec encore plus de netteté du PCF, et le fait que les partis bourgeois (l'UDF et le RPR coalisés dans une liste commune et la liste Le Pen) totalisent moins de voix que lors des élections présidentielles. Les abstentions frappent donc prioritairement le PS et le PCF, mais il n'y a pas un phénomène de « report ». Tout examen détaillé du scrutin (1) montre d'ailleurs que les abstentions sont plus

fortes dans les centres ouvriers, que ce sont les travailleurs, l'élément constituant de la majorité de 1981, qui s'abstiennent.

C'est, comme le souligne encore la résolution du comité central du PCI, « *une manifestation politique massive* ».

En d'autres termes, ce que traduit le scrutin du 17 juin, c'est une double polarisation. Polarisation au sein de la classe ouvrière, traduite dans les abstentions exprimant une condamnation sans équivoque de la politique gouvernementale. Polarisation au sein des forces politiques de la bourgeoisie exprimée par la montée de Le Pen, dont la liste obtient 2 200 000 voix. Comme l'écrit *Informations ouvrières* du 22 juin : « *La politique de soumission à la bourgeoisie et de préservation des institutions nourrit la montée de la réaction fascisante qui devient une composante indispensable du parti de la revanche sur 1981.* »

Le gouvernement PS-PCF, le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman apparaît alors comme suspendu dans le vide. La « base sociale » sur laquelle il pouvait prétendre reposer (celle de la « majorité de 1981 ») le désavoue très largement. Et le regroupement des forces de la bourgeoisie se fait contre lui. Le RPR, l'UDF, le « Front national » de Le Pen peuvent désormais se targuer d'une majorité de 54 % des suffrages exprimés, placée dans une contradiction inconciliable face à la « majorité de 1981 ».

Et, le 24 juin, la manifestation organisée par la hiérarchie ecclésiastique pour la défense de l'enseignement confessionnel est un succès considérable, même si les moyens d'information, généralement plus réservés dans leurs appréciations numériques, ont cette fois compté large. Manifestation qui ne manque pas d'éléments d'ambiguïté, puisque ceux qui défilent s'élèvent contre une loi qui donne à l'Eglise l'essentiel de ce qu'elle réclamait ;

(1) Voir à ce sujet, en particulier, les analyses faites dans *Informations ouvrières* des 22 et 29 juin 1984.

journée de dupes en quelque sorte, mais qui, au-delà des prétextes, exprime cette polarisation.

Le fait majeur reste l'abstention ouvrière. Si le PCF d'abord et le PS apparaissent comme les grands perdants, leur recul électoral exprime avant tout la maturation du mouvement qui a « fait » 1981 et qui affirme avec force ses exigences. Chacun en a conscience, et, très vite, du côté des partis de la bourgeoisie, on met en sourdine pour en fait abandonner l'exigence d'une dissolution du Parlement.

C'est reconnaître le fait que la majorité surgie en 1981 ne saurait être effacée comme s'il s'agissait d'une simple péripétie électorale. Mais le coup que vient de recevoir le gouvernement Mitterrand (que les rapports politiques affirmés en 1981 rendent encore le seul gouvernement possible pour la bourgeoisie), déséquilibre tout le dispositif politique, ouvre une situation qui ne pourra se dénouer autrement que par des affrontements majeurs entre les classes.

Et si l'été paraît occupé par les grandes manœuvres au niveau gouvernemental, la rentrée commença à manifester dans l'action de la classe ouvrière ce qui est en cause. Pas plus que toute élection n'est décisive, toute grève ou toute manifestation ne signifient pas nécessairement une modification importante de la situation. Mais c'est le propre d'une analyse marxiste, sans spéculer sur les rythmes et les formes que prendra un processus dans son développement, que de saisir dans telle ou telle manifestation de la lutte des classes (qui n'est pas nécessairement « spectaculaire » pour l'observateur superficiel et qui n'est pas forcément suivie d'effets immédiats considérables) les éléments qui annoncent une nouvelle phase, qui indiquent une tendance. Ainsi, en a-t-il été, par rapport à la grève générale de 1968 de la manifestation organisée par l'UNEF en

novembre 1967 contre la réforme universitaire gaulliste (plan Fouchet), des grèves et des manifestations de jeunes travailleurs à Caen et à Rouen, événements qui ne firent pas, à l'époque, la « Une » des journaux.

Aujourd'hui, c'est tout ce que contenait l'abstention politique et motivée du 17 juin qui se concentre dans la manifestation du Creusot.

Le grand ensemble industriel du Creusot liquide. On parle de « sauvegarder » 10 000 emplois sur 22 000. Deux mille cinq cents licenciements sont d'ores et déjà décidés pour l'usine centrale, celle de la ville du Creusot. C'est sur cette base qu'une opération de reprise par un groupe financier est établie, avec l'approbation du gouvernement.

Mais le 6 septembre, alors que se tient la réunion où doit être signé l'accord qui jette à la rue des milliers de travailleurs, qui les voue à la misère eux et leurs familles, qui menace la ville de ruine, une puissante manifestation se rassemble. C'est à 10 000 que les travailleurs du Creusot et la population de la ville sont là. Ils sont présents avec leurs organisations syndicales. Ils réalisent l'unité. Ils placent à leur tête, ensemble, les élus du PCF et du PS. En hâte, le plan est retiré, la machine à organiser le chômage enrayée par la force du front unique.

Il serait vain de spéculer sur le nombre « d'abstentionnistes du 17 juin » présents dans cette manifestation. Mais l'essentiel est qu'il s'agit du même mouvement. C'est tout le contenu du respect du mandat confié par les travailleurs à la majorité PS-PCF, en ce sens du respect de la démocratie, de la volonté de réaliser l'unité contre les licenciements et toutes les attaques qui s'affirment...

Certes, rien n'est réglé. D'autres « plans » vont suivre. Mais la manifestation du Creusot est un événement de grande portée pour toute la classe

ouvrière parce qu'elle concentre politiquement tous les éléments de la situation, du point de vue de la classe ouvrière.

### **Le gouvernement Fabius, gouvernement de crise**

Tout gouvernement de type « Front populaire » est un gouvernement de crise. L'expérience et les généralisations théoriques élaborées par Trotsky nous l'ont enseigné.

D'emblée, le PCI avait caractérisé le gouvernement formé après mai 1981 comme un tel gouvernement. C'est un gouvernement bourgeois — mais que la bourgeoisie ne peut reconnaître comme le sien, même si elle le tolère, car il a été institué comme conséquence d'une défaite politique subie par celle-ci. Ce n'est pas n'importe quel gouvernement bourgeois, ni même n'importe quel gouvernement de collaboration de classes, car il ne résulte pas d'une « alternance » qui peut être contenue dans le cadre d'une vie politique « normale ». Le recours à un gouvernement de type « Front populaire », la remise de l'essentiel des postes gouvernementaux à des ministres venant de partis se réclamant de la classe ouvrière est un « ultime recours » devant une montée de caractère révolutionnaire des masses — qui a d'abord trouvé, dans le cas de la France en 1981, une expression électorale.

C'est donc une « solution » gouvernementale qui ne peut aboutir à une stabilisation en tant que telle ni prélude à un dénouement sans crise.

Si en France comme ailleurs, les gouvernements de type « Front populaire » en place depuis 1981 sont des gouvernements de crise, il faut ajouter qu'ils le sont dans des conditions particulièrement explosives.

En effet, comme gouvernements bourgeois, ils étaient et sont appelés à défendre l'Etat bourgeois sous la forme précise où celui-ci existe, c'est-à-

dire sous la forme des institutions de la V<sup>e</sup> République. Or, le mouvement qui avait abouti à la formation d'une majorité PS-PCF était un mouvement directement dirigé vers la liquidation des institutions de la V<sup>e</sup> République. La politique de collaboration de classes du gouvernement de type « Front populaire » se concentrait dans la préservation de ces institutions et s'opposait ainsi à l'affirmation de la majorité, niait l'exigence démocratique élémentaire de la souveraineté de l'Assemblée nationale où députés du PS et du PCF détiennent la majorité.

Le gouvernement Fabius porte cette crise à un degré plus élevé : il surgit comme conséquence de l'aiguïssement de cette contradiction pleinement exprimée, après s'être déjà manifestée lors des élections municipales de mars 1983, dans les élections européennes du 17 juin 1984.

Plus encore que son prédécesseur (et cela a peu à voir avec ses qualités et ses défauts), Laurent Fabius apparaît comme « transparent » : derrière lui, à chaque instant, apparaît la figure du Président qui décide.

Il a déjà été souligné combien la vision de Mitterrand précédant et « organisant » l'événement en vertu de sa seule « habileté » ne correspondait pas à la réalité de la situation politique (ce qui n'implique aucun jugement de valeur sur l'habileté de l'ancien Premier secrétaire du PS). Mais Mitterrand a effectivement répondu aux développements de la situation par des initiatives « personnelles ». La décision d'enterrer la loi Savary fut prise sans que, semble-t-il, Savary n'en sache rien, et précipita la démission du gouvernement Mauroy. Cette décision, de plus, frappait de nullité le résultat des travaux de l'Assemblée (puisque celle-ci avait voté cette loi en première lecture), affirmant de manière presque caricaturale la prééminence présidentielle et son droit de veto.

Ce qui peut paraître étrange dans cette affaire, c'est que la loi Savary constituait une machine de guerre contre l'enseignement public et la laïcité, désintégrant l'éducation nationale et réintégrant — pour la première fois depuis cent ans — l'Eglise en tant que telle dans le « système éducatif ». Mais la réaction cléricale, forte de ce qu'on lui donnait, exigeait encore plus, refusant toute ingérence dans le contrôle de « ses » écoles, voulant tout et ne donnant rien. L'abaissement du gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman devant les exigences de la bourgeoisie et de l'Eglise ne provoquaient que de nouvelles exigences. Et, comme par un effet second, l'abaissement des parlementaires PS et PCF votant cette loi après un simulacre de « bataille d'amendements » conduisait Mitterrand à ignorer leur bonne volonté.

C'est qu'un autre élément majeur ne peut être ignoré : dans la chute de Savary et la disparition de sa loi intervient le facteur dominant que sont les résultats du 17 juin. La volonté de défendre, contre la loi Savary comme contre les provocations cléricales qu'elle fortifie, la conquête démocratique qu'est la laïcité est un élément qui a compté dans l'abstention massive et politique des travailleurs.

En escamotant la loi Savary, au-delà du prétexte si important fut-il, Mitterrand, par le biais de son projet de référendum, faisait une ouverture en direction d'une formule « d'union nationale », il la faisait en recourant aux moyens plébiscitaires que lui confère la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Mais l'Union nationale s'est dérobée : utilisant leur majorité au Sénat, les partis bourgeois ont brisé pour l'heure cette tentative, signifiant à Mitterrand : « *Les moyens plébiscitaires, oui, mais pas pour vous !* »

C'est là plus qu'un épisode. C'est une expression de la profondeur de la crise, de l'impasse dans laquelle la crise politique va se trouver comprimée.

Plus que les variations sur la science tactique de Mitterrand, c'est la formule employée par *Informations ouvrières* qui correspond le mieux à la réalité : « Mitterrand s'enfoncé dans l'impossible ».

Si le correspondant de *Newsweek* cité plus haut idéalise la démarche de Mitterrand, il remarque cependant justement que « *les deux grands partis de la droite n'ont cependant pas jusqu'à présent retrouvé la crédibilité qu'ils ont perdue après les élections de 1981.* »

Au-delà de la concurrence entre les trois présidentiabiles (Chirac, Giscard, Barre) et des variations sur les thèmes d'une dissolution de l'Assemblée puis de la « cohabitation » (dans l'hypothèse d'une victoire électorale des partis de droite en 1986), de qui se manifeste c'est le sentiment d'impasse des hommes politiques — et au-delà de la classe dominante elle-même. Les rapports politiques établis en 1981 n'ont pas été effacés, ce qui mûrit au contraire, au sein des masses laborieuses, c'est la volonté de réaliser les aspirations qui s'étaient exprimées dans leur vote de 1981 et la conscience que la politique suivie par le PCF et le PS leur tournent le dos, comme en témoigne l'abstention ouvrière et populaire du 17 juin.

C'est en relation avec ce fait qu'il faut juger de la décision du PCF de ne pas siéger dans le gouvernement Fabius. Ce n'est pas parce que le PCF aurait en quelque sorte accompli sa tâche qu'il pourrait se donner le luxe de se dégager des obligations gouvernementales. C'est tout le contraire. Comme l'indique un article d'*Informations ouvrières* au lendemain des élections du 17 juin : « ... *On assiste à un effondrement du PCF... Mais cela aussi est un élément d'affaiblissement, de dislocation de toutes les structures existantes. Lionel Jospin, Premier secrétaire du PS, avait parlé des dangers du "grand écart" à propos de la politique du PCF* »

*qui semblait avoir un pied dedans et un pied en dehors du gouvernement ; mais c'est un grand écart bien plus dangereux que signifie le nouvel échec électoral du PCF, à savoir l'écart entre les responsabilités majeures de son appareil dans le contrôle de la classe ouvrière et sa débacle électorale.* » (L. Favre, « Quelle situation après le 17 juin ? », *Informations ouvrières*, 22 juin 1984).

La maturation du mouvement des masses depuis 1981 a créé une situation dans laquelle il devenait de plus en plus difficile pour le PCF de participer au sauvetage du régime en restant au gouvernement.

Là est l'essentiel. Usant désormais de l'arme de la division, le PCF fait également valoir son absence du gouvernement comme un facteur favorisant la marche vers « l'union nationale » à réaliser.

La profondeur de la crise du PCF ne doit pas occulter celle du PS. Parti ouvrier parlementaire, dont la place politique est organiquement liée à l'activité parlementaire, il est contraint

(alors qu'il détient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée) de s'engager dans le soutien de formes de gouvernement de plus en plus bonapartistes. Cette situation ne peut qu'être intolérable pour la cohérence de ce parti, nourrir en son sein la croissance de crises multiples, en relation avec le mouvement des masses.

Si l'on peut résumer ces éléments d'une description de la situation politique, la conclusion qui s'impose c'est qu'au terme de trois ans de gouvernement de front populaire dans les conditions de la V<sup>e</sup> République maintenue, la crise du « Front populaire » comme moyen de gouvernement et de ses partis s'est approfondie alors que le mouvement des masses n'a pu être brisé ou étouffé, que la bourgeoisie — même si elle rassemble les moyens de sa « revanche » — reste face à la situation matérialisée en 1981 et que les exigences les plus pressantes conduisent les travailleurs à se dresser de plus en plus directement contre les institutions réactionnaires de la V<sup>e</sup> République, instrument et cadre des plans dirigés contre eux.

### **La Constitution et les institutions bonapartistes de la V<sup>e</sup> République**

Toutes les questions politiques aujourd'hui convergent vers un problème central : celui de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, des institutions dont elle est la codification juridique, en fait de la forme précise de domination de classe de la bourgeoisie existant en France depuis 1958.

Pour leur part, les trotskystes ont toujours — depuis les premiers jours de l'arrivée au pouvoir de De Gaulle comme résultat d'un coup d'Etat militaire — caractérisé le régime qui se mettait en place alors comme un régime bonapartiste, contradictoire avec la forme de domination parlementaire qui l'avait précédée.

S'il faut porter au crédit du groupe trotskyste alors rassemblé autour de *La Vérité* d'avoir d'emblée appliqué les critères de l'analyse marxiste des formes de domination de la bourgeoisie à la V<sup>e</sup> République naissante ; d'avoir dégagé le contenu de son orientation à l'égard des organisations syndicales (l'intégration) et surtout de l'avoir combattu sans relâche alors que les directions du mouvement ouvrier lui apportaient leur soutien (au nom de la « Paix en Algérie » ou de la menace des « ultras »), il demeure que définir les institutions de la V<sup>e</sup> République comme réactionnaires et contraires aux principes démocratiques les plus élé-

mentaires n'était pas en soi « original ». C'est François Mitterrand lui-même qui donnait à un ouvrage consacré au régime le titre de « Coup d'Etat permanent ». Et le PCF, pour sa part, a, à de multiples reprises, condamné la Constitution de la V<sup>e</sup> République comme réactionnaire et antidémocratique.

C'est dans les conditions de son déclin — et des conséquences de l'inévitable liquidation de son « empire » — que la bourgeoisie française et ses partis s'en remettent à un « sauveur suprême » qui se taille une Constitution faite sur mesures pour lui. Ce régime s'instaure sur la base d'une défaite sans combat de la classe ouvrière, ligotée par la politique des partis qui parlent en son nom. Mais les nécessités d'imposer à toute une fraction de la bourgeoisie, par la force et au prix d'une crise ouverte de l'armée, une politique conforme aux besoins de l'impérialisme français dans son ensemble contraignent de Gaulle, à une première étape, à s'appuyer sur les directions du mouvement ouvrier — ce qui implique que les organisations de la classe ouvrière demeurent des cadres d'organisation indépendants de la classe. Et, en 1963, la première tentative d'affrontement direct avec la classe ouvrière, la grève des mineurs, se solde par un échec du régime et amorce la remontée de la classe ouvrière débouchant sur la grève générale de mai-juin 1968.

La grève générale de mai-juin 1968 liquidera les rapports politiques sur lesquels reposait le bonapartisme gaulliste. Elle butera contre l'obstacle représenté par la politique de ses directions qui lui interdira de réaliser ce qu'elle contenait : en finir avec la V<sup>e</sup> République. Mais les nouveaux rapports se sont pourtant transcrits, sur un terrain inattendu — celui du plébiscite. De Gaulle, en 1969, organise un référendum, et il est battu.

Si le plébiscite se retourne contre son auteur — contre toutes les règles du genre —, c'est là l'expression du coup irréversible que la classe ouvrière a porté au système de la V<sup>e</sup> République, mais ce n'en est pas un résultat automatique. Le front unique des organisations politiques et des organisations syndicales s'est réalisé pour le « Non » à partir de la prise de position de la Confédération CGT-Force ouvrière de « double Non » (Non à la question posée, refus de siéger dans les organismes corporatistes prévus).

C'est ainsi que le régime bonapartiste s'est vu privé de « son » Bonaparte et que la V<sup>e</sup> République a ensuite connu un déclin irrémédiable marqué de crises mais sans que le système qui se dégrade soit placé dans une situation intenable avant 1981. Ce long sursis, alors même que les rapports politiques qui avaient présidé à la mise en place de la V<sup>e</sup> République avaient disparu, s'explique d'abord par l'action de sauvetage des appareils contrôlant les organisations ouvrières et principalement du PCF qui fera de la division l'arme principale de la sauvegarde temporaire du régime.

Mais, même si durant cette période, le régime bonapartiste continue à être le cadre de la mise en place de plans anti-ouvriers, son caractère désormais inadéquat s'impose. Il se manifeste dans les « crises » successives de la majorité, dans les éléments de dislocation du parti gaulliste (le RPR), dans le conflit entre Giscard et Chirac. Mais les tentatives répétées de Pompidou d'abord, puis surtout de Giscard, d'élargir leur majorité vers « le centre », d'injecter en quelque sorte une dose de parlementarisme dans le système tournent court. La rigidité des institutions bonapartistes interdit — sous risque de crise — toute modification ample du dispositif politique. La crise est ainsi comprimée sans soupape de sûreté.



L'histoire concrète de la V<sup>e</sup> République justifie les épithètes nécessaires dont le PCI a accompagnées la définition qu'il donnait du régime de la V<sup>e</sup> République comme bonapartisme : bonapartisme inachevé, bâtard, en décomposition, etc. Mais entendons-nous bien, ces précisions sont indispensables pour qualifier concrètement le bonapartisme de la V<sup>e</sup> République, mais il s'agit bien d'un *bonapartisme*, c'est-à-dire d'une forme de domination de la bourgeoisie contradictoire avec la forme parlementaire, car le pouvoir y est essentiellement concentré entre les mains de l'Exécutif soustrait à tout contrôle effectif du parlement.

C'est pourquoi il est nécessaire de revenir sur le contenu du terme bonapartisme.

### **Le bonapartisme, forme particulière de la domination de classe de la bourgeoisie**

« Par bonapartisme, nous entendons un régime dans lequel la classe économiquement dominante, incapable d'utiliser les méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte — pour conserver ses possessions — de tolérer au-dessus d'elle la direction incontrôlée d'un appareil militaro-policier au sommet duquel règne un "sauveur". Ce type de situation apparaît dans les périodes où les contradictions de classe sont particulièrement aiguës : l'objectif du bonapartisme est d'éviter leur explosion. » (Léon Trotsky, « Encore sur le bonapartisme », Œuvres, tome 5, page 1357.

Trotsky donne la définition essentielle du bonapartisme. Bien évidemment, les formes et les tâches d'un régime bonapartiste peuvent considérablement varier. Le bonapartisme comme forme de domination de la bourgeoisie n'apparaît pas avec le XX<sup>e</sup> siècle. Comme l'ajoute encore Trotsky : « La société bourgeoise a traversé plus

*d'une fois semblables périodes. »* L'exemple classique en est le régime de Louis Napoléon Bonaparte à propos duquel Marx indiquait la *tendance* universelle de la bourgeoisie : « *A première vue, la dictature usurpée du corps gouvernemental sur la société elle-même semble également dominer et humilier toutes les classes. Mais en réalité, tout au moins sur le Continent européen, elle est devenue la seule forme possible d'Etat par laquelle la classe des appropriateurs peut continuer à tenir sous sa coupe la classe des producteurs.* » (La Guerre civile en France). On peut ici parler d'anticipation qui a trouvé sa concrétisation dans cette réalité contemporaine que Lénine résumait lorsqu'il disait « *l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne* ».

C'est ce que Trotsky exposait dans l'article déjà cité, notant que « *le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement miné la démocratie, mais il a également révélé la totale insuffisance du bonapartisme de type ancien dont le fascisme a pris la place* ». Le fascisme, c'est-à-dire avant tout la liquidation du mouvement ouvrier, qui implique la liquidation de toutes les formes et de toutes les libertés démocratiques. Mais ce sont les rapports de force entre les classes qui décident et, alors que les bases historiques de la démocratie parlementaire sont depuis longtemps minées, la bourgeoisie a dû la maintenir ou la restaurer comme moyen de contenir des explosions de classe tout en en préparant de nouvelles, et des formes intermédiaires, combinées, se sont multipliées.

La définition générale de Trotsky s'applique parfaitement à la V<sup>e</sup> République gaulliste et à la manière dont elle est instaurée en 1958. Mais une précision s'impose. Dans la dynamique de la lutte des classes, la classe dominante peut s'orienter vers une solution bonapartiste « *pour conserver ses pos-*

sessions », comme écrit Trotsky, sans que pourtant cette tentative se solde par l'établissement d'un régime de type bonapartiste temporairement stable.

En d'autres termes, il peut se constituer des gouvernements à tendance ou même de type bonapartiste, faussant le cadre parlementaire dans lequel ils sont nés, sans qu'ils aboutissent à l'abolir, établissant ainsi un autre système politique. C'est par exemple, le cas en France en 1934, avec le gouvernement Doumergue au lendemain des journées de février 1934.

Dans le cas de la V<sup>e</sup> République, il en va tout autrement. Sur la base de la défaite sans combat du prolétariat s'installe une nouvelle forme de domination de la bourgeoisie qui est codifiée dans une Constitution, perfectionnée d'un point de vue bonapartiste en 1962 par l'élection du Président au suffrage universel direct. Mais la Constitution n'est pas autre chose que l'expression juridique des institutions de la V<sup>e</sup> République qui la caractérisent comme un régime bonapartiste. L'Etat, on le sait, n'est pas une « idée » ou une autorité abstraite, mais une réalité matérielle qui se concentre dans sa fonction de « coécition » à l'égard de la société exercée au compte de la classe dominante. Les institutions constituent la forme concrète d'existence d'un pouvoir d'Etat donné, d'une forme de domination précise. Elles ne constituent pas une sorte d'enveloppe que l'on pourrait à loisir retirer pour la remplacer par une autre, en laissant l'appareil d'Etat intact. Le déclenchement de la révolution portugaise en avril 1974 en est un exemple saisissant : pour leurs droits, leurs libertés, leurs revendications, les masses s'attaquent à l'édifice gouvernemental de Caetano-Salazar, aux syndicats corporatistes (qui en sont une institution), à la PIDE (police politique), etc., utilisant pour leurs intérêts la brèche ouverte par la tentative de « remanier » le système. Mais, ce fai-

sant, c'est l'Etat bourgeois qu'elles commencent à disloquer, à démanteler, car cet Etat n'existe alors au Portugal qu'au travers des institutions salazaristes.

Les institutions, ce n'est pas que l'édifice législatif, c'est-à-dire l'ensemble des lois principales qui étayent un régime, bien que celui-ci en fasse partie, ce sont avant tout des réalités politiques dont le contenu, la fonction sont juridiquement déterminés par la Constitution : par exemple, la Présidence de la République, l'Assemblée nationale.

Mais, objectera-t-on peut-être, la V<sup>e</sup> République inclut un parlement, élu au suffrage universel dans des conditions démocratiques qui valent bien celles de la plupart des Républiques parlementaires. Précisément, est-ce que cela qualifie la V<sup>e</sup> République comme une République parlementaire, un régime parlementaire ?

Trotsky écrivait à propos du gouvernement Doumergue :

*« Il est vrai que le gouvernement Doumergue comme en leur temps les gouvernements Bruning et Schleicher, semble au premier abord gouverner avec l'accord du parlement. Mais c'est un parlement qui s'est renié, un parlement qui fait que, s'il résistait, le gouvernement se passerait de lui. Du fait du relatif équilibre entre le camp de la contre-révolution qui attaque et celui de la révolution qui se défend, l'axe du pouvoir s'est élevé au-dessus des masses et de leur représentation parlementaire. Il a fallu chercher le chef du gouvernement en dehors du parlement et "en dehors des partis". Le chef du gouvernement a appelé à la rescousse deux généraux. Cette trinité a pris appui à la fois sur sa droite et sur sa gauche en s'assurant des otages parlementaires symétriques. Le gouvernement n'apparaît pas comme l'organe exécutif d'une majorité parlementaire, mais comme l'arbitre entre deux camps en lutte.*

*Un gouvernement qui s'élève au-dessus de la nation n'est pourtant pas suspendu dans le vide. L'axe véritable du gouvernement actuel passe par la police, la bureaucratie, la clique militaire. Nous avons affaire à une dictature militaro-policière à peine voilée sous le décor du parlementarisme. Mais un gouvernement du sabre en tant qu'arbitre de la nation, c'est précisément le bonapartisme.* » (1)

Et Trotsky écrivait cela à propos d'un gouvernement bonapartiste qui a simplement marqué un épisode. Il s'agit, dans le cas de la V<sup>e</sup> République, d'un régime dont le contenu politique trouve une expression juridique dans une Constitution, et qui dure depuis un quart de siècle. La définition du régime de la V<sup>e</sup> République, de la forme de domination de classe qu'il constitue, ne peut se faire à partir de la constatation qu'il existe un parlement mais d'une définition du rôle de ce parlement en regard de sa fonction dans un régime parlementaire.

Dire cela n'est nullement nier l'importance du Parlement dans le système de la V<sup>e</sup> République, comme instance de ratification des décisions de l'Exécutif (l'existence d'une majorité parlementaire subordonnée au Président est un élément indispensable au fonctionnement harmonieux de ce système) ; ni l'importance manifeste des élections législatives. Mais, et c'est là l'essentiel, dans le cadre de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, la fonction du parlement n'est pas celle qui lui est dévolue dans un régime parlementaire. C'est un parlement qui, du fait de la Constitution et tant qu'il la respecte, se renie comme parlement.

S'il est nécessaire d'insister sur ces points, c'est que, dans la mesure où la politique des gouvernements qui se sont succédé depuis 1981 se concentre dans leur défense des institutions de la V<sup>e</sup> République, elle s'est accompagnée

d'une offensive idéologique visant à parer la Constitution issue du coup de force de 1958 de vertus démocratiques qu'elle n'a pas.

Un pseudo-marxisme peut d'ailleurs, sous le couvert de phrases radicales, venir au secours de cette entreprise. Les bases historiques de la démocratie bourgeoise sont minées. Comme l'explique Trotsky dans « Le marxisme et notre époque » : « *La concurrence avait besoin d'une certaine liberté, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des barrières douanières, ses propres sources de matières premières et ses propres marchés (colonies). Le dernier mot dans la désagrégation du capitalisme de monopole est au fascisme.* »

C'est la tendance inéluctable de l'impérialisme pourrissant. Mais elle se heurte à la puissance sociale et à l'action du prolétariat objectivement nourrie par la décomposition de l'impérialisme. De là, comme le dit Trotsky, la « *foule de combinaisons qui bousculent les schémas habituels et exigent doublement une attention soutenue* ».

Tirer la conclusion de la non-réalisation de la tendance au fascisme aujourd'hui dans tous les pays capitalistes avancés, la conclusion qu'à des détails près tous ces régimes se valent, qu'ils sont tous plus ou moins parlementaires ou tous plus ou moins bonapartistes (sous le prétexte qu'on peut détecter des éléments ou des tendances « bonapartistes » dans pratiquement tout régime parlementaire aujourd'hui), c'est noyer la vérité concrète dans une bouillie sans rapport avec la méthode du marxisme. Les catégories existent et un régime bonapartiste où l'Exécutif prévaut sans contrôle et un régime parlementaire où le Parlement conserve sa fonction de contrôle et d'initiative effective des lois, sont des

61) L. Trotsky : « Bonapartisme et fascisme ». Œuvres, tome 4.

lois, sont des catégories politiques différentes et contradictoires.

Comme l'établissait le rapport préparatoire au XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCI (mai 1980) :

*« Ne pas comprendre la nature du bonapartisme et la nature de la démocratie parlementaire, l'une et l'autre de nature bourgeoise, serait abandonner les principes, nous désarmer, et glisser sur le terrain du front populaire. Mais ne pas comprendre que bonapartisme et démocratie parlementaire sont des formes de la domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre serait abandonner en sectaire dogmatique le terrain du marxisme, et par là même l'intervention politique à partir des données fondamentales de la politique révolutionnaire. La démocratie parlementaire, comme le bonapartisme, sont des produits du développement historique qui ne peuvent être éliminés que par la révolution prolétarienne. Sans qu'il nous soit permis d'oublier son contenu de classe (bourgeois), sans donc la prendre en charge, nous devons opposer la "démocratie" aux institutions bonapartistes, cela afin d'utiliser la "démocratie" contre la forme concrète que prend dans les conditions présentes la forme de domination de classe de la bourgeoisie, à savoir la forme bonapartiste. C'est ainsi que la "démocratie" dont se servent les appareils bourgeois contre les masses laborieuses doit être utilisée (et l'est) par les masses laborieuses pour des objectifs tout différents. Parce que nous comprenons la nature bourgeoise du bonapartisme et de la démocratie parlementaire, en même temps que nous comprenons que ce sont deux formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre, nous sommes à même de définir la situation réelle du point de vue des relations entre les classes et du point de vue de classe. Par là, nous nous rendons capables d'agir sur les événements. »*

Trotsky l'expliquait parfaitement :  
« Le fascisme au pouvoir, comme le

*bonapartisme, ne peut être que le gouvernement du capital financier. Dans ce sens social, ils ne se distinguent pas, non seulement l'un de l'autre mais l'un et l'autre de la démocratie parlementaire. Chaque fois, les staliniens font à nouveau cette découverte, oubliant que les questions sociales se résolvent dans le domaine de la politique. La puissance du capital financier ne réside pas dans sa capacité à établir à son gré n'importe quel gouvernement, n'importe quand : il ne possède pas cette force. Sa puissance réside dans le fait que tout gouvernement non prolétarien est obligé de servir le capital financier, ou plutôt que le capital financier a la possibilité de remplacer un système de domination en déclin par un autre qui corresponde mieux aux nouvelles conditions. Cependant, le passage d'un système à un autre signifie la crise politique, laquelle, avec le concours de l'activité du prolétariat révolutionnaire, peut se transformer en danger social pour la bourgeoisie. »*

(2)

C'est bien de cela dont il s'agit en France en 1984. C'est pourquoi la clarté sur la caractérisation de la V<sup>e</sup> République ne relève pas d'un souci artificiel ou pédant de classification, mais est un élément indispensable à la définition d'une stratégie révolutionnaire. Et c'est dans cette mesure qu'il est nécessaire de revenir, en relation avec le contenu du bonapartisme et la place des institutions sur le fonctionnement concret de la V<sup>e</sup> République.

### **Le jeu des institutions de la V<sup>e</sup> République**

Si l'on compare le texte des Constitutions de la 5<sup>e</sup> République et de la 4<sup>e</sup> République, une première différence saute aux yeux. Le titre premier de la Constitution de 1958 — comme de celle de 1946 — est consacré à la « souveraineté ». Mais dans la Constitution de 1946 le parlement venait en tête et il

(2) idem.

n'était question du Président de la République et du gouvernement qu'ensuite. Dans la Constitution de 1958, il est d'abord traité des fonctions du Président, puis de celles du gouvernement et enfin du parlement.

Ce n'est pas là une différence formelle. La clé de voute des institutions de la 5<sup>e</sup> République c'est bien le Président et son rôle sera encore renforcé à partir de 1962, quand il deviendra l'élu direct de la « nation » c'est-à-dire que la technique plébiscitaire sera appliquée à son élection.

Les pouvoirs du Président de la République sont en effet immenses.

D'abord il conserve, en les élargissant, tous les pouvoirs que les Constitutions françaises précédentes (celles de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République) conféraient au Président : nomination du Premier Ministre, droit de signer ordonnances et décrets, convocation du Parlement en séance extraordinaire, etc...

Mais surtout il dispose de pouvoirs nouveaux qui sont l'une des caractéristiques majeures du régime.

Article 8 : « *Le Président de la République nomme le Premier Ministre. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du gouvernement. Sur proposition du Premier Ministre il nomme les autres membres du gouvernement et met fin à leurs fonctions* ».

Article 9 : « *Le Président de la République préside le Conseil des Ministres* ».

En d'autres termes, le Président est le « chef » de l'Exécutif, le Premier Ministre une sorte de chef d'état-major.

Par l'article 12, le Président de la République peut dissoudre l'Assemblée. Par l'article 13, il peut s'opposer à toute loi ou à tout décret (« *Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés au Conseil des Ministres* »).

Et l'article 21 qui concerne les fonc-

tions du Premier Ministre après avoir dit que la tâche de celui-ci était de « *diriger l'action du gouvernement et d'assurer l'exécution des lois* », ajoute « *sous réserve des dispositions de l'article 13* » ce qui est garantir un droit de veto présidentiel.

L'article 11 donne au Président de la République le droit de soumettre au Référendum tout projet de loi sur « *l'organisation des pouvoirs publics* ». L'article 16 lui permet, dans des circonstances vaguement définies, d'assumer les « *pleins pouvoirs* » au sens strict du terme, sans même recourir à un débat parlementaire :

« *Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République PREND LES MESURES EXIGÉES PAR CES CIRCONSTANCES* (c'est nous qui soulignons) *après consultation officielle du Premier Ministre, des Présidents des Assemblées ainsi que du Conseil Constitutionnel. Il en informe la Nation par un message* ».

Quant au gouvernement — dont nous avons vu dans quelle relation il était placé par rapport au Président et dont les fonctions générales sont définies par l'article 20 (« *le gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation. Il dispose de l'administration et de la force armée* ») il a, selon le mot de J. Godechot, doyen de la faculté de Lettres et de Sciences Humaines de Toulouse des « *pouvoirs immenses et mal définis* ». Mais ajoute-t-il, « *bornés par sa responsabilité devant le Parlement* ». Mais précisément, dans quelles conditions ? L'article 20 précise « *il est responsable devant le Parlement dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 49 et 50* ».

On reviendra plus loin sur ces articles. Mais auparavant jetons un coup d'œil à l'article 39 qui concerne l'initiative des lois :

*« L'initiative des lois appartient concurremment au Premier Ministre et aux membres du Parlement. Les projets de loi sont délibérés au Conseil des Ministres après avis du Conseil d'Etat et déposés sur le bureau de l'une des deux Assemblées. Les projets de lois de finances sont soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale ».*

Ainsi l'initiative effective des lois relève du gouvernement. La fonction essentielle du Parlement est ainsi directement mise en cause par le texte même de la Constitution. D'ailleurs, l'Assemblée n'est pas maîtresse de son ordre du jour puisque l'article 48 stipule que l'ordre du jour des Assemblées *« comporte, par priorité et dans l'ordre QUE LE GOUVERNEMENT A FIXE (c'est nous qui soulignons) la discussion des projets de loi déposés par le gouvernement et des propositions de loi acceptés par lui »*. La séparation des pouvoirs exécutif et législatif qui est la marque d'une démocratie de type parlementaire est en fait brisée et le Parlement est privé de sa souveraineté en ce qui concerne l'initiative des lois comme leur adoption.

Mais les limitations du rôle du Parlement ne s'arrêtent pas là. S'il est un élément qui a compté dans l'affirmation politique de la bourgeoisie face aux régimes absolutistes, c'est bien la volonté de voir les assemblées représentatives arracher au pouvoir le droit discrétionnaire de décider des dépenses publiques et la volonté d'imposer un contrôle effectif du parlement sur les dépenses de l'Etat. L'élaboration et le vote du budget constituent donc un problème majeur.

Le règlement de l'Assemblée tel qu'il est imposé par la Constitution est sur ce point sans équivoque. L'article 41 stipule en effet *« Les propositions et amendements formulés par les mem-*

*bres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique ».*

Ajoutons encore que le gouvernement peut légiférer par décrets (article 38 : *le gouvernement, peut pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnance, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi »*). Et ces mesures sont intouchables, car précise l'article 41 : *« S'il apparaît au cours de la procédure législative qu'une proposition ou un amendement n'est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu de l'article 38, le gouvernement peut opposer l'irrecevabilité ».*

Les institutions de la V<sup>e</sup> République enferment l'Assemblée dans une camisole de force qui, répétons-le, en fait pour reprendre l'expression de Trotsky, *« une assemblée qui se renie »* mais de manière permanente, constitutionnelle en quelque sorte.

L'article 49 précise les conditions dans lesquelles le gouvernement est *« responsable »* devant l'Assemblée :

*« Le Premier Ministre, après délibération du Conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale, la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale. L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure »* et le 3<sup>e</sup> alinéa (le fameux article 49 ter) ajoute :

*« Le Premier Ministre, peut après délibération du Conseil des Ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas CE TEXTE EST CONSIDERE COMME ADOPTE (c'est nous qui soulignons)*

*sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent est votée...»*

Ainsi un « projet de loi » émanant du gouvernement devient la loi sans jamais avoir été voté par l'Assemblée !

De plus (deux précautions valent mieux qu'une), il existe aussi un article 44 qui prévoit que « *si le gouvernement le demande, l'Assemblée saisie se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion, en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le gouvernement* ».

C'est la procédure du vote bloqué.

Il est incohérent de vouloir parler d'une « pratique institutionnelle » qui serait mauvaise et qui pourrait s'améliorer. Le recours permanent aux divers procédés qui réduisent le Parlement à une chambre d'enregistrement et qui affirment la prééminence de l'Exécutif soustrait à tout contrôle véritable de l'Assemblée relèvent non d'un détournement de sens de la Constitution mais de son application stricte. C'est pour cela qu'elle a été conçue : elle est l'expression juridique de la forme bonapartiste assumée par l'Etat.

Résumant la situation dans laquelle se trouve le député, dans le cadre du système de la V<sup>e</sup> République, un universitaire américain pouvait écrire :

*« De fait les députés dépendent à un tel point des ministres qu'une critique ouverte n'aboutirait sans doute pas à grand chose. Le résultat est que le fonctionnaire est encore plus anonyme, et le député encore moins efficace, à la fois en tant que représentant de ses mandants et en tant qu'organe d'expression de l'opinion publique. Par lui-même, il ne peut rien pour ses électeurs, "il se présente en solliciteur devant un ministre tout puissant", écrit un ancien ministre. Tout dans le régime politique de la V<sup>e</sup> République s'est ligué pour réduire le député à l'impuissance et le mettre à merci du gouvernement et de l'admini-*

*nistration* » (E.N. Suleiman, « Les Hauts fonctionnaires et la politique ». Editions du Seuil).

Quand le chercheur américain parle de « fonctionnaires » et « d'administration », c'est naturellement la haute administration qu'il vise qu'en près d'un quart de siècle les partis de la V<sup>e</sup> République ont systématiquement investi. C'est la toute puissance incontrôlée du pouvoir exécutif qu'il souligne.

Il faut aller plus loin. Décrire les mécanismes du fonctionnement des institutions de la V<sup>e</sup> République n'est pas un exercice de droit constitutionnel en soi. Ces formes politiques ont un contenu. Nous ne parlons pas ici d'échafaudages juridiques qui mèneraient une sorte de vie autonome en dehors de la lutte des classes. Nous parlons d'institutions qui ont été forgées dans la lutte des classes, dans des conditions concrètes, en fonction d'objectifs précis, et qui forment un facteur dans le développement actuel de cette lutte.

En d'autres termes, il y a une adéquation entre le caractère bonapartiste des institutions de la V<sup>e</sup> République et l'usage qui en a été fait. La liquidation de la forme parlementaire de domination de la bourgeoisie ne pouvait que s'accompagner de la remise en cause, pour reprendre l'expression de Trotsky (3) des « *fortifications, des bases, des foyers de démocratie prolétarienne* » que la classe ouvrière a édifiés « *à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle* ».

Ce n'est pas seulement au niveau du cadre institutionnel que le passage à la forme bonapartiste constitue une mutation, mais sur le plan de toutes les relations politiques et sociales. Les partis politiques parlementaires ne peuvent que s'étioler mais c'est dans tous les domaines qu'un régime de type bonapartiste tend à substituer les méthodes du commandement, de

(3) Dans « Et maintenant ? »

l'autorité édictant sans appel à celles de la discussion, de la négociation. Et cela dans un but précis, défini, celui de donner à l'impérialisme français déclinant les moyens de tenir son rang. D'emblée ces objectifs sont inscrits dans le Plan Rueff-Armand qui dès 1958 proclame qu'il est nécessaire « *d'asseoir sur des bases solides la capacité concurrentielle de l'économie française* » par la constitution « *d'un petit nombre d'entreprises ou de groupes de taille internationale* ».

Cet objectif impliquait que l'on s'efforce d'arracher à la classe ouvrière française les positions et les droits qu'elle avait acquis. Sa logique c'était la liquidation du mouvement ouvrier organisé comme mouvement indépendant, sa subordination « institutionnelle » à l'Etat. Elle était contradictoire dans son développement avec l'existence d'organisations syndicales indépendantes négociant librement. La contrainte des « plans », les diverses moutures de « politiques des revenus », la multiplication des mécanismes tendant à l'intégration des organisations syndicales découlaient de l'essence du régime. Simultanément, au compte de la bourgeoisie, le système bonapartiste, par le vote de lois comme par le recours aux ordonnances, englobait dans son cadre tout un ensemble de dispositions législatives qui ne constituent pas des éléments adjacents mais sont constituants de la structure de la V<sup>e</sup> République telle qu'elle existe.

C'est tout cet édifice qui a été ébranlé jusque dans ses fondations par la grève générale de 1968 mais qui a été maintenu, pour l'essentiel jusqu'en 1981 et qui est toujours en 1984 le cadre de la vie politique en France. C'est à ce niveau que se nouent les contradictions les plus cruciales pour toutes les classes de la société.

Car, si la classe ouvrière n'a pu jusqu'à présent jeter bas l'édifice réactionnaire contre lequel, sur tous les plans, ont convergé ses combats, cet édifice n'est

plus ancré dans des rapports de force entre les classes auquel il correspond. Sa faillite est, dans cette mesure, irrémédiable. Mais pour toutes les fractions de la bourgeoisie la nécessité d'une modification des formes politiques de sa domination s'accompagnent de la crainte lucide des bouleversements qu'entraînerait la remise en cause de la constitution de la V<sup>e</sup> République, remise en cause de l'Etat bourgeois lui-même au travers de la forme concrète sous laquelle il existe.

### Le développement de la crise

Le 10 mai 1981, quelques minutes après vingt heures, chacun est fixé : Giscard est battu, François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste élu Président de la République.

Chacun comprend qu'il s'agit de beaucoup plus que du résultat d'un duel électoral.

Quelques semaines plus tard, en juin, les élections à l'Assemblée nationale prolongeront et amplifieront électoralement la vague de fond qui a porté Mitterrand à la présidence : à l'Assemblée nationale va siéger une forte majorité de députés PS et du PCF, émanation d'une majorité PS-PCF sans précédent dans le pays.

Sous quelque angle qu'on l'examine le résultat est net. « *Dix ans ça suffit* » scandaient les manifestants le 13 mai 1968 ; « *vingt-trois ans c'est trop* » affirmeront les électeurs de 1984.

Au niveau le plus général, et pour reprendre l'expression traditionnelle, c'est la victoire de la gauche sur la droite. C'est aussi la défaite des partis de la V<sup>e</sup> République, des formations qui vivent en symbiose avec l'appareil d'Etat modelé par les institutions bonapartistes depuis près d'un quart de siècle.

C'est sans équivoque un coup porté de plein fouet à ces institutions car la défaite de Giscard, défaite politique



pour le système de la V<sup>e</sup> République, c'est l'ébranlement de l'institution présidentielle, pilier du régime.

C'est également une victoire sur le terrain électoral des partis qui se réclament de la classe ouvrière, des partis que les travailleurs chargent de leurs aspirations anticapitalistes, sur les partis de la bourgeoisie. Car il n'y a pas, sur le terrain politique et électoral, de formation analogue à ce qu'était, par exemple, en 1936 le parti radical. Le « mouvement des radicaux de gauche » apparaît très largement comme inexistant et artificiel. Voter contre la réaction, contre les plans anti-ouvriers que le gouvernement Giscard-Barre cherche à réaliser, contre le démantèlement de l'école publique et la liquidation de la laïcité, contre la V<sup>e</sup> République ne peut se faire qu'en votant pour le PS et le PCF.

Mais ce qui déclenche cette vague électorale ou la classe ouvrière entraîne avec elle des couches importantes de la petite-bourgeoisie et qui réduit à l'extrême la base dont peuvent se réclamer les partis de la bourgeoisie indentifiés avec la V<sup>e</sup> République, c'est le scrutin du 10 mai. Et celui-ci est déterminé par le premier tour de l'élection présidentielle qui voit près d'un quart des électeurs traditionnels du PCF porter leurs voix sur Mitterrand. La défaite de Giscard est avant tout le produit d'une victoire de l'unité ouvrière contre la politique de division conduite jusqu'au bout par le PCF.

La politique du Parti communiste internationaliste a constamment exprimé cette aspiration à réaliser l'unité pour vaincre Giscard et à politiquement aider à sa matérialisation. C'était le sens de la campagne pour une candidature unique du PS et du PCF contre Giscard qui trouve son expression dans l'appel du PCI à voter pour François Mitterrand dès le premier tour (*« Aujourd'hui tous les travailleurs en sont conscients : quelles que soient leurs préférences politiques,*

*la possibilité existe d'assurer la défaite de Giscard. C'est aujourd'hui une nécessité : elle signifie rassembler les voix sur le candidat le plus à même de battre Giscard, François Mitterrand, candidat du PS. Placée devant ce fait connu et compris de tous l'OCI unifiée donne clairement sa position : l'OCI unifiée est partisane de la révolution mondiale et des méthodes révolutionnaires. L'OCI unifiée combat comme section de la IV<sup>e</sup> Internationale pour aider à l'émancipation des travailleurs, par eux-mêmes.*

*Pour l'OCI unifiée qui n'a rien à craindre d'une démocratie authentique, le combat démocratique pour en finir avec les institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République passe par la défaite de Giscard. La défaite de Giscard ouvrira aux masses laborieuses et à la jeunesse les voies de la mobilisation qui leur permettra de prendre en main eux-mêmes la solution des questions urgentes qui assaillent le pays ».*

S'il est nécessaire, pour amorcer la conclusion de cet article, de revenir ainsi en arrière ce n'est pas par souci « historique » (les faits sont trop proches pour le justifier). C'est le fait qu'il ne s'agit pas d'une question de simple « tactique » au sens souvent restrictif que l'on attribue à ce terme. Il s'agit d'une détermination tactique sans laquelle une stratégie perd toute substance et la ligne stratégique sur laquelle les trotskystes ont combattu dans la voie de la liquidation de la V<sup>e</sup> République (ce qui, en particulier à partir de 1978, se matérialisait dans l'exigence de réaliser l'unité pour chasser Giscard) utilisait, comme levier essentiel, la question de la démocratie c'est-à-dire l'opposition entre le respect de la démocratie et les institutions de la V<sup>e</sup> République.

La défaite politique subie par la bourgeoisie et ses partis, avec la défaite de Giscard, commence une phase nouvelle dont les élections de 1981 ne sont que l'acte initial. Désormais, ce qui

était virtuel depuis des années s'affirme pleinement : la V<sup>e</sup> République comme forme particulière de domination de la bourgeoisie est dans l'impasse : les grandes questions autour desquelles se noue l'affrontement entre les classes ne pourront se résoudre dans son cadre.

Bien évidemment, ce n'est pas dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République que les masses laborieuses peuvent faire prévaloir leurs intérêts. Le sens de leur vote c'est d'ailleurs la condamnation sans appel de ces institutions réactionnaires. Mais le paradoxe apparent que constitue la défaite politique de la bourgeoisie dans le cadre d'institutions mises en place pour disloquer le mouvement ouvrier, et qui est le résultat de tout le développement de la lutte des classes en particulier depuis 1968, atteste que pour la bourgeoisie ce n'est plus dans ce cadre qu'elle peut réaliser les objectifs que lui dicte de plus en plus impérieusement tout le développement de la situation nationale et internationale.

Quand le correspondant de *Newsweek* (cité au début de cet article) parle de la « perte de crédibilité » des partis battus en 1981, il ne s'agit pas seulement de leur échec électoral, il s'agit aussi du fait que ces partis étroitement associés à la V<sup>e</sup> République ont fait faillite aux yeux de la bourgeoisie. Il faudra du temps à celle-ci pour recomposer une représentation politique cohérente. C'est d'ailleurs l'un des signes de la profonde instabilité politique dans laquelle la société française est engagée que le capital financier soit obligé d'intervenir directement, au niveau politique par le CNPF et non par le seul truchement des partis « d'opposition ».

Dès son entrée en fonctions, le gouvernement de type Front Populaire présidé par Mitterrand et essentiellement constitué de ministres du PCF et du PS tourne le dos aux aspirations que contenait le vote qui a investi une majorité

PS-PCF. Il s'engage dans la voie de la soumission aux exigences des capitalistes. Dans cette voie, il utilise les moyens anti-démocratiques de la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

### La question de la démocratie

Les masses populaires qui ont constitué la majorité PS-PCF de 1981 se tournent vers cette majorité pour qu'elle respecte le mandat qu'elles lui ont confié, exigence élémentaire et légitime, conforme à la démocratie.

Deux éléments qui sont d'ailleurs liés vont ainsi se trouver au centre des développements politiques. Tout d'abord la simple exigence du « respect du mandat » adressé à la représentation issue de mai-juin 1981 (la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale) va exprimer de plus en plus fortement l'opposition des travailleurs à la politique suivie par le gouvernement de Front populaire et ratifiée par la majorité PS-PC qui, dans tous les sens du terme se « renie » (viole le mandat reçu du peuple et renonce à exercer la souveraineté).

Car le second élément, indissociable du premier, c'est que cette exigence élémentaire de voir les élus agir dans un sens conforme aux motifs pour lesquels ils ont été élus implique que l'Assemblée cesse d'être une Assemblée qui se « renie » (pour reprendre l'expression de Trotsky) et qu'elle exerce donc la souveraineté dont elle est dépositaire.

Revendication démocratique mais dont la réalisation signifie la rupture avec les institutions réactionnaires de la V<sup>e</sup> République, revendication démocratique mais qui concentre le problème de la « rupture avec la bourgeoisie » des partis se réclamant de la classe ouvrière, sous la forme concrète ou celle-ci se pose : la collaboration de classes menée par le gouvernement de Front populaire se matérialise d'abord dans sa défense et son utilisation des

moyens antidémocratiques de la Constitution actuelle.

Ainsi la question de la souveraineté de l'Assemblée, question démocratique, parce qu'elle met en cause les fondements mêmes de l'édifice réactionnaire construit depuis 1958, a été la forme politique sous laquelle le mouvement de la classe ouvrière s'orientait vers la liquidation de ces institutions, formulait la nécessité de la rupture avec la bourgeoisie, aboutissait au problème du gouvernement, d'un gouvernement qui gouverne contre les capitalistes.

Elle assume ainsi un caractère transitoire dans la voie de la destruction de l'Etat bourgeois, de la marche vers la République des Conseils. L'expression particulière qu'a prise en France le fait que « l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne » (Lénine), c'est-à-dire la constitution d'un régime bonapartiste, fait qu'aujourd'hui, comme conséquence de la lutte des classes, du mouvement du prolétariat, cette revendication démocratique élémentaire, banale, concentre les problèmes de la rupture avec la bourgeoisie et est un levier de la mobilisation des masses travailleuses sur leur propre terrain et pour leurs propres intérêts.

### **Institutions et lutte des classes**

C'est bien pourquoi la définition précise du régime de la V<sup>e</sup> République n'a rien d'une abstraction séparée de la lutte des classes. Les institutions qui sont aujourd'hui l'incarnation concrète de l'Etat bourgeois sont un facteur de la lutte des classes. Elles ont une réalité propre mais non indépendante du combat entre les classes ou elles s'inscrivent. Elles ont été forgées dans la lutte des classes, précisément sur la base de coups portés à la classe ouvrière et comme moyen de disloquer celle-ci en brisant ses organisations. Le fonctionnement harmonieux de ces institutions a été tributaire de rapports de force entre les classes — dont elles

constituaient par elles-mêmes un élément — rapports de force aujourd'hui radicalement modifiés. C'est sous les chocs de la lutte des classes et non comme conséquence « d'imperfections constitutionnelles » en soi qu'elles ont été partiellement faussées, qu'elles se détraquent, qu'elles révèlent aujourd'hui de manière ouverte leur inadéquation à la situation. Et les gouvernements de type Front populaire, produits contradictoires de la crise qui met à l'ordre du jour la liquidation par l'action politique de la classe ouvrière de ces institutions, n'ont pas la vertu de leur donner une nouvelle jeunesse.

Peut-être objectera-t-on que les masses ne se soucient pas « en soi » des questions constitutionnelles ? Piètre argument car pour qui se réclame du marxisme les institutions n'existent jamais en soi. Mais les masses laborieuses se soucient effectivement de la démocratie car l'expérience séculaire de la lutte des classes leur a enseigné que la limitation et la remise en cause de la démocratie étaient toujours tournées contre elles, contre leurs droits, leurs conquêtes, leur organisation comme classe.

Aucun des articles de la Constitution bonapartiste évoqués plus haut dans cet article n'est une abstraction éloignée des préoccupations quotidiennes. C'est en utilisant l'article 49 ter que le gouvernement a étouffé toute velléité de voir la pression des masses trouver une réfraction dans les groupes parlementaires de la majorité PS-PCF. C'est en utilisant l'article 38 (les ordonnances) dont l'usage a été accepté par les députés du PS et du PCF, que le plan Delors a été mis en vigueur. C'est en jouant des instruments et des méthodes mises au point dans le cadre de la 5<sup>e</sup> République que le gouvernement s'est refusé à toute négociation salariale véritable, bafouant les prérogatives et les fonctions des organisations syndicales,

qu'ont été systématiquement organisés les licenciements massifs.

C'est aujourd'hui en utilisant un système qui nie l'initiative du Parlement, qui en fait une chambre d'enregistrement, que se prépare le budget le plus meurtrier pour la population laborieuse de ce pays.

La contradiction qui s'est imposée dès 1981 entre l'ensemble de l'édifice réactionnaire de la V<sup>e</sup> République et la constitution d'une majorité PS-PCF, n'est pas une contradiction « idéologique », une opposition entre des « principes » différents. Elle est une contradiction surgie de la lutte des classes, de la montée du mouvement visant à jeter bas cet édifice.

Et depuis 1981, dans la lutte des classes, cette contradiction s'est développée, passant pour prendre les termes employés par le Comité Central du PCI, d'une crise institutionnelle larvée à une crise ouverte. « *Les masses laborieuses et la jeunesse prendront en main elles-mêmes la solution des questions urgentes qui assaillent le pays* » expliquait l'appel de l'OCI unifiée à voter pour Mitterrand. C'est cela que cherche, vers quoi s'oriente malgré tous les obstacles, le mouvement déjà engagé de la classe. Loin de diminuer la place des problèmes politiques centraux qui font de la question de la démocratie — en relation avec les institutions réactionnaires de la V<sup>e</sup> République — le levier de leur mobilisation dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, ce mouvement les met au premier plan.

Dans la lutte pour chasser Giscard les trotskystes qui ont formé le PCI (alors l'OCI unifiée) se sont résolument placés du point de vue de la démocratie. Ainsi en septembre 1980, ils déclaraient, se prononçant pour l'unité contre Giscard « *La démocratie n'est-elle pas l'exercice de la souveraineté du peuple ?* »

Le PCI n'a pas lâché prise. Contre la bourgeoisie, contre la soumission à son

égard, contre les institutions réactionnaires de la V<sup>e</sup> République, il a opposé le respect de la démocratie. Il est ainsi resté fidèle à Trotsky, à sa méthode, à la méthode des revendications transitoires visant à mobiliser les masses contre l'ennemi de classe, contre la bourgeoisie et son Etat. Une fidélité qui ne relève pas de l'annonement de prétendues « recettes » ce qui est tourner le dos à tout ce que Trotsky a enseigné. Mais une fidélité qui consiste à exprimer le programme de la 4<sup>e</sup> Internationale en relation avec le cours réel de la lutte des classes.

Dans une situation nationale et internationale profondément différente, les principes qui ont présidé et qui président à la politique du PCI sont ceux-là mêmes qui guidaient Trotsky lorsqu'à propos de la Belgique il écrivait :

*« Nous, bolcheviks, nous pensons que pour échapper réellement au fascisme et à la guerre, il faut prendre le pouvoir par la révolution et instaurer la dictature prolétarienne. Vous, ouvriers socialistes, vous n'êtes pas d'accord pour vous engager dans cette voie. Vous croyez pouvoir non seulement sauver ce que vous avez conquis, mais encore aller de l'avant dans les voies de la démocratie. Bien. Tant que nous ne vous aurons pas convaincus et amenés de notre côté, nous sommes prêts à parcourir avec vous cette voie, jusqu'au bout. Mais nous exigeons que, la lutte pour la démocratie, vous la meniez non en paroles mais en actes. Tout le monde reconnaît — chacun à sa manière — que, dans les conditions actuelles, il faut un « pouvoir fort ». Obligez donc votre parti à ouvrir une lutte véritable pour un Etat démocratique fort. Il faut pour cela avant tout extirper les restes de l'Etat féodal. Il faut donner le droit de vote à tous les hommes et à toutes les femmes de plus de dix-huit ans, soldats compris. Concentrer tous les pouvoirs, législatifs et exécutifs, entre les mains d'une Chambre unique. Que votre parti engage une campagne sérieuse sur ces mots*

*d'ordre, qu'il dresse sur leurs jambes des millions d'ouvriers, que, grâce à la poussée des masses, il s'empare du pouvoir. Ce serait, en tout cas, une tentative sérieuse de lutter contre le fascisme et la guerre. Nous, bolcheviks, nous conserverions le droit d'expliquer aux ouvriers l'insuffisance des mots d'ordre démocratiques ; nous ne pourrions certes endosser des responsabilités pour ce gouvernement social-démocrate, mais nous vous aiderions honnêtement à lutter pour lui ; avec vous, nous repousserions toutes les attaques de la réaction bourgeoise. Plus encore, nous nous engagerions devant vous à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires qui sortiraient des limites de la démocratie — de la véritable démocratie — tant que la majorité des ouvriers ne se serait pas placée consciemment du côté de la dictature révolutionnaire. » (4)*

Répetons-le. Après les élections européennes du 17 juin, la crise se débride. Mais la condamnation politique massive de la politique suivie depuis trois ans est une remise en cause de la représentation politique de la classe ouvrière dans la mesure ou celle-ci accepte les conséquences du maintien de la Constitution bonapartiste.

De cette réalité, surgit non comme une perspective vague mais comme un objectif dont se saisissent d'ores et déjà des milliers de militants qui viennent du PS et du PCF ou qui en sont encore adhérents, des milliers de militants syndicalistes, de travailleurs sans affiliation politique, la nécessité et la possibilité de la construction d'un « parti des travailleurs ». Cette réalité s'est affirmée (dans les conditions ou le

mouvement d'ensemble de la classe s'est avant tout affirmé dans l'abstention) par les 190 000 voix qui se sont portées sur la liste d'unité ouvrière et paysanne pour un parti des travailleurs présentée aux élections européennes. Le PCI, sans aucune réserve et sans dissimuler sa physionomie propre s'engage sans réserve, aux côtés de tous ceux qui considèrent cet objectif comme leur, dans l'action politique pour la formation d'un tel parti.

Là est la réponse correspondant à la situation que le Comité central du PCI résumait dans les termes suivants :

*« Le 17 juin marque le passage de la crise institutionnelle larvée à la crise du régime. Les institutions sont au bord du gouffre. Toute tentative de dénouer cette crise ne peut que révéler un peu plus l'impasse dans laquelle tout le régime de la V<sup>e</sup> République s'enferme. Toute tentative effectuée dans ce sens ne peut que menacer de tout emporter comme l'indique la succession accélérée d'épisodes à laquelle nous avons assisté depuis le 12 juillet, jour où Mitterrand a annoncé sa décision d'avoir recours au référendum. Une crise de toutes les classes, une crise de tous les partis. La manifestation politique de masse qu'a constituée l'abstention du 17 juin, en ébranlant le pouvoir de Mitterrand, a ébranlé la seule forme de pouvoir, compte-tenu des rapports issus de la victoire politique remportée par les masses en 1981, que puisse tenter pour le moment de préserver l'Etat bourgeois, c'est là que réside la racine de la crise de toutes les classes et de tous les partis. »*

20 octobre 1984

F. FORGUE

(4) Dans « Le Mouvement communiste en France »

# INFORMATIONS OUVRIERES

tribune libre de la lutte des classes  
organe central du Parti communiste internationaliste  
(parution toutes les semaines)



## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM, Prénom (une case d'espace entre les deux)

\_\_\_\_\_

N° (rue, bd, av., etc.)

nom de la voie

\_\_\_\_\_

Code postal

Ville

\_\_\_\_\_

Cocher la durée 10 numéros : 50 F  20 numéros : 100 F  1 an : 200 F

Pour le réabonnement  
indiquer le n° d'abonnement

\_\_\_\_\_

1 an sous plis clos : 300 F

Joindre le règlement à l'ordre d'Informations ouvrières 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris  
CCP 21 831 73 Paris

*Le PCI combat pour  
un parti des travailleurs*

**JE REJOINS LE PCI**



Je désire prendre contact avec la cellule du PCI de mon entreprise, de  
ma localité, de mon école, de mon lycée

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

..... Tél. : .....

Entreprise : .....

Bulletin à remettre à un militant de votre connaissance, ou à retourner à : PCI, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

AUX ORIGINES DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE EN POLOGNE  
(PREMIÈRE PARTIE)

## les conditions de l'expropriation du capital, bureaucratie et prolétariat, la question agraire

par A. FORESTIER

**N**OUS entamons dans ce numéro de *La Vérité* une étude sur certains aspects de la révolution politique en Pologne. Cette étude n'a pas la prétention d'être exhaustive. Elle n'est pas non plus un récit historique ou un « bilan », car la révolution polonaise, et les événements de ces derniers mois l'ont encore une fois souligné, n'est pas terminée.

A de multiples reprises, on a prétendu enterrer — parfois sous des fleurs — l'extraordinaire mouvement de la classe ouvrière et du peuple polonais commencé par la grève générale d'août 1980. La libération de la majorité des prisonniers politiques a été arrachée à la bureaucratie par la résistance révolutionnaire du peuple polonais. La bureaucratie n'entend pas pour autant lâcher prise, mais elle a dû reculer. C'est le plus cinglant démenti à tous ceux qui assuraient que les travailleurs polonais étaient vaincus.

Alors que s'ouvre une nouvelle phase de la révolution politique en Pologne, il est nécessaire de revenir sur un certain nombre de questions qui n'ont pu être abordées que de façon fragmentaire mais qui sont essentielles pour assimiler les leçons de la révolution polonaise.

Cet article comprendra deux parties. Dans la première qui paraît dans ce numéro, nous commençons d'une part l'examen général des forces sociales et politiques en présence, des rapports sociaux institués après la guerre et des conditions dans lesquelles ces transformations se sont accomplies ; d'autre part cette première partie intègre un développement sur la question agraire en Pologne compte tenu de l'importance dans la révolution polonaise aujourd'hui de l'alliance des ouvriers et des paysans.

En analysant les conditions dans lesquelles, en Pologne, l'expropriation du capital a été réalisée, cette première partie montre pourquoi la révolu-

*tion polonaise se définit comme une révolution politique — au sens où Trotsky avait utilisé ce terme en référence à l'URSS. L'action révolutionnaire des travailleurs polonais ne vise pas les rapports de propriété (la propriété sociale) établis par l'expropriation de la bourgeoisie, mais la bureaucratie contre-révolutionnaire, qui usurpe et monopolise le pouvoir politique. La révolution politique a bien évidemment un caractère social : elle est dans les pays où règne une bureaucratie usurpatrice, l'expression de la révolution prolétarienne*

*La seconde partie traitera plus particulièrement de la question nationale, de la manière dont elle se pose aujourd'hui, en relation avec le pouvoir de la bureaucratie, de la place qu'elle a tenue dans l'histoire du mouvement ouvrier ainsi que de la place politique occupée par l'Eglise.*

*En conclusion, cette étude cherchera à dégager les éléments que d'ores et déjà le développement de la révolution politique en Pologne apporte à la compréhension des formes et du contenu de la révolution politique, aux problèmes de la lutte des classes, de la construction du parti et de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.*



## PROLETARIAT ET BUREAUCRATIE

### I.- Le contenu des rapports sociaux

C'est en 1946 que l'expropriation du capital fut généralisée sur l'ensemble du territoire de l'actuelle Pologne.

Nous reviendrons dans la suite de cet article sur les conditions politiques et historiques de l'expropriation, en particulier quant au véritable vide politique laissé par la défaite de l'Allemagne du point de vue de l'appareil d'Etat bourgeois ainsi que sur le mouvement révolutionnaire des masses qui a présidé à l'édification des nouveaux rapports de propriété.

Celle-ci a revêtu un aspect particulier du fait du partage de la Pologne en 1939 au terme du pacte germano-soviétique.

En ce qui concerne les territoires qui furent alors occupés par l'Armée rouge, l'entrée de celle-ci en Pologne a confirmé globalement le pronostic que Trotsky établissait en 1939, à savoir que « l'entrée de l'Armée rouge s'accompagnerait de l'abolition de la propriété privée parce qu'elle repose sur l'expropriation du capital en URSS.

Ainsi, dès 1939, sur les territoires de la Pologne orientale, lorsque se propagea la nouvelle que l'Armée rouge avait traversé la rivière Zbrucz, les paysans commencèrent à répartir entre eux les propriétés foncières. Les terres furent données d'abord aux petits propriétaires et, de cette façon, 30 % environ des terres agricoles furent expropriées ». Les 27 et 28 octobre 1939 les « Assemblées de Lwow et Bialystock » votaient l'expropriation des grands domaines et la nationalisation des industries et des banques.

Sans que cela modifie l'appréciation générale portée par Trotsky, il faudrait cependant préciser sous quelles conditions s'effectua le bouleversement des rapports de propriété en Pologne avec l'occupation de l'Armée rouge. Aujourd'hui encore, cette question reste largement obscure. Cela concerne

notamment l'ampleur du véritable pillage qui a été effectué, du nombre d'usines démontées et emportées en URSS comme des quantités considérables de blé et de bétail qui y ont été acheminées. De même, dès 1939, la bureaucratie du Kremlin supprima dans les territoires occupés par l'Armée rouge, tous les partis politiques polonais, ukrainiens, biélo-russes et juifs. Des milliers de militants socialistes furent arrêtés, parmi lesquels Henryk Erlich et Victor Alter. Adam Ciolkosz évalue à 1 230 000 le nombre de Polonais déportés entre 1939 et 1941 en URSS.

L'essentiel reste ici qu'en Pologne, toutes les entreprises confisquées par l'Allemagne, ou les sociétés anonymes à capital allemand, ainsi que celles dont les propriétaires avaient fui, ont été nationalisées avec toutes les entreprises qui représentaient un intérêt national, les mines, le pétrole et l'industrie d'armement.

La loi du 3 janvier 1946, portant nationalisation des entreprises, étendait cette mesure à toutes les industries occupant plus de cinquante ouvriers par équipe de roulement. Au total, cela concernait plus de mille grandes entreprises et des dizaines de milliers de plus petites.

En Pologne, une « coexistence » encore prolongée des secteurs nationalisés et privés fut envisagée par la loi de 1946. Elle laissait en effet en dehors des cadres de la nationalisation des entreprises privées qui se constitueraient ultérieurement et emploieraient plus de 50 personnes par équipe de roulement.

En outre, des dispositions prises en janvier 1947 autorisaient certaines entreprises privées des branches ne représentant pas un intérêt national à employer plus de deux cents ouvriers. Ces dispositions ne furent jamais appliquées.

Le bouleversement social et économique ne fut pas moins considérable en ce qui concerne l'agriculture. La

réforme agraire instituée par les décrets du 6 septembre 1944 et du 17 janvier 1945, bien qu'établissant une distinction entre la Pologne centrale et orientale d'une part et les territoires « recouverts » de l'autre, procéda à la confiscation des grands domaines. Dans les premières régions, on redistribua toutes les propriétés dont la surface globale dépassait 50 hectares en terres cultivables ; tandis qu'en Pologne occidentale, seules les propriétés dépassant 100 hectares furent touchées, sans tenir compte des terres cultivables. Les effets économiques de l'expropriation du capital en 1946 furent d'une ampleur considérable dans un pays qui était alors marqué par la disparition d'au moins 17 % de sa population totale, la destruction des établissements industriels, de presque la moitié de la production agricole et d'une grande partie des transports.

C'est d'ailleurs ce problème vital de la reconstruction du pays, concentrant l'espoir d'un peuple à se reconstituer comme nation, qui explique en partie la relative « tolérance » et même le soutien des masses polonaises à l'égard de la bureaucratie dans la mesure où celle-ci joua de cette corde dans les premières années à la fin de la guerre.

Le premier plan triennal (1947-1949) prévoyait des investissements de l'ordre de 340 milliards de zlotys et donnait une priorité complète aux biens d'équipement.

Ainsi, 39 % des investissements étaient destinés à l'industrie et aux mines, 24 % aux transports et aux communications, 13 % à l'agriculture et 18 % à la construction d'habitats, d'usines et d'édifices publics. Le but fixé par le plan était de dépasser en 1949 de plus de la moitié le volume de la production de l'ancienne Pologne.

Du point de vue de l'industrie, le plan vit son objectif atteint pour l'essentiel. Par contre, si le revenu national fut dépassé dès 1949, ce n'est qu'en 1967 que les travailleurs retrouveront le pouvoir d'achat dont ils disposaient en 1939. Quant à la production agricole, elle a évolué par rapport à l'industrie de la façon suivante entre 1938 et 1951 : sur la base de l'indice 100 en

1938, l'industrie atteignait l'indice 268 en 1951, mais l'agriculture stagnait à l'indice 106, dans un pays essentiellement agricole !

Au total, avec des inégalités qui exprimaient déjà les conséquences de la domination de la bureaucratie, ces chiffres montrent l'impulsion incontestable donnée au développement des forces productives en Pologne par l'expropriation de la bourgeoisie et la planification. Mais on ne peut rester dans le seul domaine des indices économiques pour mesurer le contenu véritable des rapports sociaux.

La gestion du pays aux seules fins de défendre et d'accroître les privilèges de la bureaucratie, et prioritairement en fonction des besoins du Kremlin, ont très rapidement constitué un frein au développement de l'économie planifiée.

Nous reviendrons plus en détail sur cette question dans la suite de cet article. Quelques chiffres fournis par Stéphane Bratkowski, mettant en rapport les années 1946 et 1984, donnent une idée du point atteint dans la paralysie du développement économique du fait de la gestion bureaucratique :

*« Regardons de plus près le chemin qu'a fait l'économie polonaise. Ainsi, en 1946, les prix de détail se situaient exactement au même niveau que ceux d'aujourd'hui. Certaines marchandises étaient moins chères. Le prix d'un œuf oscillait, selon la voïvodie, entre 7 et 13 zlotys (aujourd'hui 15), un kg de pommes de terre entre 3,5 et 9 zlotys (aujourd'hui 16), un kg de porc entre 165 à Lublin et 360 à Gdansk (...).*

*En 1946, avec des prix comparables à ceux d'aujourd'hui, les salaires étaient deux ou trois fois plus grands. Ainsi, un professeur d'université gagnait 55 000 zlotys (aujourd'hui de 22 000 à 24 000), le mineur de fonds de 30 000 à 60 000, ou même 90 000 zlotys (...).*

*Dans ce pays détruit par la guerre, un an après la guerre, la vie quotidienne des citoyens était deux ou trois fois moins chère et plus facile qu'aujourd'hui (...). Comme on voit, nous sommes partis presque de zéro, mais on a réussi à nous faire tomber*

*plus bas.* » (Bulletin d'information *Solidarnosc*, n° 84, p. 14).

C'est pourquoi si les résultats économiques montrent surtout aujourd'hui l'ampleur des contradictions dues à la politique de la bureaucratie, c'est avant tout dans la puissance de la classe ouvrière polonaise, comme force productive essentielle, que sont incarnés les rapports sociaux édifiés sur l'expropriation des capitalistes et des propriétaires fonciers.

La liquidation de la grande propriété foncière effective dès la fin de la guerre a été la première à donner une impulsion au développement quantitatif du prolétariat.

En 1937, le surpeuplement de la campagne polonaise était évalué à plus de 5 millions, soit 24 % de la totalité de la population agricole. Celle-ci englobait alors 21 millions de personnes pour une population totale de 34 millions d'habitants, soit près de 65 % de celle-ci. En 1980, le nombre de personnes vivant de l'agriculture est tombé de 23 %.

Les chiffres officiels du nombre d'ouvriers en Pologne ne constituent pas une source sûre étant donné l'opération de camouflage social qui fait systématiquement déguiser le bureaucrate en ouvrier. On compte dans une grande entreprise industrielle la proportion d'un chef pour une équipe de 10 à 15 ouvriers. Il reste à l'évidence, si on prend comme référence le chiffre de 13 à 14 millions d'ouvriers en 1984, que ce chiffre atteste de l'existence et de la croissance d'un prolétariat qui constitue de loin la première force sociale du pays. L'industrie comptait 1 million 736 000 travailleurs en 1949, et 2 millions 911 000 en 1957.

Une caractéristique du prolétariat polonais tient à sa jeunesse. En effet, dans les quinze années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, la Pologne a connu des taux de natalité parmi les plus élevés d'Europe : 26,2 pour 1 000 en 1946, 31 pour 1 000 en 1951.

De même, très vite, le taux de mortalité a été un des plus bas d'Europe (7,6 pour 1 000 en 1957). Le fait que ces tendances sont aujourd'hui en train de

se modifier pose à une échelle sans précédent le point atteint par le développement de contradictions explosives.

Il en est de même dans tous les aspects de la vie sociale où s'est traduit le développement des forces productives, en particulier la science et la culture. Nous reviendrons aussi sur cet aspect dans la suite de cet article.

## II. L'insurrection de Varsovie

L'insurrection de Varsovie, le 1<sup>er</sup> août 1944, concentre des aspects essentiels des rapports politiques en Pologne dans la dernière phase de la Seconde Guerre mondiale.

Dès 1939, les partis paysan, national-démocrate, socialiste et travailleurs chrétiens constituèrent à Londres un « Gouvernement général » sous la présidence du général Sikorsky, puis, après sa mort, du dirigeant du Parti paysan, Mikolajczyk. Le gouvernement de Londres fut aussitôt reconnu par la Résistance intérieure en Pologne même, qui constitua le Conseil d'unité national, sous la présidence du dirigeant du PPS (le Parti socialiste), Puzak.

L'insurrection fut déclenchée par ordre du gouvernement de Londres qui, sans aucun doute, entendait de cette manière affirmer son autorité avant l'arrivée de l'Armée rouge. Celle-ci, de son côté, se trouvait dans la banlieue de Varsovie, sur l'autre rive de la Vistule. L'insurrection dura 43 jours durant lesquels Staline laissa les mains libres à Hitler pour écraser l'insurrection et permettre ainsi à l'armée allemande l'extermination de près de 200 000 Polonais.

C'est le peuple entier de Varsovie qui s'insurgea le 1<sup>er</sup> août 1944 dans la ville que l'armée allemande avait transformée en véritable forteresse. Si l'encadrement militaire de l'insurrection fut fourni par les 50 000 militants de l'AK (Armée intérieure), auxquels se joignirent l'Organisation socialiste de lutte (WRN), formation autonome de la milice du PPS, et les quelques compa-

gnies de l'Armée populaire du PPR (1), (ceux-ci se retirèrent cependant lorsque Staline condamna l'insurrection), les 63 jours de l'insurrection virent combattre l'ensemble des hommes, femmes et même des enfants des quartiers qui étaient libérés. Plus que les chiffres, le régime intérieur de la ville atteste de l'ampleur de cette mobilisation qui a fait comparer Varsovie, pour cette raison, par des militants de l'insurrection, à la Commune de Paris.

Malgré les opérations militaires, la presse paraissait alors sans aucune censure. Elle reflétait différents courants d'opinion. Tout le monde avait le droit de diffuser les journaux où il le voulait, y compris sur la ligne du front. Même les publications qui critiquaient les dirigeants de l'insurrection jouissaient d'une entière liberté. Sur ce point, le témoignage de Z. Zaremba, l'un des principaux dirigeants du PPS et de l'insurrection, est particulièrement précis :

*« La vie était étrange sur cet îlot de liberté. L'administration était assurée en partie par le commandement de l'armée clandestine, en partie par les cadres de l'administration civile préparés dans la clandestinité. Le rôle principal, pourtant, était joué par des comités d'immeubles et de blocs auxquels on obéissait de plein gré. Une police était inutile. Toute la ville était devenue une commune pleinement socialisée. Les habitants partageaient leur nourriture avec les soldats, avec les réfugiés des parties de la ville qui étaient encore occupées par les Allemands. On créa dans les maisons des cuisines communautaires qui servaient les habitants et les hôtes de passage. Lorsque les réserves privées furent épuisées, l'administration partagea, par l'entremise des comités de maison, gratuitement, la nourriture conquise dans les magasins allemands. L'argent ne jouait plus aucun rôle. Il y avait une fraternelle communauté de tous les combattants dominés par la conscience*

(1) Parti ouvrier polonais : constitué sous le contrôle direct de Moscou. Rappelons que le Parti communiste polonais avait été dissous par Staline en 1938 et la presque totalité de ses dirigeants exterminés à Moscou.

*joyeuse qu'enfin nous étions libres. Nous étions fiers de nous être libérés par nos propres forces, de battre les Allemands, de les forcer à capituler et à donner leurs armes à "nos gars" comme nous appelions les soldats de l'armée clandestine. Il était remarquable qu'on ne se vengeât pas sur les prisonniers ; le peuple dans les rues les regardait avec curiosité lorsqu'on les menait construire des fortifications ; parfois une remarque ironique à l'adresse du "Herrenvolk" tombait, mais aucun prisonnier ne fut frappé ni lynché. » (Zaremba, « La Commune de Varsovie », 1947)*

Cependant, le régime instauré à Varsovie pendant un mois et demi ne se limita pas à l'organisation de la vie quotidienne et des opérations militaires. Il se prolongea dans le domaine politique. Une assemblée se réunit tous les jours pour élaborer les actes législatifs destinés à définir le "nouveau régime de la République démocratique de Pologne". Tous les partis, membres du Conseil des Ministres et représentants de l'AK, furent représentés au Parlement, qui décida notamment « que les comités d'entreprise institueraient la participation ouvrière à la direction des entreprises et au contrôle de la production des usines et des mines », « la liberté de la presse et la généralisation du système d'assurances sociales », « la dissolution de la police » et son remplacement par « une garde municipale dépendant des pouvoirs communaux ou municipaux ». Le régime devait reposer sur huit principes :

« 1.- Une constitution assurant des gouvernements conformes à la volonté de la nation.

2.- Une loi électorale démocratique reflétant fidèlement l'opinion publique lors des élections générales et municipales.

3.- Une réforme agraire réalisant le partage de toutes les propriétés agricoles au-dessus de 50 hectares, ainsi que des exploitations allemandes déterminées par un décret préalable ; l'excédent de population était dirigé vers l'industrie et l'artisanat.

4.- La socialisation des industries-clé.

5.- *La participation des travailleurs à la direction des entreprises et le contrôle ouvrier de la production industrielle.*

6.- *Tous les citoyens ont droit au travail et à une existence décente.*

7.- *Une juste répartition du revenu social.*

8.- *Tous les citoyens ont droit à l'instruction et à la culture.* »

Les principes du Conseil d'unité nationale, dirigé par Puzak et composé pour l'essentiel du PPS, du Parti paysan et des dirigeants de l'AK, ne rassemblaient pas toutes les caractéristiques d'un programme de la révolution sociale. Dans l'esprit même de leurs rédacteurs, en particulier du PPS, il s'agissait de garantir dans la nouvelle Pologne le régime d'une « honnête démocratie » sur la base de l'indépendance du pays et d'une plus juste répartition sociale.

Cependant, sous l'effet de la pression directe de la mobilisation des masses dans Varsovie insurgée, les décrets du CUN avançait beaucoup plus en avant que le gouvernement de Londres dont il se réclamait pourtant. Mikolajczyk signera d'ailleurs les accords de Yalta, au terme desquels Roosevelt, Churchill et Staline tenteront d'abord de maintenir ou reconstruire les Etats bourgeois dans les pays où ils s'étaient effondrés. Il justifiera sa signature par le paragraphe concernant les élections libres qui devaient alors être organisées en Pologne pour décider des formes de gouvernement et de l'Etat.

Au moment de l'insurrection de Varsovie, quelle était la politique de la bureaucratie stalinienne ?

Le 22 juin 1942, l'Internationale communiste communiquait à toutes les sections un télégramme : « *La défense de l'URSS est celle de tous les peuples occupés... Il est vital de développer un mouvement sous le mot d'ordre d'un front national uni. Gardez à l'esprit que l'étape actuelle est celle de la libération du joug fasciste et non de la révolution socialiste.* »

La montée révolutionnaire des masses en Europe et le froid réalisme de la bureaucratie qui devait convenir qu'un télégramme ne suffisait pas, décidèrent

de la dissolution de l'Internationale communiste le 15 mai 1943. En mai 1944, deux mois avant l'insurrection de Varsovie, Churchill et Staline se partagent leurs « zones d'influence » respectives sans qu'il soit envisagé le moins du monde par Staline que le « socialisme serait devenu à l'ordre du jour » des pays de son lot. Les discussions de mai 1944 présideront d'ailleurs aux accords de Yalta, en février 1945, qui décideront pour la Pologne le mariage du « Gouvernement de Lublin », créé par Moscou, avec le gouvernement en exil de Londres, présidé par Mikolajczyk. Mais surtout, le manifeste du 22 juillet 1944 du PPR, qui constitue la base du gouvernement de Lublin, est dirigé explicitement contre la perspective du socialisme : « *Toute violation de la propriété privée sera sévèrement punie.* »

Le peuple de Varsovie, insurgé en août 1944 déjoua à l'avance tous les plans et manifestes. Il créait une situation en Pologne qui, de fait, rendait impossible à la bureaucratie stalinienne d'asseoir son contrôle politique tout en maintenant l'objectif que Roosevelt, Churchill et Staline avaient fixé pour elle : reconstruire un Etat bourgeois sous l'égide des accords de Téhéran et de Yalta. Le point de vue de Churchill, cité par Mikolajczyk, à propos de l'insurrection de Varsovie, est un véritable aveu : « *Vous êtes un peuple déraisonnable qui veut naufrager l'Europe et saborder les accords avec les Alliés.* » Pratiquement, l'insurrection du peuple de Varsovie et la mobilisation révolutionnaire des masses dont elle fut l'expression la plus élevée, rendirent inévitable la profonde modification des rapports sociaux en Pologne. C'est là un premier aspect.

Un second aspect est donné par les conditions politiques concrètes de la Pologne à la fin de la guerre, et notamment les rapports entre les masses et la bureaucratie stalinienne. De ce point de vue, il est évident qu'il n'y a aucun hasard dans le fait que l'insurrection de Varsovie éclata le 1<sup>er</sup> août 1944, c'est-à-dire au moment où les troupes de l'Armée rouge étaient arrivées aux portes de Varsovie.

L'impulsion bureaucratique, selon le terme de Trotsky, qui est ainsi donnée à la révolution sociale, est la conséquence directe du fait que la bureaucratie de l'URSS repose sur l'économie d'un Etat ouvrier.

Mais Trotsky n'a pas arrêté son analyse à l'importance objective du fait particulier de la transformation des formes de propriété dans des circonstances exceptionnelles. Il écrivait en 1939 : « *Le critère essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importants qu'ils puissent être par eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles.* » (\*)

De ce point de vue décisif, la mesure du rapport entre le prolétariat polonais et la bureaucratie stalinienne dans les années de la fin de la guerre constitue un facteur politique qui permet d'éclairer le développement ultérieur des événements en Pologne et, en particulier, les développements les plus récents de la révolution politique et la constitution avec *Solidarité* d'une représentation indépendante des masses populaires.

L'insurrection de Varsovie, malgré sa défaite, a constitué dans ce sens un puissant levier de la maturation de la conscience du prolétariat polonais. Il jouera dans le fait que le parti stalinien polonais imposé par le Kremlin se trouvera dès le départ très compromis.

C'est là une différence profonde avec, par exemple, la Tchécoslovaquie où le Parti communiste de Gottwald était la seule force véritablement organisée du pays, ou avec la Bulgarie où le parti stalinien entretenait des liens réels avec la résistance.

Cela explique aussi l'ampleur de la répression stalinienne en Pologne dans les premières années de la fin de la guerre.

(\*) Léon Trotsky - *Défense du marxisme* - EDI, p. 121.

### III. Les baïonnettes de Moscou

A partir de 1944, la répression stalinienne contre le mouvement des masses et les militants commença dès l'arrivée des troupes de l'Armée rouge en Pologne. Elle prit d'abord la forme de la liquidation du mouvement de résistance. A Lwow, Wilno et Varsovie, l'Armée rouge, sur l'ordre de Staline, laissera la résistance face à face avec l'armée allemande où, au fur et à mesure de son entrée en Pologne, elle désarmera les militants et ne leur laissera souvent aucune autre possibilité que d'être incorporés dans l'armée Berling, le corps d'armée polonais de l'Armée rouge, ou de se retrouver dans un camp.

Avec le reflux de l'armée allemande, les ouvriers mirent en place des dispositifs de protection des machines et des usines, d'abord pour que l'armée allemande en retraite ne les détruise pas, puis afin que l'Armée rouge ne les démonte pas pour les emporter en URSS. Les ouvriers remirent en marche ces usines qu'ils gèrent eux-mêmes par l'intermédiaire de comités d'entreprise qui sortaient peu à peu de la clandestinité. Les militants des comités d'entreprise sont systématiquement arrêtés et déportés dans des camps spécialement ouverts pour eux, tel celui de Majdanek. Jusqu'en 1947, l'« Armée du peuple polonais », contrôlée par le PPR, devra affronter des militants de la résistance qui refusent de rendre les armes et de se soumettre. Dans l'Est de la Pologne, de nombreux monuments commémorent les victimes de la guerre de 1939-1947 ! A la tête de l'« Armée du peuple », les staliniens placèrent un ancien général de Pilsudski, Rola Zymierski.

Au cours des premiers mois après l'entrée de l'Armée rouge en Pologne, le NKVD s'emploie à briser le mouvement des masses polonaises pour le placer sous le contrôle politique du PPR. Celui-ci constitue sans délai la milice (MO), puis l'ORMO, qui est une organisation de supplétifs civils, dans la répression des militants qui refusent l'ordre des staliniens. L'ORMO est rapidement le creuset où retrouvent du travail les anciens hommes de main de la Gestapo en Pologne. En échange du

service qu'ils rendent au stalinisme et avec la garantie de bien les tenir en main, car les staliniens ont de puissants moyens de chantage sur eux, ils bénéficieront de l'impunité, de hauts salaires et de privilèges multiples. Au cours du premier congrès du PPR, le 13 décembre 1945, Gomulka traitera « d'étroits sectaires » les « vieux communistes » qui s'indignent de l'adhésion en masse au PPR de ces hommes. Ceux-ci bénéficieront en particulier des attributions alimentaires destinées à la première catégorie. Il y avait pour ces attributions plusieurs catégories qui distribuaient de la manière suivante le nombre de calories auxquelles on avait droit :

Première catégorie	8 153 calories
Quatrième catégorie	2 691 calories
Septième catégorie	523 calories

La milice et l'ORMO s'emploieront par la suite à la liquidation des grèves qui, de 1945 à 1947, se développeront à l'échelle de toute la Pologne. Nées dans le bassin houiller de Dombrova contre la hausse des prix à la consommation et le blocage des salaires décidé par le gouvernement ainsi que contre le système des attributions alimentaires, les grèves s'étendirent aux régions de Czestochowa, de Poznan puis dans les ports de la Baltique, Gdynia, Gdansk et Szczecin.

La milice et l'ORMO réussirent d'abord à limiter leur développement en faisant régner un climat de terreur dans les usines. A Gdansk et Szczecin, des combats avec la milice firent plusieurs morts. Mais, en septembre 1947, les ouvrières du textile de Lodz reprennent la grève à laquelle se joignent toutes les usines de la ville. La milice arrête en masse les cadres de la grève et occupe les usines. Gomulka déclare alors que « *les tisseurs de Lodz n'ont rien compris aux grandes transformations de la Pologne* ».

Ce qui constitue le caractère le plus significatif de la répression stalinienne en Pologne à la fin de la guerre est le fait qu'elle n'a été possible que grâce à la bureaucratie du Kremlin et ses organismes de répression, en particulier le NKVD. Un autre des aspects de ce problème, sur lequel reviendra la seconde

partie de cet article à propos de la question nationale, est le pillage gigantesque de la Pologne par la bureaucratie de Moscou à l'issue de la guerre, pillage qui n'a d'ailleurs jamais cessé depuis sans résoudre aucun des problèmes économiques de l'URSS.

A titre indicatif, parmi les décisions prises par le nouveau gouvernement après l'élimination de Gomulka :

— L'URSS recevra la moitié du charbon produit par la Pologne, et le paiera au prix de 1,25 dollars la tonne, soit un dixième du prix normal ;

— l'URSS qui cesse d'exploiter les territoires de l'Ouest, récemment récupérés par la Pologne sur l'Allemagne, reçoit en dédommagement 3,5 milliards de dollars ;

— alors que les ouvriers polonais mourraient du fait du manque de médicaments, les produits pharmaceutiques et les produits chimiques produits en Pologne sont expédiés en grande partie vers l'URSS ;

— les chemises qui coûtaient 500 zlotys en Pologne sont vendues 20 zlotys à l'URSS, etc.

Mais, surtout, deux domaines vont encore être le champ spécifique de l'action des organismes de répression stalinienne sous la direction des baïonnettes du Kremlin : la liquidation de toute expression syndicale indépendante et la liquidation de la liberté politique, revendications qui ressurgiront avec une acuité particulière au cours de la révolution politique.

#### IV.- La liquidation de toute expression syndicale indépendante

*NZSS-Solidarnosc* a mis un terme à plus de trente-cinq années d'absence de véritable syndicat ouvrier en Pologne, où le syndicat unique, courroie de transmission de l'Etat bureaucratique et de son parti, s'est systématiquement dressé comme organe policier contre les intérêts les plus élémentaires des travailleurs. En répondant au profond besoin des travailleurs de se doter d'une organisation pour leurs revendications et leurs intérêts de classe, *Solidarité* remplit le rôle d'un syndicat

dans le sens strict que lui donna le mouvement ouvrier au cours de son histoire.

C'est pourquoi *Solidarité* constitue comme syndicat le résultat d'un processus politique contradictoire. Dans les relations sociales de production édiées sur la base de l'expropriation du capital, mais la classe ouvrière étant totalement expropriée du pouvoir politique par la caste bureaucratique, *Solidarité* s'apparente d'une certaine manière aux « syndicats démocratiques » dans le vieux sens du terme, qui rappelle en particulier la constitution du prolétariat anglais en classe à partir du puissant mouvement chartiste de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et sur lequel ont pris corps ensuite les trade-unions. Mais *Solidarité*, qui ne peut que rester indépendant de l'Etat et du parti unique, au risque de disparaître, intègre en même temps le contenu de la lutte de classe dans son ensemble, donc de la lutte politique du prolétariat et à sa suite de toutes les couches sociales du pays. L'extraordinaire régression entraînée par la bureaucratie stalinienne fait ainsi ressurgir, dans une situation historique très différente, un des problèmes qui semblaient pourtant réglés par l'histoire.

La liquidation des organisations syndicales en Pologne s'est achevée au terme d'un combat qui durera jusqu'en 1947. En avril 1945, les organisations syndicales issues de la résistance comptaient 355 000 membres, alors que la centrale syndicale « unique » créée le 20 novembre 1944 avait, en avril 1945, 116 000 membres. En décembre 1945, les premiers ne compteront plus que 150 000 membres. Leur liquidation a recouvert tous les aspects des problèmes sociaux de l'après-guerre.

Pour attirer les ouvriers dans la nouvelle centrale, on accorde à ses adhérents des suppléments d'alimentation et la priorité aux emplois. Les directeurs ont l'ordre de percevoir les cotisations avant de verser leur salaire aux ouvriers. Si, pour cette raison, de nombreux ouvriers entrent dans la centrale intégrée, ce n'est pas pour autant qu'ils considèrent qu'elle les représente.

C'est pourquoi les staliniens devront d'abord normaliser la centrale. Ils nomment à la direction Rusinek, un ancien kapo du camp de Stuthof. Pour justifier l'envoi de conseillers et de dirigeants nationaux dans les congrès des fédérations, l'organe des syndicats, Zwiaskowiec écrit qu'« étant donné le manque de militants actifs, une grande partie des travaux préparatoires incombent à la commission centrale ».

Mais la question la plus importante concerne la représentation syndicale aux conseils d'entreprise qui assurent pendant plusieurs semaines, sinon plusieurs mois, la gestion des usines. Dans certaines usines, ces conseils continueront de participer à la gestion, malgré le décret promulgué par le ministre de l'Industrie, Hilary Minc.

Aux élections syndicales de novembre 1945, les candidats du parti stalinien sont largement battus, d'autant qu'ils ne réunissent même pas toutes les voix du PPR. A ce sujet, Gomulka déclarera au congrès du PPR de décembre 1945 : « A l'usine Fablok, il y a eu des élections au conseil d'entreprise. Notre cellule compte 250 à 270 membres, or ces élections ne nous ont donné aucun mandat. Comment l'expliquer, camarades ? »

Aux élections de 1946, le PPR ne recueille que 20 % des voix alors que dans les centres ouvriers de Silésie et des grandes agglomérations les listes du PPS obtiennent plus de 60 % des voix. Dans les petites villes et dans les campagnes, les listes dites « sans parti » l'emportent majoritairement. Le gouvernement décide alors d'interrompre les élections.

En avril 1947, un arrêté du ministère du Travail précise que les élections syndicales ne se feront plus par listes mais sur le nom de candidats.

La commission centrale dénonce « les manifestations indésirables de la lutte politique au sein du mouvement syndical », et les responsables syndicaux staliniens jouent, dans les mines en grève, le rôle d'auxiliaires de la milice. En juin 1947, alors que la milice arrête en masse les cadres de la grève des ouvrières du textile de Lodz, le présidium des syndicats déclare que « dans



*l'industrie nationalisée, les grèves sont nuisibles au pays et aux intérêts de la classe ouvrière* ». Pendant près de 35 années, seule la CRZZ (« Conseil central des syndicats ») aura le droit d'exister. Le témoignage du fait que les ouvriers ne se sentiront jamais représentés par la CRZZ est tout entier exprimé par une des revendications les plus populaires avancées au mois de juillet 1980 au cours des premières grèves : le remboursement de toutes les cotisations versées depuis le début de son existence au CRZZ.

### V.- Le monopole du pouvoir politique

*« Nous considérons le pouvoir du peuple comme un principe duquel il n'est pas possible de s'écarter. Ce pouvoir ne peut être celui de groupes qui s'élèvent au-dessus de la société, qui s'arrogent le droit de se prononcer sur les besoins du peuple et de représenter ses intérêts. La population doit avoir la possibilité de parler à haute voix, d'exprimer la diversité des opinions sociales et politiques. »* (7 octobre 1981 - Introduction aux thèses du Premier Congrès de *Solidarité*).

Les développements les plus récents de la révolution politique en Pologne ont fait surgir avec une ampleur sans précédent des mots d'ordre démocratiques, liberté de presse, liberté d'organisation en partis politiques, élections libres. Une nouvelle fois sur cette question, la marche de l'histoire pour ses propres besoins ramène à la surface des événements des revendications qui semblaient dépassées. Les conditions dans lesquelles s'est opérée l'expropriation de la bourgeoisie et la constitution du nouvel Etat se sont accompagnées d'emblée de la négation des libertés démocratiques et ouvrières au profit exclusif du monopole du pouvoir politique par le parti de la bureaucratie.

C'est un fait que l'extraordinaire montée révolutionnaire qui a eu lieu à l'échelle mondiale à partir de 1943 a montré la tendance au renforcement des organisations traditionnelles de la classe ouvrière. C'est dans la plupart

des cas en Europe le Parti communiste qui a profité de cette montée. En Pologne, le P.P.R. est passé de 20 000 adhérents en janvier 1945 à 300 000 en avril 1945. Au mois de décembre de cette année, il retombait à 200 000 adhérents. Par contre, en 1947, le Parti socialiste polonais et le Parti paysan regroupent encore plus de 500 000 adhérents.

Le 30 juin 1946 eut lieu un référendum dont le gouvernement voulait faire un plébiscite. La question posée concernait l'abolition de la Chambre haute. Les premiers résultats enregistrés à Cracovie donnèrent 84 % de NON. Pourtant depuis les années 30, les partis ouvriers et même le parti agrarien paysan était pour l'abolition de cette chambre de notables réactionnaires. Mais le PPS, soutenu par le parti paysan, appela à voter NON à la question concernant l'abolition de la Chambre haute en signe de protestation.

Ce vote ne peut se comprendre que comme exprimant, indépendamment de la question elle-même, la protestation de la population polonaise contre la terreur exercée par le parti stalinien et, en particulier, l'arrestation de deux dirigeants socialistes quelques mois plus tôt : Puzak et Pasdak. Ceux-ci furent arrêtés en même temps que 14 autres chefs de la résistance qui étaient sortis de la clandestinité pour se rendre à Moscou à la suite d'une invitation de Staline.

A la suite du non de Cracovie, le dépouillement fut suspendu. Dix jours après, les chiffres officiels cités par Gomulka donnaient à la première question du référendum : non, 52 %, oui, 68 %. Cependant, dans les 2 800 bureaux de vote où les militants des trois partis, communiste, socialiste et paysan étaient représentés (sur 70 000 bureaux de vote), la moyenne qui fut enregistrée était de 83,5 % de non.

Aux élections à la Diète du 19 janvier 1947, les résultats confirmeront encore la position minoritaire du parti stalinien. De 60 à 65 % des votes se porteront sur le Parti socialiste et surtout sur le Parti paysan.

Cependant, les conditions de terreur organisées par la bureaucratie sont

cette fois-ci beaucoup plus importantes. Un chiffre est à cet égard très significatif. En juin 1946, il y avait 16 millions d'électeurs. En janvier 1947, il en restera 12 millions. La différence se trouve alors partagée entre les dizaines de milliers de travailleurs qui peuplent les prisons et les camps de travail et ceux à qui on refusera de voter (1). Le premier jour de la réunion de la Diète, le seul député socialiste élu, Zulawski, déclarera : « *Le jour de la consultation nationale on a ordonné aux travailleurs de toutes les usines de se réunir et, sous le contrôle d'un surveillant, on les a fait voter pour la liste du bloc démocratique (liste organisée par le parti stalinien). Les miliciens demandaient : « Qui veut voter pour la liste n° 3 ? » Et ceux-là seuls pouvaient aller jusqu'aux urnes.* »

A partir de ce moment, en même temps qu'éclatait la guerre froide, le processus de liquidation physique de toute opposition au monopole absolu du pouvoir politique par le parti stalinien sera mené tambour battant. Au début

de l'année 1947, les sections locales du Parti paysan sont dissoutes, la « *Gazeta Ludowa* » est coupée de ses approvisionnements en papier. Au cours des mois de mai et juin 1947, plus de 200 dirigeants socialistes sont arrêtés dans les centres ouvriers, dont A. Zdanowski, le secrétaire de la centrale syndicale polonaise depuis 1921.

A la fin de l'année 1947, il n'existe pour ainsi dire plus de forme d'opposition organisée face à la bureaucratie. La bureaucratie stalinienne mettait là son point final à l'extension de son contrôle à tous les domaines de la vie sociale et politique. La continuité dont se réclameront les institutions de l'« *Etat populaire* » ne sera pas celle de l'expropriation du capital, mais celle de la bureaucratie elle-même. C'est ainsi que la Pologne « *populaire* » fera, du jour de l'installation du comité de libération national à Lublin, fabriqué par Moscou, son jour de fête nationale et pour justifier le refus de reconnaître les partis indépendants, elle ira même jusqu'à utiliser des décrets promulgués par... Pilsudski.

## LA QUESTION AGRAIRE : L'ANCIEN REGIME ET LA REVOLUTION AGRAIRE

En 1926, la paysannerie polonaise, séduite par les apparences du régime de Pilsudski, lui confia tous ses espoirs. Pilsudski dirigeait son coup de force contre le gouvernement des bourgeois et des grands propriétaires fonciers. Le paysan suivait donc Pilsudski qui le libérerait sûrement de la ruine, le soulagerait de la misère, de l'ignorance, du servage et de l'usure. Ce n'est pas un hasard si à cette époque, le vieux militant du Parti communiste polonais Warsky, qui accordait à la paysannerie une place essentielle dans la révolution, identifia alors le coup de force avec la « *dictature démocratique des ouvriers et des paysans* ».

(1) Environ 1 Polonais sur 7 a connu la prison entre 1939 et 1980.

En réalité, au terme de la dictature de Pilsudski et du régime des colonels qui lui succéda, l'asservissement des paysans ne fut en rien adouci ; plus encore ils en accentuèrent les formes les plus féodales. Par exemple, l'oppression de la paysannerie de l'Ukraine occidentale (la Galicie) renforça considérablement les sentiments nationaux de la population ukrainienne.

De simples statistiques montrent le contenu essentiel de la situation de la paysannerie polonaise avant la II<sup>e</sup> guerre mondiale :

Près de 65 % des exploitations de 0 à 5 hectares ne couvraient alors que 15 % des terres. En face, moins de 1 % des exploitations de plus de 50 hectares détenaient 47,3 % des terres.

A titre de comparaison, Lénine indiquait en 1908 que près de la moitié des terres en Russie appartenaient aux gros propriétaires fonciers qui constituaient seulement 3 % des exploitants ruraux. En Pologne, en 1938, les grandes familles latifundiaires ne comptaient que pour moins de 1 % de cette population. D'un côté, les Czartoryski, les Radziwill et autres Poniatowski possédaient d'immenses territoires jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'hectares. D'un autre côté, une masse paysanne occupait des lopins qui ne suffisaient pas même à la nourrir et les « luftmensen » (hommes vivant d'air) en devenaient de plus en plus sa composante essentielle.

En effet, si 65 % de la population polonaise en 1938 vivait de l'agriculture, c'était dans sa plus grande partie des petits paysans ruinés qui dépendaient totalement du grand latifundiaire, le Magnat. Pour sa part, celui-ci ne pouvait faire valoir son immense domaine qu'avec le secours du petit paysan ruiné auquel il louait ses services. Le rendement de l'exploitation était alors fondé non pas sur le capital du grand latifundiaire, mais sur la charrue et sur l'araire du paysan, non pas sur la séparation de l'ouvrier de la terre mais sur le fait que le paysan y est séculairement attaché.

A partir des années 1930, l'état d'esprit du paysan déçu par Pilsudski se rapprocha de l'ouvrier dont l'imposture de 1926 l'avait séparé. Les travailleurs des villes et des campagnes érigèrent ensemble les barricades de Lvov en 1936. Le commentaire d'un grand propriétaire terrien de cette époque, le comte Potocki, possède à cet égard la valeur d'une certaine clairvoyance :

*« Pour rester équitable, il faut dire qu'il n'existait chez les travailleurs industriels et agricoles aucune disposition à coopérer raisonnablement à des réformes progressives. Ce genre de réformes, toujours lentes, avaient été remises trop longtemps peut-être — le résultat fut la revendication presque générale de mesures extrêmes, nationalisations et confiscations » (\*)*

\* « Châtelain en Pologne ». Mémoires du Comte Potocki, 1961, page 231.

En fait de « réformes progressives », le seul plan envisagé de 1926 à 1938 prévoyait une réduction des grands domaines par leur découpage en lots de... 120 hectares. Ce projet qui ne fut d'ailleurs jamais appliqué eut comme unique conséquence que certains propriétaires vendirent leurs terres, abaissant encore la production.

Au bout du compte, le régime des grands propriétaires comme la dictature de Pilsudski n'ont su prouver au paysan qu'une chose : l'incapacité du système social et politique dont ils étaient les représentants de faire évoluer de manière significative la question agraire en Pologne et même donner seulement une réelle impulsion au développement de la technique et de la culture.

### Les dangers du dogmatisme

Il n'est certainement pas sérieux de prétendre qu'il existe, du point de vue théorique, une formule universelle du chemin que devrait suivre la révolution agraire. Pour ne prendre que cet exemple, comment pourrait-on imaginer de faire entrer dans une même définition les Etats-Unis avec leurs fermiers et la Pologne avec sa grande propriété latifundiaire en 1938 ?

Sur ce point, Trotsky écrivait en 1923 dans « Cours nouveau » (\*) :

*« Le bolchevisme a commencé par le programme de la restitution des lopins de terre aux paysans, a remplacé ce programme par celui de la nationalisation, a fait sien en 1917 le programme agraire des socialistes révolutionnaires, a établi le système de la réquisition des produits alimentaires, puis l'a remplacé par l'impôt alimentaire... Et pourtant nous sommes encore très loin de la solution de la question paysanne, et nous aurons encore beaucoup de changements et de tournants à effectuer. »*

Les débats d'école qui ont animé pendant 39 ans les « scientifiques » et autres spécialistes polonais ne font que mesurer l'écart irrémédiable qui a tou-

(\*) Léon Trotsky, « De la révolution », Ed. de Miniuit, page 69.

jours existé entre la bureaucratie stalinienne et la réalité de la situation de la masse paysanne. Qu'il s'agisse d'un Jerzy Tepicht qui passe successivement de l'apologie de « *la collectivisation* » forcée à celle de la « *persistance des exploitations familiales* », ou d'un Galeski qui découvrit une manière scientifique de « *démasquer les koulaks* », les « chercheurs » de Varsovie auraient sans doute gagné beaucoup de temps à s'inspirer de cette remarque de Trotsky : « *Ce que le paysan nous demande, ce n'est pas de répéter une formule historique juste des rapports de classe, mais de lui fournir des clous, de la toile et des allumettes à bon marché !* » (\*)

L'importance de ce problème en ce qui concerne la paysannerie n'est pas seulement une clause de style. S'il est nécessaire, d'un point de vue programmatique, de dégager des idées essentielles, la solution de la question paysanne dans la révolution sociale est avant tout déterminée par l'attitude qui sera prise à son égard. C'est d'ailleurs là une distinction fondamentale qui existe entre la paysannerie composée de couches diverses, depuis le travailleur agricole semi-prolétarisé jusqu'à l'exploiteur, et les classes homogènes bourgeoise et ouvrière. Le danger de dogmatisme sur ce problème n'est pour cette raison pas seulement l'apanage de la bureaucratie stalinienne, qui sert ici ses intérêts particuliers, mais une menace permanente.

Il serait par exemple très abstrait d'appliquer formellement à la situation de la paysannerie polonaise aujourd'hui le programme que Léon Trotsky définissait pour l'URSS en 1938.

La question de « *la réorganisation des kolkhozes en accord et avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts* » reposait alors pour Trotsky sur l'analyse concrète des antagonismes sociaux au sein de la paysannerie. Après la victoire de la révolution d'octobre et, en dépit de la politique criminelle de Staline, les conditions de l'organisation de l'agriculture étaient

déterminées par le fait, qu'en 1938, 90 % des foyers étaient collectivisés et que les champs des kolkhozes fournissaient 94 % de la production agricole. En 1984, en Pologne, les exploitations d'Etat ou les coopératives ne gèrent qu'environ la moitié de la superficie agricole, mais surtout leur rendement est inférieur de 20 à 30 % à celui des exploitations individuelles. Les fermes d'Etat sont ainsi déficitaires. Par exemple, de 1975 à 1978, il fallait de 4,2 kg à 8,5 kg d'aliment pour produire 1 kg de viande dans une exploitation agricole d'Etat, alors que 3 kg suffisaient au paysan individuel. Si la rentabilité du secteur collectivisé avait été égale à celle du secteur individuel, il y aurait eu dans ces conditions 24 kg de viande de plus par personne et par an. De plus, cette question économique qui revêt une importance aujourd'hui du point de vue des revendications de la paysannerie polonaise recouvre surtout une question politique.

En 1938, Trotsky combattait la bureaucratie qui se développait (en l'aggravant) sur la base sociale de la contradiction entre le bas niveau de la production et les formes socialistes, coopératives ou kolkhoziennes de propriété à la campagne. C'est-à-dire que la différenciation s'exprimait essentiellement au sein même du kolkhoze entre une minorité de privilégiés et la masse de kolkhoziens. En 1984 en Pologne, la différenciation sociale s'exprime dans ce domaine, avant tout entre la bureaucratie qui, sous couvert de l'administration de l'exploitation collective ou de la ferme d'Etat, assure son aisance et la masse des petits paysans individuels et des salariés agricoles. C'est pourquoi la revendication de « réorganisation des kolkhozes » n'est pas en soi fautive en Pologne — « Solidarité rurale » demande d'ailleurs la création des possibilités pour les ouvriers agricoles de gérer les exploitations d'Etat — mais ne suffit pas. Elle deviendrait fautive par défaut si on l'opposait par exemple, à la revendication d'« *Egalité des droits en matière de prix, d'approvisionnement et de prestations sociales entre le secteur collectivisé et l'exploitation individuelle* ».

(\*) Léon Trotsky, *ibid*, page 70.

jours existé entre la bureaucratie stalinienne et la réalité de la situation de la masse paysanne. Qu'il s'agisse d'un Jerzy Tepicht qui passe successivement de l'apologie de « *la collectivisation* » forcée à celle de la « *persistance des exploitations familiales* », ou d'un Galeski qui découvrit une manière scientifique de « *démasquer les koulaks* », les « chercheurs » de Varsovie auraient sans doute gagné beaucoup de temps à s'inspirer de cette remarque de Trotsky : « *Ce que le paysan nous demande, ce n'est pas de répéter une formule historique juste des rapports de classe, mais de lui fournir des clous, de la toile et des allumettes à bon marché !* » (\*)

L'importance de ce problème en ce qui concerne la paysannerie n'est pas seulement une clause de style. S'il est nécessaire, d'un point de vue programmatique, de dégager des idées essentielles, la solution de la question paysanne dans la révolution sociale est avant tout déterminée par l'attitude qui sera prise à son égard. C'est d'ailleurs là une distinction fondamentale qui existe entre la paysannerie composée de couches diverses, depuis le travailleur agricole semi-prolétarisé jusqu'à l'exploiteur, et les classes homogènes bourgeoise et ouvrière. Le danger de dogmatisme sur ce problème n'est pour cette raison pas seulement l'apanage de la bureaucratie stalinienne, qui sert ici ses intérêts particuliers, mais une menace permanente.

Il serait par exemple très abstrait d'appliquer formellement à la situation de la paysannerie polonaise aujourd'hui le programme que Léon Trotsky définissait pour l'URSS en 1938.

La question de « *la réorganisation des kolkhozes en accord et avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts* » reposait alors pour Trotsky sur l'analyse concrète des antagonismes sociaux au sein de la paysannerie. Après la victoire de la révolution d'octobre et, en dépit de la politique criminelle de Staline, les conditions de l'organisation de l'agriculture étaient

déterminées par le fait, qu'en 1938, 90 % des foyers étaient collectivisés et que les champs des kolkhozes fournissaient 94 % de la production agricole. En 1984, en Pologne, les exploitations d'Etat ou les coopératives ne gèrent qu'environ la moitié de la superficie agricole, mais surtout leur rendement est inférieur de 20 à 30 % à celui des exploitations individuelles. Les fermes d'Etat sont ainsi déficitaires. Par exemple, de 1975 à 1978, il fallait de 4,2 kg à 8,5 kg d'aliment pour produire 1 kg de viande dans une exploitation agricole d'Etat, alors que 3 kg suffisaient au paysan individuel. Si la rentabilité du secteur collectivisé avait été égale à celle du secteur individuel, il y aurait eu dans ces conditions 24 kg de viande de plus par personne et par an. De plus, cette question économique qui revêt une importance aujourd'hui du point de vue des revendications de la paysannerie polonaise recouvre surtout une question politique.

En 1938, Trotsky combattait la bureaucratie qui se développait (en l'aggravant) sur la base sociale de la contradiction entre le bas niveau de la production et les formes socialistes, coopératives ou kolkhoziennes de propriété à la campagne. C'est-à-dire que la différenciation s'exprimait essentiellement au sein même du kolkhoze entre une minorité de privilégiés et la masse de kolkhoziens. En 1984 en Pologne, la différenciation sociale s'exprime dans ce domaine, avant tout entre la bureaucratie qui, sous couvert de l'administration de l'exploitation collective ou de la ferme d'Etat, assure son aisance et la masse des petits paysans individuels et des salariés agricoles. C'est pourquoi la revendication de « réorganisation des kolkhozes » n'est pas en soi fausse en Pologne — « Solidarité rurale » demande d'ailleurs la création des possibilités pour les ouvriers agricoles de gérer les exploitations d'Etat — mais ne suffit pas. Elle deviendrait fausse par défaut si on l'opposait par exemple, à la revendication d'« *Egalité des droits en matière de prix, d'approvisionnement et de prestations sociales entre le secteur collectivisé et l'exploitation individuelle* ».

(\*) Léon Trotsky, *ibid*, page 70.

## Les aspects théoriques de la révolution agraire

S'il n'existe pas de formule universelle théorique des tâches pratiques de la révolution agraire, il reste néanmoins vrai que la théorie seule permet d'en dégager les objectifs essentiels. Ceux-ci revêtent principalement trois aspects : la nationalisation du sol, l'alliance des ouvriers et des paysans, la relation entre l'industrie et l'agriculture.

L'abolition de la grande propriété foncière à caractère féodal constitue dans les conditions où celle-ci survit la tâche essentielle de la révolution agraire. Mais cette forme spécifique de propriété ne repose pas sur le seul aspect des rapports sociaux qu'elle exprime : la dépendance semi-féodale du petit paysan à l'égard du grand propriétaire terrien. Elle procède aussi d'une forme économique d'exploitation de la terre qui est précisément maintenue dans son arriération par la forme de la propriété. C'est là d'ailleurs le contenu essentiel du combat mené par Lénine en 1908 pour le mot d'ordre de « nationalisation de la terre » contre les partisans de « l'autonomie ».

*« Si on considère les choses objectivement, dans la révolution bourgeoise russe, le problème ne se pose que d'une seule manière, qui est la suivante : est-ce que ce sera Stolypine (c'est-à-dire les gros propriétaires fonciers et l'autocratie) qui adaptera la vieille propriété foncière au capitalisme, ou est-ce que ce seront les masses elles-mêmes qui le feront en renversant le pouvoir des gros propriétaires fonciers et du tsar ? Dans le premier cas, l'adaptation ne pourra être obtenue que par des réformes : elle sera donc hybride, interminable, impliquant un essor des forces productives beaucoup plus lent, une démocratie atrophiée, condamnant la Russie à subir pour une longue période encore la domination des junkers en Russie. Dans le second cas, seule est possible une adaptation révolutionnaire qui détruira les grands domaines par la violence et assurera le développement le plus rapide des forces productives. Cette abolition révolutionnaire de la grosse propriété foncière peut-elle être réalisée si on conserve la*

*vieille propriété communautaire des paysans ? Non, elle ne le peut pas et les députés paysans aux deux Doumas l'ont prouvé. » (\*)*

L'essor des forces productives après la révolution russe a largement démontré, à terme, que la véritable solution des problèmes agraires qui assaillent les paysans se situe dans la voie des formes coopératives ou étatiques de l'exploitation de la terre, c'est-à-dire de sa mise à la disposition de la société.

Le second aspect concerne la question des rapports politiques réciproques du prolétariat et de la paysannerie au sein de la révolution sociale. Trotsky a montré par la théorie de la révolution permanente que quel que soit le rôle joué par la paysannerie du fait de l'importance de la question agraire, les tâches démocratiques ne peuvent en aucun cas être résolues, ni sérieusement posées, sans une alliance de la paysannerie et du prolétariat. Lénine donne un tableau clair de cette question dans son article « Plutôt moins, mais mieux », dont l'idée essentielle est la suivante : Pendant une première période, il faut adapter l'Etat ouvrier aux besoins et à la force de la paysannerie tout en lui conservant son caractère d'Etat ouvrier. En dernier ressort, seule l'adaptation de l'industrie à l'économie rurale, principalement l'approvisionnement des campagnes en machines agricoles à des prix abordables, permettra à terme le développement de l'agriculture.

Près de 40 ans après la fondation de la « République populaire de Pologne », le parasitisme de la bureaucratie trouve une expression particulièrement brutale dans les résultats économiques en matière d'agriculture.

Les exploitations individuelles recouvrent encore moins de la moitié de la surface totale agricole et près de 75 % des surfaces cultivées. Les chiffres sont difficiles à établir sur ce plan étant donné que la différence entre les deux superficies recoupe essentiellement les terres inexploitées que la bureaucratie utilise comme terrain de chasse ou propriété de loisir pour sa jouissance

(\*) Lénine, Oeuvres, tome 15, page 281.

exclusive. D'après les chiffres donnés par le Moniteur du commerce international, sur 5,2 millions de personnes actives dans l'agriculture, 4,6 millions travaillent dans des exploitations individuelles contre 389 000 dans les fermes d'Etat et 56 000 dans les coopératives. Enfin, une proportion d'à peu près 15 % seulement de la production industrielle est destinée à l'agriculture.

Ainsi, malgré les bouleversements considérables de la campagne polonaise après la guerre et les promesses que laissaient espérer l'expropriation des grands latifundiaires, la question agraire se retrouve aujourd'hui encore posée avec des traits d'arriération qui, quarante ans après, continuent d'entraver son développement.

## II. LA REFORME BUREAUCRATIQUE DE L'AGRICULTURE

### La première réforme

A l'issue de la guerre, la politique du PPR à l'égard des paysans procédait du cadre qui avait été fixé par le Manifeste du 22 juillet 1944 : « *Toute violation de la propriété privée sera sévèrement punie* ».

Qui violait la propriété privée ?

En septembre 1944, le comité de Lublin (le gouvernement mis en place par Staline) décrétait la confiscation des grands domaines. Ce n'était cependant là que l'enregistrement d'un état de fait. Les grandes familles latifundiaires avaient soit quitté la Pologne, soit collaboraient avec l'occupant allemand entre les mains de qui étaient passés les domaines. La guerre avait de toutes façons ruiné les bases politiques et sociales susceptibles de permettre à terme le rétablissement de la grande propriété des caciques polonais. Elle avait de surcroît profondément bouleversé le paysage des campagnes. Après la modification des frontières, de nombreuses familles paysannes, des villages entiers même, s'étaient retrouvés disséminés sur tout le territoire. Les villageois quittaient également les zones polonaises traditionnellement surpeuplées pour entreprendre une nouvelle vie dans les exploitations des territoires recouverts.

Les mesures prises par le PPR montraient en réalité que le Manifeste était essentiellement dirigé contre le mouvement des conseils ouvriers et paysans issus spontanément de la résistance.

En effet, dans les territoires recouverts à l'ouest du pays (Poméranie et Silésie)

les ouvriers et les paysans prenaient possession de manière souvent organisée des moyens de production et des terres laissées par l'armée allemande. La gestion de la terre était alors placée sous la direction des organisations des « bataillons paysans » qui prolongeaient dans la résistance le Parti paysan polonais (PSL). Ce mouvement était d'ailleurs largement indépendant du programme du PSL, comme de son dirigeant Mikolajczyk, qui était celui de la défense de la propriété paysanne individuelle. D'ailleurs, le premier décret du gouvernement d'Union nationale fondait lui-aussi le régime agraire de la Pologne sur la base de la propriété privée « *des exploitations (...) qui constitueraient la propriété privée de leurs possesseurs* ».

Par contre, au cours même de l'insurrection de Varsovie, en août 1944, le conseil qui siégeait sous les bombes de l'armée allemande pour élaborer la charpente du nouveau régime, avait décidé que « *les grands propriétaires terriens perdraient le droit de disposer de leurs biens qui passaient automatiquement, avec toutes les installations agricoles, sous la direction des comités régionaux.* »

En novembre 1945, Gomulka, alors premier secrétaire du PPR parlait dans ces termes de la mise spontanée des terres sous l'égide des organismes paysans : « *Des gens disent que lorsque les rouges sont venus ils ont pensé qu'il y aurait le paradis sur terre. Ils se mirent à piller ; ils comparent les fonctionnaires de l'Etat à la Gestapo. Je dis que ces hommes doivent être remis à la sécurité.* »

Non seulement la propagande stalinienne qualifie de fascistes les organismes issus de la résistance, mais pour s'opposer au Parti paysan dont le prestige est considérable, les staliniens créent dès 1944 leur propre Parti paysan, comme leur propre parti socialiste polonais (PPS), parti démocratique et parti du travail. Ceux-ci n'hésitent pas à placer à leur tête d'anciens nazis « retournés ». B. Piajecki, ancien dirigeant des jeunesses fascistes, est devenu par exemple le dirigeant de PAX (organisation gouvernementale catholique).

Pour tout le territoire de l'ancienne Pologne, les mesures agraires créaient des dizaines de milliers de petites fermes de 3 à 5 hectares chacune sans aucune chance de viabilité. Sur les territoires occidentaux (voïvodie de Poznan, de Poméranie et de Silésie), 4,5 millions d'hectares furent distribués entre 440 000 familles dont la plupart avaient été transférées des provinces de l'Est. Au total, en 1948, 56,8 % des 2 765 000 exploitations paysannes avaient une superficie de moins de 5 hectares.

Ainsi la réforme de l'agriculture de 1944 à 1946 n'avait fait qu'aggraver la parcellisation et maintenait une différenciation entre les paysans « aisés » et les paysans pauvres consécutive non seulement à la distribution de la terre, mais aussi à la question du rachat : en effet, le décret de 1947 prévoyait que les paysans devaient racheter à l'Etat, en nature, les terres qu'ils avaient occupées. C'est ainsi que dès 1945, le plus souvent, les nouveaux propriétaires devaient emprunter aux paysans plus aisés le bétail de trait ; ils payaient alors avec une « corvée » de huit à dix jours le labour d'un seul arpent.

### La « lutte contre le Koulak » et la collectivisation forcée

Devant la stagnation de l'économie rurale incapable d'approvisionner le pays, la bureaucratie s'engagea en 1948-49 dans une « nouvelle politique » précédée par une lutte interne au sein de l'appareil du parti. Au cours de deux sessions plénières du Comité central du parti (juillet et septembre 48)

l'ancienne politique agricole va être balayée et son inspirateur principal, Gomulka, accusé d'avoir suivi une « déviation nationaliste de droite ». Sur ordre de Staline, Bierut engage la croisade contre le « koulak », le paysan « riche » accusé de tous les maux dont est victime la société polonaise.

En même temps, les coopératives agricoles de production et les exploitations d'Etat sont avancées comme le levier principal de l'entreprise de collectivisation. Leur nombre passera de 2 199 coopératives en 1950 (1 % des terres exploitables) à 10 150 en 1956 (8 % des terres).

Mais qui étaient les koulaks en 1950 ?

En 1950, 1,9 % seulement des ouvriers agricoles travaillaient dans des exploitations privées. 4 % seulement des paysans exploitaient des terres de plus de 14 hectares. Si la tendance à la différenciation sociale au sein de la campagne polonaise apparaissait incontestablement peu d'années après la fin de la guerre, et qu'elle avait été favorisée par la « réforme », elle ne constituait nullement un facteur décisif de l'impasse agricole. D'après la bureaucratie, on nourrirait le pays en confisquant le pain du koulak. Sept années de lutte contre « l'ennemi de classe » n'ont conduit qu'au fait que le pays avait encore moins de pain à se mettre sous la dent.

En réalité, la presse officielle donna rapidement le ton de la réalité de cette politique : « Trybuna Ludu » exhorte le paysan à « accélérer la lutte des classes, c'est-à-dire à réaliser les semailles de printemps, d'automne et des plants de betteraves ». En juillet 1951, les livraisons obligatoires sont introduites pour le blé, en octobre pour les pommes de terre et en 1952 pour la viande et le lait. Dans un contexte de terreur policière, le paysan cache son blé parce qu'il est peu avantageux de le vendre au taux fixé par le gouvernement.

Le témoignage d'un paysan du district de Busko apporte une idée précise du véritable ennemi des « chasseurs de koulaks » :

« Je suis un paysan de la voïvodie de Kielce, j'ai trois hectares reçus du mor-



*cellement et je vis tant bien que mal. Toutefois, en ce moment, je ne pense pas seulement à moi mais à tous les paysans qui vivent si péniblement en Pologne populaire. On admet généralement qu'il faut lutter avec la dite classe des koulaks. Or ce ne sont pas des koulaks, mais des fournisseurs de pain. On dit que les petits et moyens paysans, tels que moi, bénéficient de la protection du gouvernement de la Pologne populaire. Je ne serai jamais d'accord, car je reçois autant de coups de pied au derrière que les paysans les plus riches.*

(...)

*Je voudrais soulever encore une question. Combien y a-t-il chez nous en Pologne de gens qui, fouet à la main, surveillent les paysans afin qu'ils livrent pour presque rien des récoltes chèrement obtenues. Ne pourrait-on pas envoyer tous ces procureurs qui persécutent le paysan faire un travail honnête et verser leur salaire aux paysans en paiement des produits donnés presque gratuitement ? L'année 1945 a été joyeuse pour moi, je croyais qu'on allait maintenant un peu mieux vivre en Pologne populaire, avec un gouvernement ouvrier et paysan. Malheureusement, tout ceci n'était et n'est que propagande mensongère. La théorie est belle, mais la pratique est insupportable ».* (\*)

Après avoir tout misé sur le morcellement des exploitations individuelles de 1944 à 1948, la bureaucratie retournait avec la même impétuosité panique sa politique contre son propre enfant. De même dans la mise en place de la collectivisation des terres à partir de 1948, toutes les mesures prises faisaient fi des possibilités réelles de collectiviser sur la base notamment des possibilités de l'industrie de fournir de l'outillage à la grande exploitation agricole. La précipitation brutale de la nouvelle politique résultait de la nécessité d'échapper aux conséquences de l'ancienne. En 1950, le niveau de la production avait à peine rejoint celui de 1938, puis s'effondra.

(\*) Cité par Jean-Charles Szurek : « Aux origines paysannes de la crise polonaise », CNRS, page 109.

Les méthodes policières d'enrôlement des paysans dans les « exploitations socialistes », le système des réquisitions obligatoires, le refus obstiné de la bureaucratie de tenir compte de l'état des ressources morales et matérielles du pays, l'administration bureaucratique des fermes d'Etat où le fonctionnaire expulse systématiquement le paysan condamnèrent très vite la collectivisation à la faillite.

Sous l'égide des hautes institutions du parti, du secrétaire du parti pour le comité d'arrondissement au directeur de la section économique, le bureaucrate impose au salarié agricole et au locataire paysan des conditions comparables aux anciens contrats d'asservissement de l'ancien régime — le dévouement zélé du bureaucrate pour remplir son quota le conduit à transférer le blé réquisitionné au paysan sur la production de la coopérative. Le marché noir se développe à un rythme sans précédent. On risque jusqu'à trois ans de prison si on ne respecte pas les délais de livraisons obligatoires, y compris dans les coopératives. Au bout du compte, la collectivisation entreprise au cours de ces années n'a eu comme seul résultat tangible que d'ouvrir d'immenses possibilités au parasitisme bureaucratique. Pour le reste, les ouvriers et l'immense majorité des paysans, la « nouvelle politique » avait mis le pays au bord de l'abîme.

### La « coopération » et le « profit »

Dès le mois d'avril 1956, la place donnée par le journal des étudiants et intellectuels "Po Prostu" aux problèmes des campagnes témoigne de l'influence directe qu'ils ont exercée dans la maturation de la révolution de 1956. Pour la première fois, la réalité était dévoilée. Alors qu'à l'occasion d'une session plénière du Comité central du POUP en février 1956 les dirigeants du parti proclament fièrement « les résultats positifs apportés à l'agriculture depuis 1950 par le nouveau gouvernement », Zochowski écrit dans "Po Prostu" qu'« après 11 ans de pouvoir populaire

*et 7 ans de construction socialiste à la campagne, l'agriculture a purement et simplement regressé par rapport à celle d'avant-guerre ».*

Le régime ne pouvait plus tenir bon. Dans son discours programme du 20 octobre 1956, Gomulka propose une nouvelle orientation pour « *introduire le socialisme à la campagne* ».

Gomulka, continuant en apparence à attribuer la première place au développement des coopératives agricoles, en détermine les quatre conditions préalables : l'adhésion volontaire à une coopérative, l'élection de l'administration par les membres de la coopérative, le droit d'acquiescer toutes les machines dont la coopérative a besoin, l'aide de l'Etat en crédits d'investissements. Mais comme la situation économique ne permettait pas de renoncer à l'exploitation individuelle, le programme du « *socialisme à la campagne* » se trouva rapidement suspendu dans le vide. Les mesures de Gomulka en faveur des coopératives et des fermes d'Etat glissèrent aussitôt vers la culture parcellaire. Gomulka termina son discours en déclarant qu'« *il ne faut pas accorder de crédits à ces coopératives sans avenir qui n'apportent que des pertes économiques. Aux membres de ces coopératives appartient dès lors la décision de leur éventuelle dissolution* ».

Le résultat de ce discours fut rapide. On passa de 10 000 coopératives existantes au mois d'octobre, à 1 000 au mois de novembre. En même temps, pour conforter un programme grandiose de relèvement des exploitations paysannes, Gomulka promit de liquider les livraisons obligatoires et de les remplacer par une politique contractuelle. Enfin, compte tenu du fait que la plupart des propriétaires d'exploitations constituées en application des lois sur la réforme agraire et sur la colonisation n'étaient pas encore en possession des actes de donation de l'Etat, Gomulka s'engagea à normaliser les droits de propriété de la terre. La nouvelle politique recueillit incontestablement au début le soutien du paysan, mais en réalité, moins pour ce qu'il en

tirait comme bénéfique que pour ce qu'elle le déchargeait des contraintes de la précédente. L'euphorie fut pourtant de courte durée. Gomulka n'abolit pas les livraisons obligatoires. La fourniture des campagnes en produits alimentaires ou la livraison de matériaux agricoles qui augmenta sensiblement dans les premières années, stagna rapidement. De nouveau, les magasins et les entrepôts étaient vides. Enfin, les cercles de village furent dessaisis de leurs fonctions au profit des « *coopératives des cercles agricoles (SKR)* » instituées à l'échelon communal, sous le contrôle de l'administration et du parti unique.

La décision d'augmenter les prix alimentaires de 100 % en décembre 1970 attesta que la gestion bureaucratique de Gomulka comme celle de ses prédécesseurs était fondamentalement en contradiction avec les besoins réels de l'économie, de l'agriculture et de l'approvisionnement.

Gierek, après Gomulka, continua dans le sens de mesures aussi empiriques que les précédentes. L'endettement massif de la Pologne permit une hausse de la production de courte durée (1971-1973) mais, tout en accroissant sa dépendance à l'égard des banques impérialistes, il ne réglait pas le problème de fond de l'agriculture.

Parmi de nombreux autres points, une des revendications des ouvriers de Gdansk et de Szczecin présentée à la commission gouvernementale en août 1980 est significative de ce problème. Les ouvriers demandaient la « *liquidation de tous les magasins dits commerciaux et de tous les prix commerciaux et express* ».

Il s'agissait des magasins où la viande était vendue officiellement 100 % plus cher mais aurait eu le bénéfice d'être abondante et bien présentée. Le terme « *commercial* » laissait alors entendre une incitation à être plus « *compétitif* » ce qui, à terme, selon les rêves de Gierek aurait abouti à insérer la Pologne dans le marché international. En la matière, Gierek ne s'embarassait pas de nuances. Il déclara alors : « *Est socialiste toute entreprise agricole rentable, quelle que soit sa forme.* » En ce

qui concerne les « magasins commerciaux », le projet qui n'a jamais pu être réalisé du fait de la résistance des masses était de les intégrer dans le secteur privé du commerce sous la forme d'une mise en « gérance ».

De son côté, le marché noir était florissant. Gierak en rendait responsable la petite paysannerie alors qu'en réalité celle-ci était de plus en plus obligée, faute de fourrage, de charbon et d'engrais et de toute fourniture industrielle, d'abattre un nombre de têtes considérable, et de produire de plus en plus aux seules fins de ses besoins personnels. En réalité, le marché noir était avant tout entretenu par la bureaucratie qui possédait de nombreuses « fermes d'Etat privées ». Sous l'appellation de « PGR », c'est-à-dire des « fermes d'Etat », les bureaucrates

exploitent des fermes privées et des élevages, comme celui du renard, qu'ils camouflent de cette manière. Jaroszewicz se rendit célèbre sous le nom de Prince pour l'étendue de ses possessions de cet ordre. D'autre part, pour éviter les impôts, la « bourgeoisie verte » qui possède des terres produisant des cultures au prix très élevé (tomates, ...), obtiennent des privilèges et des arrangements de l'administration.

Quant aux véritables fermes d'Etat, les PGR, leur incurie et leur gabegie avaient atteint des limites intolérables pour l'économie nationale, à tel point que, dans certains cas, elles en étaient arrivées à louer aux paysans privés leurs porcs ou leurs bovins pour les faire figurer dans leurs locaux le jour du contrôle du plan.

### III.- LA PAYSANNERIE POLONAISE ET LES RAPPORTS SOCIAUX

#### La succession de l'ancien régime

Avant la Seconde Guerre mondiale, l'asservissement de la paysannerie sous la dépendance semi-féodale de la grande propriété latifundiaire constituait l'obstacle essentiel au développement des forces productives en Pologne.

Dans les conditions de l'effondrement de l'Etat bourgeois, la mobilisation révolutionnaire des masses au cours et à l'issue de la guerre a réalisé pratiquement l'expropriation sans rachat des grands propriétaires terriens. En même temps, elle a permis dans des délais très courts la résorption de la masse de l'excédent de la population rurale. La croissance quantitative de la classe ouvrière en Pologne dès après la guerre a été le fait de la transformation du petit paysan ruiné et du travailleur indépendant en travailleur salarié. En dépit de la diminution de la population de la Pologne et de la destruction de l'infrastructure industrielle consécutives à la guerre, la production d'acier brut, par exemple, était dès 1951 de 150 % supérieur à celle de 1938. En

1945, les possibilités d'industrialisation et l'expropriation de la grande propriété latifundiaire avaient ainsi jeté les bases de la révolution agraire.

Pourtant, près de quarante années après, la situation de l'agriculture en Pologne a un caractère au moins aussi catastrophique qu'en 1938.

De l'apologie de l'exploitation paysanne individuelle à la lutte contre le koulak, de la collectivisation forcée à la « coopération » de Gomulka jusqu'au « marketing » cher à Gierak, les tergiversations de la bureaucratie ne sont en réalité que les épices d'un même plat : le parasitisme bureaucratique a pris d'une certaine manière la succession de l'héritage féodal. Il constitue l'obstacle essentiel au développement des forces productives.

C'est dans ce cadre que se posent toute une série de questions qui sont aujourd'hui déterminantes à l'égard des formes sous lesquelles apparaît la situation de la paysannerie et sa place dans le cours de la révolution politique.

Une de ces questions est illustrée par la tentative à laquelle Gierek se livra dans le sens d'intégrer les magasins commerciaux dans le secteur privé du commerce. Bien que de telles initiatives ne constituent pas la direction générale de la situation en Pologne — qui est donnée par la révolution politique —, elles sont néanmoins une indication symptomatique réelle des forces qui, au sein de la bureaucratie tendent à pousser celle-ci à réintroduire l'économie du marché. De ce point de vue, la branche agricole constitue par son arriération le secteur le plus fragile de l'économie. De même, la constitution d'un fonds privé de l'agriculture entre les mains de l'Eglise polonaise ne peut, à terme, que devenir un instrument de la liquidation des rapports sociaux par l'exacerbation de la différenciation sociale des campagnes (\*). Mais ce ne sont là que les termes d'un conflit qui ne peut être réglé par telle ou telle mesure. Il est nécessaire de préciser la position particulière de la paysannerie dans ce conflit.

### Les bases historiques de la petite exploitation individuelle

Il est un fait incontestable que le mouvement paysan en Pologne a pris, du point de vue de sa revendication immédiate l'aspect de la défense de la propriété individuelle. Dans le point 1 de ses statuts, *NSZZ-RI Solidarnosc*, se référant au décret du Comité polonais de libération nationale de septembre 1944, affirme : « *Le syndicat vise à garantir juridiquement les perspectives durables au développement de l'exploitation individuelle, base de l'agriculture polonaise dans le système socio-économique socialiste de la Pologne.* »

Le fondement économique de la place actuelle de la petite propriété individuelle est d'ailleurs largement démontrée au regard des chiffres publiés par *Solidarité* rurale en 1981 dans un texte intitulé : « *Qui nourrit le pays ?* »

(\*) Il sera revenu sur cette question dans la seconde partie de cet article, qui paraîtra dans le prochain numéro de « *La Vérité* ».

« *L'analyse de certains chiffres qui caractérisent le niveau de la production agricole dans notre pays montre de façon explicite, que ce sont les exploitations agricoles individuelles qui atteignent les meilleurs rendements et qui produisent la nourriture aux coûts les plus bas. Il résulte de l'étude des matériaux de l'Institut de l'Economie et de l'Agriculture qu'en 1978, la valeur de la production finale nette par hectare de terres cultivées était de :*

— 14 311 zlotys dans les exploitations agricoles d'Etat (PGR)

— 12 802 zlotys dans les coopératives agricoles

— 2 317 zlotys dans les exploitations collectives des cercles agricoles

— 18 442 zlotys dans les exploitations agricoles individuelles.

*Les exploitations collectives des cercles agricoles qui gèrent 411,5 milliers d'hectares (2 % des terres) ont des rendements de production extrêmement bas. En 1975, leur déficit par hectare de terre cultivée était de 372 zlotys. Et entre 1976 et 1978, leur production n'a pas dépassé 3 000 zlotys, ce qui représente 17 à 20 % seulement de ce qu'ont produit les exploitations individuelles. De même, dans les coopératives et les exploitations d'Etat, malgré leur énorme équipement technique, surtout dans les fermes d'Etat, leur production est de 20 à 30 % inférieure à celle des exploitations individuelles.* »

Dès lors, le journaliste bourgeois découvre enfin la preuve irréfutable de « *l'échec historique du socialisme* » qu'aurait administré la paysannerie polonaise.

Qu'en est-il en réalité ?

Dans les années 1944-1947, la réforme agraire décréta la liquidation de l'héritage latifundiaire. Mais avançait-elle vers la solution de la question agraire ? L'extrême morcellement de l'agriculture, organisé par la réforme n'était pas seulement hérité du passé mais il exprimait déjà le fait délibéré de la politique du PPR. Refusant de s'appuyer sur le mouvement spontané vers le regroupement des parcelles et la gestion collective et planifiée des terres

agricoles, Gomulka a promu solennellement la pérennité de l'entreprise paysanne individuelle. Car il s'agissait avant tout pour lui de liquider toutes les formes indépendantes de représentation politique des paysans comme les « bataillons paysans » et les « comités paysans » issus de la guerre. De surcroît, à cette époque, toute tentative de collectiviser l'agriculture sous l'égide du « Parti de Moscou » aurait eu plus d'une raison de susciter la méfiance du paysan et de l'ouvrier, qui voyaient passer devant leurs yeux les trains de bétail et de blé réquisitionnés par Staline à la fin de la guerre. Il est facile de supposer que pour le paysan la moitié d'un hectare avait plus de valeur que rien du tout.

La bureaucratie se retrouva ainsi captive de sa propre politique.

Pendant les années 1948 à 1956, l'opposition de la paysannerie à entrer dans les fermes collectives ou les fermes d'Etat n'était pas seulement l'expression du sentiment d'hostilité à l'égard de la collectivisation forcée, hostilité que la bureaucratie contribuait à identifier au gage de l'« indépendance de la Pologne ». Non seulement le paysan ne comprenait pas ce qu'on voulait de lui, mais surtout, l'attitude de l'Etat à son égard le dissuadait d'entreprendre avec lui une affaire trop malhonnête. De multiples lettres témoignent du sentiment général des paysans en 1956 :

*« En 1952, on m'a saisi et emporté mes meubles, car j'étais incapable de régler le reste des livraisons obligatoires imposées à mon exploitation de 15 hectares (...). En 1954, j'étais en retard de trente quintaux de blé et j'ai été puni de cinq semaines de camp de travail après avoir été arrêté la nuit par la sécurité (UB) de Brodnica (...). Et il n'y avait pas d'explications à donner, dire que le blé n'avait pas poussé. La réponse était qu'un hectare c'est un hectare et qu'il doit donner tant et tant, sans quoi c'était les chicanes, les amendes en argent, la prison, le camp de travail. La vie était impossible.*

*Je me suis inscrit à la coopérative pour avoir enfin la paix et, travaillant de toutes mes forces, j'étais certain de*

*gagner le pain de ma femme et le mien (...). Mais je me suis trompé : la coopérative a aussi des livraisons obligatoires, là aussi des menaces de peines pleuvent, jusqu'à trois ans de prison. »* (\*)

Il est clair que le peu de succès en chiffre de la collectivisation jusqu'en 1956 est avant tout le produit de la résistance de la paysannerie polonaise aux formes bureaucratiques de l'oppression de l'Etat.

Dans les années qui suivront la révolution de 1956, Gomulka opposa la collectivisation à... la collectivisation. Prétendant de mauvais résultats de l'agriculture dans les fermes collectives ou les fermes d'Etat, il entreprit leur liquidation sous la forme de la dissolution. Son but, en réalité, était chemin faisant de liquider les tentatives d'exploitation collectives qui étaient nées au voisinage du mouvement des ouvriers.

De fait, la situation des paysans en Pologne, sous la forme la plus répandue de la petite exploitation individuelle, constitue avant tout l'expression la plus aiguë des particularités du développement national de la Pologne depuis la guerre. Elle est, dans ce sens, le prolongement le plus accentué et le plus fragile de la contradiction qui, depuis 39 ans, existe entre les rapports sociaux et la bureaucratie stalinienne.

### **La lutte réelle des forces politiques et sociales**

C'est pourquoi le fondement de l'opposition des exploitations individuelles et des exploitations collectives ou des fermes d'Etat est fondamentalement donné par la lutte réelle des forces politiques et sociales.

Ainsi, la revendication de *Solidarité* rurale, d'égalité dans la répartition des engrais, du charbon et des machines entre les fermes d'Etat et l'exploitation individuelle révèle l'opposition entre la petite paysannerie et la couche d'une « bureaucratie-farmer » qui s'est enrichie aux frais et sous couvert d'une exploitation d'Etat. L'exigence que les paysans participent à l'élaboration des

(\*) Jean-Charles SZUREK - Ibid, page 107.

prix agricoles conduit nécessairement à mettre à nu les faux frais exorbitants du parasitisme bureaucratique. Mais surtout, de même que le mouvement pour la liquidation des « coopératives des cercles agricoles » (SKR) instituées en 1956 et dont le pouvoir a été accru en 1973, ces exigences revêtent principalement le contenu d'une revendication politique antibureaucratique. En exigeant le transfert des compétences des SKR entre les mains des cercles de village, le mouvement paysan traduit la volonté de participation pratique de millions de petits exploitants et de travailleurs agricoles au contrôle social des opérations qui relèvent de l'agriculture.

En effet, le SKR constitue l'instrument essentiel du camouflage du pillage de la paysannerie par la bureaucratie et du détournement du produit du travail paysan aux fins essentielles de maintenir et accroître ses privilèges. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, pour s'opposer à l'enregistrement des statuts de *Solidarité* rurale, les autorités ont fait valoir qu'une organisation à caractère professionnel — assumant le rôle de syndicat — existait déjà sous la forme des SKR.

De là découle enfin la caractéristique essentielle du mouvement paysan en Pologne qui réside dans l'alliance étroite qu'il a nouée avec la classe ouvrière. Le point de départ de ce mouvement a été constitué en 1978 par une revendication professionnelle contre la loi sur les retraites et les pensions décidée par Gierek. Mais, puisant ses racines dans toute l'histoire révolutionnaire de la Pologne (\*), et sur la base des rapports sociaux, il a immédiatement établi le lien avec les ouvriers de l'industrie comme en témoignent les quatre points du document informant la Diète de la fondation du premier « Comité provisoire du syndicat indépendant des agriculteurs » :

« 1.- L'indépendance envers les autorités de l'Etat et du parti.

2.- L'autogestion

3.- La coopération des agriculteurs

(\*) Un des principaux initiateurs en 1978 fut Jausz Rozek, ancien soldat des « bataillons paysans » et de « l'armée du pays » (AK).

avec les ouvriers industriels

4.- *L'association de toutes les personnes employées dans l'agriculture, c'est-à-dire les agriculteurs individuels, les ouvriers-paysans et les ouvriers des fermes d'Etat.* »

C'est dans le cadre de cette alliance étroite que le mouvement paysan depuis 1978 s'est étendu et a trouvé sa cohérence. Les paysans ravitaillaient les ouvriers grévistes en août 1980 et ceux-ci aidaient les premiers pendant les moissons d'été 1981, au moment de la grande crise alimentaire organisée par la bureaucratie. Enfin, la commission nationale de liaison *NZSS-Solidarnosc* vint siéger à Rzeszow pour apporter le soutien des ouvriers à la reconnaissance de *Solidarité* rurale, déjouant ainsi la tentative la plus grave opposée jusqu'alors par la bureaucratie à la révolution politique : la division des ouvriers et des paysans.

Depuis l'instauration de l'état de guerre, le 13 décembre 1981, les traits de la situation n'ont fait que se renforcer. La fourniture des fourrages industriels est passée depuis le 13 décembre de 10 millions de tonnes à moins de 5 millions, et non seulement pour l'élevage, mais pour l'ensemble de l'agriculture, l'instauration de l'état de guerre a été pour les paysans un véritable retour aux années 1950. Le spectre du « koulak-spéculateur » renaît de ses cendres. Les tentatives entreprises au printemps 1982 de soumettre les paysans à des livraisons obligatoires n'ont échoué que du fait de la résistance de ceux-ci.

Contrairement à Gomulka ou Gierek, qui ont pu bénéficier dans les premières années d'un relatif soutien des campagnes, Jaruzelski ne peut que dresser et souder contre le régime de la bureaucratie l'immense masse des paysans polonais (\*). La force de l'alliance des

(\*) Les dirigeants de *Solidarité* rurale ont été internés avec les ouvriers. Le fils de Bartoszcze fut assassiné pour son attachement à *Solidarité* comme les ouvriers de la mine de Wujec, et de la même manière que le jeune lycéen Prezmiek.

ouvriers et des paysans est attestée quotidiennement dans les bulletins de *Solidarité* rurale, qui font état des collectes de vivres parmi les agriculteurs, afin de les remettre aux familles victimes de la répression, aux familles des ouvriers licenciés de leur travail ou qui ne retrouvent pas celui-ci après avoir

été libérés, et à l'ampleur de plus en plus grande prise par l'organisation par les paysans et les ouvriers des transports de vivres vers les centres industriels les plus menacés par l'absence d'approvisionnement alimentaire.

A. FORESTIER

La révolution en Pologne est un phénomène complexe, qui ne se résume pas à une simple prise de conscience collective. Elle est le résultat d'un processus social et politique en cours, qui implique la participation active de millions de citoyens. Cette révolution n'est pas une simple réaction à la répression, mais une lutte pour la liberté, la justice et la démocratie. Elle est le fruit de la conscience collective des Polonais, qui ont compris que leur avenir dépendait de leur capacité à s'organiser et à agir collectivement. La révolution en Pologne est un exemple de la force de la solidarité et de la détermination des peuples opprimés. Elle est une preuve que la lutte pour la liberté et la justice est toujours actuelle et nécessaire. Elle est une source d'inspiration pour tous ceux qui luttent pour la liberté et la démocratie dans le monde entier.

La révolution en Pologne est un phénomène complexe, qui ne se résume pas à une simple prise de conscience collective. Elle est le résultat d'un processus social et politique en cours, qui implique la participation active de millions de citoyens. Cette révolution n'est pas une simple réaction à la répression, mais une lutte pour la liberté, la justice et la démocratie. Elle est le fruit de la conscience collective des Polonais, qui ont compris que leur avenir dépendait de leur capacité à s'organiser et à agir collectivement. La révolution en Pologne est un exemple de la force de la solidarité et de la détermination des peuples opprimés. Elle est une preuve que la lutte pour la liberté et la justice est toujours actuelle et nécessaire. Elle est une source d'inspiration pour tous ceux qui luttent pour la liberté et la démocratie dans le monde entier.

## DANS LA LUTTE CONTRE LA DICTATURE MILITAIRE

# la formation et le développement du Parti des travailleurs du Brésil

par J. ADAMASTOR

**I**L y a six ans, le 24 septembre 1978 plus précisément, le journal « Folha de Sao Paulo » publiait une interview de celui qui était alors le président du Syndicat des Métallurgistes de Sao Bernardo et Diadema, dans l'Etat de Sao Paulo : Luis Inacio da Silva (Lula). Il y affirmait :

*« Le problème est le suivant : je maintiens que tant que le travailleur vote pour le patron pour que celui-ci protège nos intérêts, la situation ne va pas changer. Je pense que la classe ouvrière devra se préparer politiquement à agir politiquement. Et je crois réellement que la classe laborieuse devra dans cette voie forger un parti politique (...) Un parti politique sera l'issue pour nous, et aussi pour d'autres couches — tous ceux qui sont des travailleurs, qui vivent de leur salaire, devraient y participer. Nous sommes encore loin d'être parvenus au stade du parti politique, mais je suis convaincu que c'est là la voie. »*

A cette époque, les grandes grèves qui ont ouvert une nouvelle phase du combat des travailleurs brésiliens contre la dictature militaire en 1979 et 1980 n'avaient pas encore eu lieu.

Cependant, au sein de la classe ouvrière, en particulier dans la région industrielle de l'ABC, (1) mûrissait la

volonté de s'affronter ouvertement au régime des militaires pour défendre le niveau de vie, par la grève et par la constitution de l'organisation indépendante de la classe ouvrière au sein même des usines, contre la tutelle syndicale officielle.

La grève des travailleurs de la Saab Scania de Sao Bernardo au mois de mai de la même année, pour obtenir une augmentation de 20 % des salai-

(1) Région comprenant les villes Santo André, Sao Bernardo et Sao Cetano.



res, a clairement indiqué que le prolétariat commençait à se replacer au centre de la scène politique du pays, après des années de « silence » imposé par l'écrasement et la répression.

Comme nous le verrons dans cet article, d'innombrables affrontements de classe ont eu lieu entre cette déclaration de Lula, parmi les premières orientées sur la construction d'un parti indépendant des travailleurs, et la constitution effective du Parti des Travailleurs dont Lula est aujourd'hui le président. Ces affrontements n'ont pas seulement mis en pleine lumière la crise de la dictature militaire et celle du syndicalisme officiel — un des principaux piliers de l'Etat bourgeois au Brésil — mais ils ont aussi conduit à de nettes différenciations au sein même de la classe ouvrière.

Il faut malgré tout affirmer que la place politique et l'importance historique du processus de constitution et de la construction même du Parti des Travailleurs au Brésil ne peuvent être appréciées dans leur pleine dimension qu'en prenant pour cadre de référence l'histoire et les luttes du prolétariat à l'échelle mondiale.

Dans ce sens, il serait absolument erroné de considérer le surgissement du PT et son développement comme un phénomène explicable en termes exclusivement brésiliens. La résolution adoptée par la réunion du Conseil Général de la IV<sup>e</sup> Internationale (Centre International de Reconstruction) de décembre 1982 commençait par cette affirmation :

*« Le moment actuel du mouvement ouvrier international est caractérisé par le fait que les plus larges masses de la classe ouvrière mondiale poursuivent un processus de dégagement de l'influence du contrôle de la bureaucratie du Kremlin (...). »* C'est dans ce contexte que la signification du PT doit être saisie.

Il s'agit bien évidemment d'un processus non-linéaire, différencié, marqué

par les particularités du développement historique de la lutte des classes et tout spécialement — comme on le voit assez clairement dans le cas du PT brésilien — par les spécificités du mouvement des travailleurs dans chaque pays.

La méthode du marxisme ne consiste pas à effacer des différenciations existantes entre les développements de la lutte des classes dans les différents pays pour établir un cadre unique et fixe au nom d'un internationalisme abstrait. Dans la préface à l'édition française de 1929 de la « Révolution Permanente », Léon Trotsky polémique avec la conception stalinienne du « socialisme dans un seul pays », affirmait que :

*« Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un « supplément aux traits généraux », une sorte de verve sur la figure. En réalité, les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer les stratégies révolutionnaires pour de longues années. »* (Editions Gallimard, 1963, page 12).

Ainsi, s'il est vrai, comme il est dit plus haut, que la constitution du PT doit être analysée comme expression d'un processus mondial (à savoir : la recherche par la classe ouvrière d'un nouvel axe d'organisation), il est aussi vrai que le PT n'acquiert l'importance qu'il a que parce qu'il occupe, en tant que « particularité nationale », une place historique décisive dans le développement « particulier » du prolétariat brésilien lui-même. Analyser cette signification « particulière » est aussi un des objectifs de cet article.

Mais il est nécessaire d'aller plus loin. Car l'intervention pratique des trotskystes brésiliens ces dernières années dans le combat pour la construction et l'affirmation du PT comme

parti ouvrier indépendant axé sur l'internationalisme prolétarien et sur la lutte pour la démocratie, pour le renversement de la dictature militaire, a mis à l'ordre du jour des questions d'ordre théorique et politique en un sens inédites pour notre mouvement international. Ce sont des problèmes dont la solution, encore une fois, ne peut être cherchée qu'à la lumière de la méthode du marxisme, qui a pour un de ses principes fondamentaux l'unité entre la théorie et la pratique, précisément sur la base de la pratique quotidienne de la classe ouvrière, et des révolutionnaires en son sein, dans la lutte pour son organisation indépendante et pour le socialisme.

Dans les années trente, alors que s'effectuaient les premiers pas vers la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale, Trotsky avait préconisé, pour plusieurs sections du mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale (dont la section française), une tactique « entriste » dans les partis socialistes. Il s'agissait avant tout de faire fusionner l'avant-garde politique organisée sur la base du bolchevisme et de la lutte contre le stalinisme avec les courants de masse qui se développaient dans un sens révolutionnaire au sein des partis sociaux-démocrates.

### Qu'est-ce que le Parti des Travailleurs ?

Aujourd'hui, la relation entre les militants trotskystes et le Parti des Travailleurs est évidemment différente. Lorsque au début de 1984, les trotskystes brésiliens (militants du PT depuis les débuts de celui-ci) transformaient leur hebdomaire en une revue mensuelle, ils affirmaient :

*« L'existence du Parti des Travailleurs est la cristallisation d'idées qui, nous le savons, ne sont pas seulement les nôtres, mais qui sont aussi les nôtres...*

*Notre courant politique restera regroupé mais autour de la revue men-*

*suelle. L'hebdomadaire (ou le bi-mensuel) nécessaire, doit être édité par le Parti des Travailleurs, par les instances de sa direction nationale, et notre rôle est de contribuer à ce qu'il vive comme journal...*

*D'autre part, comme mensuel dans le parti, expression politique d'un courant de ce parti, nous intervenons dans le débat en cours. Nous tentons d'aider le parti à répondre aux défis qui sont devant lui, aux importants problèmes qu'il doit encore affronter.*

*Nous pensons sincèrement avoir une contribution importante à fournir sur ce terrain. Nous nous appuyons sur un programme — le programme de Transition, programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédigé par Léon Trotsky en 1938 — qui a résisté à un demi-siècle de lutte des classes. C'est sur cette base que nous continuerons à combattre, loyalement comme toujours, pour les conclusions qui doivent à notre avis être tirées. » (O Trabalho, n° 234, avril 1984).*

En effet, le Parti des Travailleurs n'est pas un parti social-démocrate subordonné à l'impérialisme. Ce n'est pas un parti stalinien, instrument de la bureaucratie contre-révolutionnaire de Moscou dépendant par là de l'impérialisme. Ce n'est pas non plus un parti centriste cristallisé et stabilisé dont le destin serait déjà établi comme celui du maintien d'une ligne opportuniste, avec des oscillations entre le camp de la révolution et de la contre-révolution, le vouant à la capitulation ou à l'écartèlement.

Cependant, ce n'est pas un parti dont l'action serait guidée par une direction se situant sur le terrain du programme de la révolution socialiste internationale.

L'aspect nouveau — et qui réclame la plus grande attention - c'est précisément la participation ouverte du courant révolutionnaire (trotskyste) dans un large parti ouvrier indépendant

dont la politique, dans ses grandes lignes, suit une évolution d'ensemble positive.

Cette réalité donne aux militants trotskystes brésiliens de grandes responsabilités. Cette réalité ne peut être comprise qu'en relation avec la profondeur de la crise — à l'échelle mondiale — des appareils contre-révolutionnaires qui pendant des décennies ont exercé leur contrôle sur la classe ouvrière. Et, dans cette mesure, elle a des conséquences non seulement pour la construction du parti révolutionnaire au Brésil mais aussi sur le plan de la construction d'une nouvelle Internationale ouvrière.

Dans une lettre à Florence Kelly, Engels affirmait que :

*« Si de 1864 à 1873, nous n'avions collaboré qu'avec ceux qui reconnaissent ouvertement notre programme, où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense que notre pratique a montré qu'il est*

*possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune de ses étapes, sans abandonner ni cacher notre position distincte, et même notre organisation ».* L'actualité de ces paroles est effectivement criante !

Pour les trotskystes — conscients de ce que l'organisation indépendante du prolétariat se matérialise jusqu'au bout dans le programme de l'internationale révolutionnaire et de ce que ce processus n'obéit pas à un développement nécessairement linéaire, uniforme ou entièrement harmonieux — il s'agit justement de renforcer le Parti des Travailleurs à côté de tous ceux qui en son sein cherchent à se battre en défense de l'indépendance de classe et pour le socialisme, pour que ce parti soit en permanence à la tête du combat de la classe ouvrière et afin de surmonter ensemble tous les obstacles dressés par la contre-révolution au Brésil et sur le plan international.

## LE REGROUPEMENT POLITIQUE DU PROLETARIAT BRÉSILIEN ET LA CONSTITUTION DU PT

Durant toute son histoire, le prolétariat brésilien, dont la constitution s'est amorcée à la fin du siècle dernier, n'a jamais disposé au niveau national d'un parti politique de masse qui lui soit propre, dans son affrontement avec la bourgeoisie et l'impérialisme. Cela ne témoigne en aucune façon, contrairement à ce que voudrait faire croire la bourgeoisie, d'une prétendue absence « d'hostilité entre les classes » ou de traits « anti-organisationnels », qui constitueraient des caractéristiques typiques du prolétariat brésilien. C'est d'abord en liaison avec le rôle joué au sein du mouvement ouvrier brésilien par la sociale-démocratie, l'anarcho-syndicalisme puis en particulier par le stalinisme aux divers moments de son histoire, que s'explique ce phénomène.

Il est clair qu'il ne s'agit pas d'un pro-

létariat qui serait pratiquement démuné de toute expérience politique propre, de grands combats ou de tentatives d'organisation indépendante. Mais il ne s'agit pas non plus d'un prolétariat comme le prolétariat nord-américain, dont le mouvement a trouvé sa matérialisation organisationnelle indépendante au niveau syndical, tout en ne possédant pas jusqu'à nos jours de représentation politique. Quelques éléments historiques permettent de comprendre cette appréciation.

A l'initiative de quelques militants liés à la II<sup>e</sup> Internationale, deux « Congrès Socialistes » ont eu lieu en 1890 et 1902, donnant naissance au Parti Socialiste Brésilien, qui, bien qu'il représentait un effort dans le sens de la constitution d'un instrument de combat indépendant de la bourgeoisie,

n'est jamais parvenu à connaître une portée nationale et a eu une existence éphémère, puisqu'il s'est désintégré dès la veille de la 1<sup>re</sup> Guerre Mondiale en raison en particulier de la politique réformiste qui allait gangréner à jamais la sociale-démocratie à partir de 1914.

Au début du siècle, le courant prépondérant dans le mouvement ouvrier — qui faisait encore ses premiers pas — était l'anarcho-syndicalisme, qui a représenté objectivement une barrière à l'organisation indépendante du prolétariat en parti qui lui soit propre, et cela malgré une indéniable combativité dans les luttes syndicales. Cette prédominance s'est trouvée par exemple reflétée dans le premier « Congrès Ouvrier Brésilien », en avril 1906, où la thèse de constitution de la Confédération Ouvrière Brésilienne (COB) défendue par ce courant *en opposition* à celle de la construction d'un parti politique de classe, proposée à l'époque par des militants liés à la II<sup>e</sup> Internationale, l'a emporté.

Le II<sup>e</sup> Congrès, en 1913, réaffirme ces thèses, ce qui ne veut pas dire qu'on concluait ainsi — loin de là — au processus de constitution de la COB comme centrale syndicale nationale, laquelle finit par pratiquement disparaître quelques années après la Première Guerre mondiale.

Mais il est intéressant d'observer que le III<sup>e</sup> Congrès, en 1920, tout en conservant une prédominance de traits anarchistes dans ses résolutions, n'a pas manqué de refléter l'impact de la Révolution russe de 1917, en approuvant entre autres une déclaration où était affirmé que le III<sup>e</sup> COB décidait de « *déclarer adopter une attitude de sympathie envers la III<sup>e</sup> Internationale de Moscou, dont les principes généraux correspondent véritablement aux aspirations de liberté et d'égalité des travailleurs du monde entier* ».

Dans les années vingt, une importante répression d'abat sur le mouvement

ouvrier. En même temps, peu après avoir été fondé en 1922 par un groupe d'environ 70 militants issus principalement du courant anarcho-syndicaliste, le Parti Communiste Brésilien est très vite marqué par le processus de dégénérescence de l'Internationale Communiste qu'engendre la montée du stalinisme. Ainsi, tous les tournants ordonnés par Staline, causes de tant de défaites du prolétariat international, ont été fidèlement reproduits par le PCB, sous le contrôle de Luis Carlos Prestes. Un exemple a été le « soulèvement » préconisé par les stalinien dans quelques villes de garnison en novembre 1935 et, qui, bien qu'il eût été rapidement écrasé par le gouvernement, a servi de prétexte central à la mise en place de ce qu'on appelle la dictature de « l'Estado Novo » (1937-1945).

Ce régime, présidé par Getulio Vargas, a entrepris une sanglante répression et en a fini avec les traits d'organisation indépendante aux niveaux syndical et politique qui s'étaient ébauchés durant les décennies précédentes.

D'autre part, le petit noyau de dirigeants politiques qui avaient constitué l'Opposition de Gauche au Brésil (Mario Pedrosa, Livio Xavier, Fulvio Abramo, entre autres) n'est pas parvenu à survivre organisationnellement en tant que tel, à la répression déchaînée par Vargas.

### Le stalinisme et la dictature militaire

En 1946, le PCB, jouissant d'une légalité qui n'allait pas durer deux ans, obtient un important score aux élections à l'Assemblée Constituante. Ce score est en grande partie explicable par les conditions qui ont marqué la fin de la II<sup>e</sup> Guerre Mondiale où l'appareil stalinien international apparaissait comme un fer de lance de la défaite du fascisme ; et cela malgré la politique du PCB défendant le maintien du dictateur Vargas à la présidence du pays.

Cependant, durant toute la période qui va jusqu'au coup d'Etat militaire du 31 mars 1964 accompli sous l'égide directe de l'impérialisme nord-américain, ce qui caractérise la ligne du PCB, c'est son action visant à éviter la progression de l'organisation politique des travailleurs, et sa volonté de renforcer au contraire l'influence du PTB (Parti Travailleiste Brésilien, fondé par Getulio Vargas lui-même en 1945), parti de type nationaliste bourgeois, dans les rangs ouvriers. Cette politique exigeait d'autre part le soutien — plus ou moins déclaré, en fonction de la plus ou moins grande mobilisation des masses — de la structure syndicale officielle qui, par le biais de toute une législation, lie les syndicats à l'Etat.

Si le coup d'Etat militaire de 1964 a eu lieu sans provoquer une réaction sérieuse, c'est principalement à cause de cette politique du stalinisme, déterminante y compris pour l'attitude de secteurs de la bourgeoisie dans la période précédant le coup d'Etat. C'est ainsi que s'explique l'acceptation sans tentative de résistance du coup d'Etat de Joao Goulart, alors président.

Sous l'actuelle dictature, le PCB (non sans crises à diverses époques) a conservé sa « cohérence contre-révolutionnaire » en cherchant à canaliser tout mouvement d'opposition au régime à l'intérieur du MDB (Mouvement Démocratique Brésilien), parti créé par les militaires eux-mêmes en 1965, afin de jouer un rôle « d'opposition ». De même, le refus de l'appareil stalinien de mener jusqu'à maintenant une campagne effective pour sa propre légalisation, ainsi que son soutien constant au PMDB (principal parti bourgeois d'opposition), trouvent centralement leur raison d'être dans le fait que cet appareil a conscience du fait que toute action indépendante, tout cadre indépendant serait utilisé par de larges secteurs du prolétariat se mobilisant contre la dictature.

Au Brésil, le stalinisme n'est jamais parvenu à constituer la représentation politique des travailleurs. Et cela nous permet justement de comprendre le « vide » que le Parti des Travailleurs, contre le stalinisme lui-même, a pour vocation de combler.

### **Le surgissement du PT et la lutte contre la dictature militaire**

Le surgissement du PT doit être compris en étroite relation avec la crise des institutions de la dictature militaire. Après la période de répression la plus intense (entre 1969 et 1975) qui a atteint non seulement les groupes de guérilla urbaine mais aussi des centaines de dirigeants politiques et syndicaux, le combat pour la démocratie a ressurgi au grand jour avec l'exigence d'une amnistie large, générale et sans restrictions. Cette campagne était au centre de diverses manifestations contre le régime entre 1975 et 1979 et a été accompagnée de l'apparition d'importants noyaux d'opposition à l'intérieur des syndicats contrôlés dans leur quasi totalité par les « pelegos » (2) liés au Ministère du Travail.

Dans un processus atomisé, en même temps que se développait la lutte pour l'amnistie, des embryons d'organisations commençaient à se constituer à l'intérieur des entreprises, en opposition avec la structure syndicale qui ne reconnaît pas les commissions d'usines. Les « oppositions syndicales » vont alors occuper une place très importante.

Ce processus où à chaque moment les secteurs de travailleurs qui cherchaient le combat étaient obligés de se heurter à la structure syndicale officielle et à ses défenseurs, allait se répercuter avec une vigueur plus grande encore à l'intérieur même de la couche de diri-

(2) Littéralement « tapis de selle ». C'est ainsi que les travailleurs désignent les bureaucrates des syndicats officiels.

geants syndicaux « officiels », provoquant des différenciations en son sein. Ces différenciations exprimaient une crise larvée de cette structure et se répercutaient dans toute la classe ouvrière.

Ainsi, face à la situation qui se créait — répression et misère accrues pour les larges masses, volonté généralisée qu'existent des syndicats « authentiques », en même temps que plusieurs mobilisations sectorielles qui exprimaient dans leur ensemble un mouvement de remise en question du régime — tout un secteur de dirigeants des syndicats officiels finit par accompagner ce mouvement et par se placer à la tête de toute une série de grèves, à partir de 1978 principalement. Le point le plus avancé dans ce processus de différenciation a lieu dans la région de l'ABC dans l'Etat de Sao Paulo, la concentration ouvrière la plus importante du pays.

Là, la direction du syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo et Diadema, dirigée par Lula, déclencherà la première grève de la Saab-Scania en mai 1978, ainsi que les grandes grèves générales des métallurgistes de tout l'ABC en 1979 et 1980. Bien entendu, cette attitude valut à ces dirigeants toute une série de poursuites judiciaires, des persécutions, des séjours en prison, l'annulation de leur mandat syndical par le ministre du Travail. En même temps, elle les obligeait à se heurter de façon croissante aux bureaucrates syndicaux qui défendaient avec intransigeance la structure officielle, ainsi qu'aux staliniens qui, outre qu'ils étaient les alliés de ces bureaucrates, cherchaient de multiples manières à éviter que toute forme de mobilisation ou d'opposition puisse porter atteinte au « statu quo ».

Lula présida des assemblées de plus de 50 000 travailleurs, à partir desquelles une série de structures propres à la classe ouvrière se constituent (commandements de grève, organisation de

piquets aux portes des usines, assemblées par quartiers ou entreprises) dans le soutien à ses luttes, malgré l'action répressive du gouvernement.

Dans la ville même de Sao Paulo et dans d'autres dans tout le pays, des phénomènes de même nature commencent à avoir lieu. Et des frictions commencent à se produire avec intensité à l'intérieur des syndicats officiels.

Le contenu politique de toutes ces mobilisations — qui avaient principalement pour origine des revendications économiques — apparaissait clairement aux yeux des larges masses dans le choc avec la répression, avec l'institution du syndicalisme officiel (qui interdit par exemple la tenue d'assemblées sans autorisation des autorités) mais aussi dans la perception croissante de divers secteurs de la classe en mouvement de ce que le renversement de la dictature militaire constitue une nécessité vitale pour la satisfaction même de leurs revendications. Ce n'est pas un hasard si dans des assemblées préparatoires ou dans l'organisation de grèves surgissaient des mots d'ordre comme « A bas la dictature » ou pour le renversement d'un certain ministre, en étroite relation avec les exigences salariales qui avaient été à l'origine de l'organisation de ces assemblées.

En même temps, lors des élections législatives de 1978, malgré tous les efforts du PCB en faveur du MDB, les votes nuls et blancs, conjointement avec les abstentions, réunissaient près de 40 % de l'électorat et constituaient une claire expression de la crise du « système de partis » mis en place par le régime (aux côtés du parti « de gouvernement » — ARENA — existait celui de « l'opposition », le MDB) qui commençait à exploser. Ce résultat était aussi une expression de la nécessité de constitution d'un parti des travailleurs indépendants de la bourgeoisie.

C'est dans ce cadre, marqué par l'irruption souvent « sauvage » du

mouvement ouvrier et par les fissures qu'il provoque dans le régime militaire, que des secteurs de dirigeants syndicaux liés à Lula décident, poussés par la situation objective, de prolonger leur action syndicale par la construction d'un parti politique — le Parti des Travailleurs.

C'est Lula lui-même qui affirme :

*« J'étais un dirigeant apolitique jusqu'en 1977. C'est seulement avec les grèves que j'ai senti la nécessité de la participation politique. Nous avons vu que les deux camps sont étroitement liés. Qu'est-ce que ça vaut de gagner 10 % d'augmentation salariale si ceux qui sont au pouvoir ont les moyens de faire passer une politique salariale pour jeter à bas toutes les conquêtes de la classe laborieuse ?*

*Pour résumer, je dirais que les années soixante-dix, même seulement trois ans de pratique syndicale, se sont avérés très positives pour trois choses élémentaires :*

*1) Les travailleurs se sont redécouverts comme unique secteur de la société capable de proposer une transformation de la société.*

*2) Avec cette découverte, nous avons brisé une fois pour toutes la loi anti-grève et une loi attaquant les salaires.*

*3) Avec tout cela, nous avons découvert encore une autre chose. Qu'il ne suffisait pas de passer par-dessus la législation d'exception et de faire grève. Qu'il ne suffisait pas de porter un coup d'arrêt à l'attaque, car cette seule chose n'allait pas régler le problème des travailleurs. Nous avons alors décidé de la nécessité d'une organisation politique des travailleurs qui serve de protection et d'alternative d'organisation. De là la proposition du Parti des Travailleurs. » (Journal « ABCD », décembre 1979).*

Il disait aussi :

*« Il n'est pas nouveau que les membres du PC soient contre le PT. Parce qu'ils*

*pensent que le Parti des Travailleurs existe déjà depuis 1922 et qu'ils sont les légitimes représentants de la classe laborieuse. Je pense que personne n'est maître de la classe laborieuse. Peut-être pensent-ils qu'avec la croissance du PT nous fermerions les portes aux tentatives de légalisation du PC et d'autres partis. Je regrette qu'on puisse avoir une pensée aussi étroite à ce sujet. » (Tribune de la Presse, 12 février 1980).*

## Le PT et la classe ouvrière

De façon assez fluide au départ, le PT en vient à regrouper au niveau national des militants et des dirigeants syndicaux qui avaient réalisé, encore que confusément dans la majeure partie des cas, un mouvement de rupture avec l'Etat et le stalinisme. Ces secteurs constitueront le cœur du parti, par lequel passait et passe encore sa force. Mais il attire aussi certains petits groupes d'origines petite-bourgeoise, des intellectuels, des parlementaires venant de l'ancien MDB et également des secteurs de l'Eglise catholique liés à ce qui est appelé la « théologie de la libération ». Les trotskystes, comme on le verra en détail plus loin, prennent une part active au processus de la construction du PT.

Ce processus de constitution a pour caractéristique la libre discussion dans les noyaux de base du parti et dans les instances intermédiaires. Il ne s'agit pas d'une organisation hautement centralisée. Sa structure organisationnelle a été discutée à partir de discussions ouvertes et indépendamment des obligations de la « Loi organisationnelle des partis » des militaires, même s'il conserve une « façade structurelle légale », qui lui a été imposée pour conquérir sa légalisation (nous reviendrons sur ce sujet). La direction est élue par des rencontres locales, régionales et nationales, rencontres que discutent aussi la ligne politique et le programme du parti. Et on ne peut effecti-

vement pas parler aujourd'hui de l'existence d'une « bureaucratie de parti » ossifiée en son sein.

La base majoritaire du PT est constituée par des militants ouvriers d'origines les plus diverses, par des jeunes qui n'ont aucune expérience militante antérieure, par des étudiants, des ménagères qui cherchent un cadre organisé pour les luttes spécifiques de leur quartier, par des militants syndicaux qui s'appuient sur le parti pour engager leur combat contre les « pelegos ».

Tout en sachant qu'il n'est pas encore le parti de l'ensemble de la classe ouvrière brésilienne, bien qu'il soit reconnu comme *leur* parti par des secteurs importants du prolétariat, toutes ces considérations nous obligent à réfléchir profondément sur la signification du PT, du processus de sa construction, de sa place dans les luttes contre la dictature militaire et les possibilités ouvertes pour l'approfondissement de son évolution.

Analysant les développements en cours dans la classe ouvrière nord-américaine durant les années trente, Léon Trotsky disait que :

*« Nous pouvons prévoir, sous une forme schématique, trois types de parti ouvrier aux Etats-Unis dans la prochaine période (...) Le premier type : un parti large et confusément opportuniste ; la deuxième possibilité : un parti opportuniste mais suffisamment centralisé, dirigé par des faussaires et des carriéristes ; la troisième possibilité est un parti révolutionnaire centralisé où nous détenons la direction. Nous ne nous attendons pas à voir un type pur et clair. Il y aura des étapes différentes, des combinaisons différentes, des genres différents de parti ouvrier, etc., mais, dans le but de présenter plus clairement la situation et nos tâches, nous pouvons considérer ces trois types. »*

Si nous analysons le surgissement du PT tel que nous l'avons résumé précé-

demment, comme parti ouvrier indépendant, nous pouvons nous approcher du « premier type » parmi les trois présentés « schématiquement » par Trotsky. Mais « nous ne nous attendons pas à voir un type pur et clair ». Les pas concrets du PT (comme nous tenterons de le montrer dans la suite de cet article) nous obligent à dégager comme caractère central la non-cristallisation de ce parti et son évolution positive (non exempte d'oscillations) dans le sens de la révolution, sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat. Dans ce sens, il serait erroné « d'emboîter » le PT simplement dans un des « types » prévus par Trotsky. Le plus important dans l'analyse et l'intervention dans les différents moments de la construction et d'affirmation de ce parti actuellement en cours, c'est d'accompagner en permanence la dialectique de ce processus, qui voit se manifester des forces diverses, expressions au sein du parti lui-même du développement de la lutte des classes.

Il ne s'agit pas, pour cela même, d'une évolution linéaire. Ce qu'on peut envisager, c'est que, étant donné les caractéristiques du PT, et d'autre part la crise qui atteint l'ensemble des appareils stalinien et social-démocrate au niveau international (dont, répétons-le, le surgissement même du PT est une expression), toutes les possibilités sont présentes pour que, dans le développement de la lutte pour la fin de la dictature militaire et pour l'affirmation de l'indépendance de classe, ce parti approfondisse son évolution — encore que de façon non nécessairement harmonieuse — dans le sens de sa constitution en force consciente intégrant la recherche de la part du prolétariat international d'un nouvel axe d'organisation.

C'est pour cette raison que, comme nous le verrons aussi plus loin, le stalinisme cherche à tout moment, et sous les formes les plus diverses, à faire obstacle à la croissance du parti, pour



mouvement ouvrier et par les fissures qu'il provoque dans le régime militaire, que des secteurs de dirigeants syndicaux liés à Lula décident, poussés par la situation objective, de prolonger leur action syndicale par la construction d'un parti politique — le Parti des Travailleurs.

C'est Lula lui-même qui affirme :

*« J'étais un dirigeant apolitique jusqu'en 1977. C'est seulement avec les grèves que j'ai senti la nécessité de la participation politique. Nous avons vu que les deux camps sont étroitement liés. Qu'est-ce que ça vaut de gagner 10 % d'augmentation salariale si ceux qui sont au pouvoir ont les moyens de faire passer une politique salariale pour jeter à bas toutes les conquêtes de la classe laborieuse ?*

*Pour résumer, je dirais que les années soixante-dix, même seulement trois ans de pratique syndicale, se sont avérés très positives pour trois choses élémentaires :*

*1) Les travailleurs se sont redécouverts comme unique secteur de la société capable de proposer une transformation de la société.*

*2) Avec cette découverte, nous avons brisé une fois pour toutes la loi anti-grève et une loi attaquant les salaires.*

*3) Avec tout cela, nous avons découvert encore une autre chose. Qu'il ne suffisait pas de passer par-dessus la législation d'exception et de faire grève. Qu'il ne suffisait pas de porter un coup d'arrêt à l'attaque, car cette seule chose n'allait pas régler le problème des travailleurs. Nous avons alors décidé de la nécessité d'une organisation politique des travailleurs qui serve de protection et d'alternative d'organisation. De là la proposition du Parti des Travailleurs. » (Journal « ABCD », décembre 1979).*

Il disait aussi :

*« Il n'est pas nouveau que les membres du PC soient contre le PT. Parce qu'ils*

*pensent que le Parti des Travailleurs existe déjà depuis 1922 et qu'ils sont les légitimes représentants de la classe laborieuse. Je pense que personne n'est maître de la classe laborieuse. Peut-être pensent-ils qu'avec la croissance du PT nous fermerions les portes aux tentatives de légalisation du PC et d'autres partis. Je regrette qu'on puisse avoir une pensée aussi étroite à ce sujet. » (Tribune de la Presse, 12 février 1980).*

## Le PT et la classe ouvrière

De façon assez fluide au départ, le PT en vient à regrouper au niveau national des militants et des dirigeants syndicaux qui avaient réalisé, encore que confusément dans la majeure partie des cas, un mouvement de rupture avec l'Etat et le stalinisme. Ces secteurs constitueront le cœur du parti, par lequel passait et passe encore sa force. Mais il attire aussi certains petits groupes d'origines petite-bourgeoise, des intellectuels, des parlementaires venant de l'ancien MDB et également des secteurs de l'Eglise catholique liés à ce qui est appelé la « théologie de la libération ». Les trotskystes, comme on le verra en détail plus loin, prennent une part active au processus de la construction du PT.

Ce processus de constitution a pour caractéristique la libre discussion dans les noyaux de base du parti et dans les instances intermédiaires. Il ne s'agit pas d'une organisation hautement centralisée. Sa structure organisationnelle a été discutée à partir de discussions ouvertes et indépendamment des obligations de la « Loi organisationnelle des partis » des militaires, même s'il conserve une « façade structurelle légale », qui lui a été imposée pour conquérir sa légalisation (nous reviendrons sur ce sujet). La direction est élue par des rencontres locales, régionales et nationales, rencontres que discutent aussi la ligne politique et le programme du parti. Et on ne peut effecti-

vement pas parler aujourd'hui de l'existence d'une « bureaucratie de parti » ossifiée en son sein.

La base majoritaire du PT est constituée par des militants ouvriers d'origines les plus diverses, par des jeunes qui n'ont aucune expérience militante antérieure, par des étudiants, des ménagères qui cherchent un cadre organisé pour les luttes spécifiques de leur quartier, par des militants syndicaux qui s'appuient sur le parti pour engager leur combat contre les « pelegos ».

Tout en sachant qu'il n'est pas encore le parti de l'ensemble de la classe ouvrière brésilienne, bien qu'il soit reconnu comme *leur* parti par des secteurs importants du prolétariat, toutes ces considérations nous obligent à réfléchir profondément sur la signification du PT, du processus de sa construction, de sa place dans les luttes contre la dictature militaire et les possibilités ouvertes pour l'approfondissement de son évolution.

Analysant les développements en cours dans la classe ouvrière nord-américaine durant les années trente, Léon Trotsky disait que :

*« Nous pouvons prévoir, sous une forme schématique, trois types de parti ouvrier aux Etats-Unis dans la prochaine période (...) Le premier type : un parti large et confusément opportuniste ; la deuxième possibilité : un parti opportuniste mais suffisamment centralisé, dirigé par des faussaires et des carriéristes ; la troisième possibilité est un parti révolutionnaire centralisé où nous détenons la direction. Nous ne nous attendons pas à voir un type pur et clair. Il y aura des étapes différentes, des combinaisons différentes, des genres différents de parti ouvrier, etc., mais, dans le but de présenter plus clairement la situation et nos tâches, nous pouvons considérer ces trois types. »*

Si nous analysons le surgissement du PT tel que nous l'avons résumé précé-

demment, comme parti ouvrier indépendant, nous pouvons nous approcher du « premier type » parmi les trois présentés « schématiquement » par Trotsky. Mais « nous ne nous attendons pas à voir un type pur et clair ». Les pas concrets du PT (comme nous tenterons de le montrer dans la suite de cet article) nous obligent à dégager comme caractère central la non-cristallisation de ce parti et son évolution positive (non exempte d'oscillations) dans le sens de la révolution, sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat. Dans ce sens, il serait erroné « d'emboîter » le PT simplement dans un des « types » prévus par Trotsky. Le plus important dans l'analyse et l'intervention dans les différents moments de la construction et d'affirmation de ce parti actuellement en cours, c'est d'accompagner en permanence la dialectique de ce processus, qui voit se manifester des forces diverses, expressions au sein du parti lui-même du développement de la lutte des classes.

Il ne s'agit pas, pour cela même, d'une évolution linéaire. Ce qu'on peut envisager, c'est que, étant donné les caractéristiques du PT, et d'autre part la crise qui atteint l'ensemble des appareils stalinien et social-démocrate au niveau international (dont, répétons-le, le surgissement même du PT est une expression), toutes les possibilités sont présentes pour que, dans le développement de la lutte pour la fin de la dictature militaire et pour l'affirmation de l'indépendance de classe, ce parti approfondisse son évolution — encore que de façon non nécessairement harmonieuse — dans le sens de sa constitution en force consciente intégrant la recherche de la part du prolétariat international d'un nouvel axe d'organisation.

C'est pour cette raison que, comme nous le verrons aussi plus loin, le stalinisme cherche à tout moment, et sous les formes les plus diverses, à faire obstacle à la croissance du parti, pour

saper ce qui est à la base même de sa constitution, à savoir le mouvement de la classe laborieuse se heurtant aux institutions de l'Etat bourgeois, pour le socialisme.

### Les trotskystes brésiliens et le Parti des Travailleurs

Marx et Engels, dont l'intense activité théorique est inséparable de leur combat comme militants révolutionnaires, ont mis au centre de leurs préoccupations la nécessité de la construction du parti politique de la classe ouvrière comme condition essentielle de son affrontement avec la bourgeoisie et son Etat, dans sa lutte émancipatrice.

C'est précisément en tant qu'expression particulière de l'effort du prolétariat international pour recomposer son organisation indépendante, après des décennies et des décennies de « domination » exercée sur lui par la social-démocratie et le stalinisme qu'on doit comprendre le surgissement du Parti des travailleurs et sa signification pour le prolétariat brésilien lui-même.

Il est clair que cet effort est fait dans — et il en est en même temps le fruit — de circonstances différentes de ce que furent les périodes qui ont marqué la constitution des différentes Internationales, aussi bien du point de vue du développement de la crise générale du système capitaliste que du point de vue des expériences accumulées par le prolétariat et de la crise de la direction révolutionnaire. Ces problèmes ne peuvent être abordés dans le cadre de cet article. Mais il est important de retenir qu'il s'agit là d'un mouvement qui cherche à s'inscrire dans une continuité historique indéniable.

A un premier moment, alors que le PT commençait seulement à se mettre en place, les trotskystes ont eu des difficultés à définir de façon appropriée la caractérisation du mouvement qui se constituait. Et cela bien que l'Organisation Socialiste Internationaliste

(OSI) mettait en avant durant la même période comme mot d'ordre central de son journal et de son intervention la nécessité d'un parti ouvrier indépendant dans la lutte pour la fin de la dictature militaire.

Rapidement cependant, l'évolution du PT de la propre discussion chez les trotskystes ont amené le comité central de l'OSI à décider que les trotskystes devaient être des constructeurs du PT et à affirmer le 26 janvier 1980 que :

*« Nous ne pouvons nous situer, dans la question de la lutte pour un parti ouvrier, de façon propagandiste et idéologique. Le projet de constitution du PT, les premiers pas effectués dans cette voie, exigent de nous une réponse de principe et une activité politique claire. Nous devons nous prononcer clairement et sans ambiguïté, en principe, pour la constitution d'un PT, que nous appelons parti ouvrier (...). Il est nécessaire que nous comprenions que la constitution du mouvement ouvrier indépendant — syndicats, centrale, parti — ne peut être chimiquement pure, que se produiront nécessairement de nombreuses recompositions, et qu'un déchet se décantera dans ce processus. Il faut ajouter que nos relations avec la masse du prolétariat ne nous permettent pas de supposer que nous contrôlerons entièrement ce processus, pas plus que les organisations qui en surgiront.*

*L'OSI en tant que telle, par sa presse, par son activité, doit dire très clairement : "Nous sommes en faveur de tout pas dans la voie de la construction d'un PT indépendant du gouvernement, de l'Etat, rompant avec la bourgeoisie, se situant sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat".* » (Revue *La lutte de classe*, n° 3, janvier/mars 1980).

Quelques mois après, en septembre de la même année, le IV<sup>e</sup> Congrès de l'OSI décide de ratifier cette orientation de participation sans réserves à la construction du PT :

« L'OSI, qui lutte pour un parti ouvrier, ne peut aujourd'hui rester indifférente au dénouement de ce processus, à moins qu'elle préfère se transformer en secte propagandiste de bons principes. La lutte des classes posant aujourd'hui au Brésil la question du pouvoir oblige les marxistes à poser le problème de l'organisation politique des travailleurs comme la question immédiate à résoudre. Pour l'OSI, la construction d'un PT sans patrons n'est pas contradictoire avec la construction de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, parce que ce PT sans patrons pose dans la pratique la nécessité de l'indépendance de classe.

L'OSI a donc le devoir d'intervenir dans le PT de toutes ses forces pour l'amener au développement le plus positif, la constitution par quelque voie que ce soit d'un parti des travailleurs sans patrons, en employant les moyens disponibles pour le faire dans le PT, c'est-à-dire en y entrant sans restrictions. D'ores et déjà, l'OSI se déclare parti intégrante du PT, sans se dissoudre comme organisation bolchevique, mais disposée à développer dans le PT la bataille pour la IV<sup>e</sup> Internationale. » (Résolution politique du IV<sup>e</sup> Congrès, septembre 1980).

La méthode qui était à la base de cette décision est celle-là même qui a amené Engels à écrire à son ami Sorge en novembre 1886 que : « Le premier pas qui doit être fait dans tous les pays entrés récemment en mouvement, c'est la constitution des ouvriers en parti politique indépendant, peu importe comment, il suffit que cela soit un parti ouvrier distinct (...). Que le premier programme de ce parti soit confus et des plus incomplets, c'est un inconvénient inévitable, mais, cependant, passager. Les masses doivent avoir le temps et l'opportunité de se développer, et cette opportunité, elles l'auront dès qu'elles posséderont un mouvement propre, où elles seront impulsées par leurs propres erreurs, et deviendront sages à leurs propres dépens. »

Le point de départ de cette méthode est le fait que « ce qui est important, c'est d'amener la classe ouvrière à se mettre en mouvement EN TANT QUE CLASSE. » (Lettre d'Engels à Florence Kelly, décembre 1886).

On ne doit tirer de cela aucun trait de « mépris » pour le programme révolutionnaire. Mais exactement le contraire : il est impossible aux marxistes de transformer le programme de la révolution prolétarienne en force matérielle en dehors du mouvement concret de la classe ouvrière en tant que telle. Depuis le Manifeste communiste, nous savons que les idées, aussi bonnes soient-elles, restent des paroles creuses si ne s'opère pas de fusion entre elles et la classe ouvrière en mouvement. En d'autres termes, la mise en mouvement indépendante du prolétariat en tant que classe est la condition de la construction même du parti révolutionnaire, en même temps que l'existence de ce parti est indispensable pour que ce mouvement indépendant du prolétariat puisse arriver à la révolution victorieuse.

Et c'est suivant cette vision que les trotskystes participent aujourd'hui à la construction du Parti des Travailleurs, en cherchant constamment à l'aider à son armement pour qu'il puisse servir en permanence d'instrument à la classe laborieuse brésilienne dans la lutte pour son émancipation.

L'évolution du PT et le rôle qu'il joue dans les luttes des travailleurs et de la jeunesse — comme nous le verrons plus loin — indiquent une trajectoire globalement positive du parti dans la lutte pour la fin de la dictature militaire, ainsi que dans l'affrontement contre l'obstacle majeur que représente le stalinisme dans ce combat.

Rien n'est cependant garanti ou résolu par avance. Au contraire : la participation intégrale et loyale des trotskystes au sein du parti a joué un rôle irremplaçable pour l'affirmation de cette trajectoire. C'est la continuité de plus

en plus approfondie de cette intervention, sur la ligne intransigeante de la démocratie et de l'indépendance de classe, qui est la condition permettant

une avancée plus grande encore du PT comme instrument de la classe ouvrière dans sa lutte, dans la voie de la révolution prolétarienne.

## LE PARTI DES TRAVAILLEURS ET LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE DES CLASSES

Les contours de classe du Parti des Travailleurs et sa configuration politique ont été dessinés (et de dessinent aujourd'hui encore) au travers de l'intervention concrète du parti dans le combat pour la satisfaction des revendications des larges masses, sans qu'il y ait eu pour autant un schéma pré-établi. Chaque événement important de la lutte des classes repose au sein du parti — sous une forme ou sous une autre — la discussion sur ses objectifs centraux et sur son caractère. Car même si le PT s'est constitué sur un terrain d'affirmation de l'indépendance de classe dans la lutte pour la démocratie, cela ne veut pas dire que la lutte des classes cesse de se refléter en son sein. Les pressions de la bourgeoisie et du stalinisme continuent à s'y exprimer, encore que plus ou moins indirectement.

Ainsi, pour comprendre le processus de *lutte pour l'indépendance de classe* qui traverse le PT, il est fondamental de suivre son évolution et celle des discussions politiques qui s'y déroulent. Il ne s'agit pas ici d'une analyse exhaustive ou de suivre simplement « l'histoire des idées » dans le PT, mais de tenter de dégager, en référence à quelques questions importantes mises à l'ordre du jour par les luttes des travailleurs, l'axe du développement du PT et les obstacles internes que rencontre ce développement.

Il est intéressant d'observer à ce sujet comment des secteurs apparemment plus à gauche dans le parti finissent par s'unifier objectivement à d'autres plus à droite à des moments cruciaux de la construction du PT, précisément contre cette construction. Comme nous le

verrons, c'est à plusieurs reprises que sectaires irréductibles d'une part et opportunistes déclarés d'autre part se sont donnés la main sous l'égide du stalinisme, pour faire reculer le PT dans ses positions, s'opposant à la croissance du parti ouvrier indépendant.

### Le premier programme du parti

Lors du premier plénum du Parti des Travailleurs, en février 1980, la définition de classe même du parti s'est trouvée au centre des discussions.

Contre ceux qui cherchaient à présenter le PT comme « parti de toute la société » (c'est-à-dire pouvant abriter en son sein des secteurs de la bourgeoisie « progressiste », obscurcissant de cette façon le caractère de classe qui marquait les premiers pas de l'organisation), la position qui affirmait le PT comme « *parti de masse, large et ouvert, basé sur les travailleurs des villes et des campagnes* » (Programme du PT) l'a alors emporté. Bien que de façon non définitive, cette formulation fermait les portes à ceux qui cherchaient à enterrer dès le départ les traits prédominants d'indépendance de classe du PT.

La conception d'un « *parti de toute la société* » — défendue essentiellement par quelques groupes et des parlementaires liés directement ou indirectement au stalinisme — trouvait son expression au niveau de la stratégie du parti : ces mêmes secteurs (aux côtés d'autres groupes aujourd'hui dissous) considéraient comme n'étant « pas nécessaire » l'affirmation du combat pour la démocratie, pour le renversement de la dictature militaire comme point pro-

grammatique et objectif immédiat du PT.

Pour les uns, en accord avec les staliniens, l'« ouverture » politique du régime militaire signifiait qu'il n'y avait plus de dictature (!) ; pour les autres, « gauchistes », il ne fallait pas lutter pour la démocratie (« un mot d'ordre de la bourgeoisie », disaient-ils tout simplement) mais pour le socialisme, et point à la ligne !

Plus d'une fois, cette position a été battue, le programme voté faisant référence à « la lutte du PT contre le régime oppressif » et disant du PT qu'il était « l'instrument de l'avancée démocratique de la société brésilienne » — ce qui est profondément différent de présenter le PT comme un « parti de toute la société ».

Bien sûr, il ne s'agit pas de transformer le programme alors approuvé en fétiche. Une limitation d'une énorme importance dans ce programme — qu'il nous faut noter — a été le fait que le plénum national a refusé de poser la nécessité de la lutte pour une assemblée nationale constituante démocratique et souveraine comme perspective centralisatrice du combat des masses et comme levier de leur mobilisation pour en finir avec le régime militaire. Cette lacune, en relation avec la question de la démocratie, a des conséquences pour l'intervention du parti en direction des institutions de l'Etat bourgeois au Brésil. La discussion à ce sujet n'est cependant pas close à l'intérieur du PT. Au contraire. Actuellement, alors que la crise des institutions du régime militaire s'exacerbe sous nos yeux, alors que les mobilisations des masses pour les élections directes à la Présidence de la République et de l'ensemble de la lutte des classes dans le pays mettent avec acuité au centre de l'ordre du jour la question du pouvoir, la discussion réapparaît dans les instances du PT sur le mot d'ordre de la constituante souveraine.

## La lutte pour la légalisation

Après cette première rencontre de janvier 1980, les forces agissant dans le PT se sont de nouveau manifestées dans la campagne pour la légalisation du parti, durant toute cette même année.

La législation imposée par les militaires fut conçue sur mesure pour empêcher l'organisation indépendante des travailleurs. Parmi les conditions à la légalisation, figurait la nécessité d'un nombre minimum d'affiliés dans un nombre minimum d'Etats (ce qui exigeait, outre une énorme capacité de mobilisation militante, des ressources suffisamment larges en proportion avec les dimensions du pays).

Des secteurs de « l'extrême-gauche » du parti, alliés à quelques parlementaires venant du PMDB (le principal parti bourgeois d'opposition), ainsi que d'autres militants (souvent ceux connus pour être proches des positions staliniennes) se sont opposés dans la pratique à la campagne pour la légalisation du parti.

Les premiers utilisant un langage d'allure radicale : « légaliser, c'est accepter d'entrer dans le jeu des lois du régime », ou bien « ce qu'il nous faut, c'est un parti de cadres militants... pas de masse ».

Les autres, sur la droite : « La légalisation n'est pas possible, il faut d'abord accumuler plus de forces. »

Cependant, malgré le boycott de la campagne de la part de ces secteurs, et malgré les hésitations, la volonté des travailleurs a été la plus forte. Fin 1980-début 1981, grâce à une intense campagne de « porte-à-porte », véritable défi à la dictature militaire, le PT a conquis sa légalisation, enregistrant près de 300 000 affiliés à la fin de l'année 1981. C'est ainsi qu'était obtenue une victoire politique des masses contre le régime — la légalisation du PT constituant un élément de « déstabilisation » de la dictature militaire, un

coup pour la bourgeoisie, mais aussi pour le stalinisme pour qui un parti ouvrier indépendant et ayant de plus imposé sa légalité contre la dictature par le moyen de l'action politique des masses est un péril mortel.

### Les élections de 1982

Ceux qui, au sein du PT, s'opposaient à son développement, ne cessèrent pas pour autant leur combat. Cette fois, le menu que ces courants présentent au PT comptait parmi les plats principaux la nécessité d'amener le PT à ne pas présenter ses propres candidats à tous les niveaux lors des élections générales de novembre 1982 (où seul le président de la République n'était pas élu), et à s'allier à la campagne électorale des partis bourgeois de l'opposition, en particulier le PMDB (où intervient le Parti Communiste Brésilien, avec un statut de « semi-légalité »).

Comme nous l'avons dit auparavant, ces élections représentaient le grand coup publicitaire de « l'ouverture politique » de Figueiredo, et prétendaient « couronner » le « processus démocratique ». En réalité, il s'agissait d'empêcher la croissance du PT et de permettre à des secteurs de l'opposition bourgeoise, soutenus par le stalinisme, de partager avec les militaires la responsabilité de l'application de leur politique, (c'est-à-dire, la politique dictée par l'impérialisme américain) en parvenant au gouvernement de certains Etats centraux du pays. Tel était le couronnement de la politique « d'ouverture », qui laissait le pouvoir réel entre les mains des forces armées.

Cependant, au début de l'année 1982, réaffirmant ses positions initiales, le PT décida de présenter ses **propres candidats** à tous les niveaux et pour l'utilisation de la campagne pour le renforcement du parti au niveau national dans la lutte pour en finir avec le régime militaire.

Cette affirmation coïncide avec le combat victorieux mené par le parti

durant les mois de février, mars et avril de cette année-là, contre la tentative de condamnation de Lula et d'autres dirigeants syndicaux des grèves de la métallurgie de l'ABC, liés au PT. Par ces condamnations, la dictature cherchait à rendre impossible la candidature en particulier du président du parti, au poste de gouverneur de l'Etat de Sao Paulo. L'acquittement de Lula (qui passait en procès pour « incitation au désordre public ») a été une victoire des travailleurs brésiliens. Elle démontre clairement comment se combinent le combat pour la démocratie et l'affirmation de l'indépendance politique du prolétariat : Lula était libre pour être le candidat du PT.

La plate-forme électorale du PT aux élections, sur le slogan « Travail, Terre et Liberté » matérialisait une défaite pour tous ceux qui défendaient, à l'intérieur même du parti, la dilution du PT dans le « Front des oppositions ». Elle démontre clairement une progression vis-à-vis du programme initial du parti, en affirmant carrément comme axe central la nécessité de mettre fin au régime militaire.

### Le PT et le résultat électoral

Malgré toute la législation électorale antidémocratique (interdiction de propagande électorale à la télévision, manipulation de la forme des bulletins électoraux, interdiction faite aux candidats d'utiliser leurs surnoms — en particulier un comme Lula ! — dans la campagne et sur les bulletins, etc.) qui a caractérisé les élections du 15 novembre 1982 comme des élections particulièrement frauduleuses, le PT a obtenu 4 % des voix au niveau national et 10 % dans la ville de Sao Paulo. Il s'agit d'un résultat positif, si on considère aussi certaines oscillations dans la campagne électorale, la jeunesse du parti et surtout l'action influente du stalinisme (qui n'a cessé de rencontrer des partisans au sein du PT lui-même) en soutien aux candidats du PMDB et

attaquant ouvertement le PT — taxé de « diviseur » des « forces de l'opposition ».

Le PT est sorti renforcé des élections, s'étant affirmé nationalement, rencontrant une audience dans toutes les régions. Et il n'y a pas d'autre raison à ce que ses ennemis — à l'intérieur comme à l'extérieur du parti — soient revenus à la charge, dès le 16 novembre. Cette fois, faisant chorus avec Nelson Marchezan — un des principaux dirigeants du parti gouvernemental, le PDS, grand perdant des élections avec seulement 36 % des voix, et perdant effectivement le contrôle direct des principaux Etats du pays —, tous les arrivistes qui n'étaient dans le PT que pour gagner des postes parlementaires, aux côtés des staliniens à peine déguisés et des groupes de « gauche », déçus par le « faible » score électoral du parti, tous ceux-là affirmaient : « Le PT n'est pas viable » ou « Les élections démontrent qu'un parti de classe n'est pas viable dans notre pays ».

En même temps, ouvertement, le PCB menait une « campagne » pour que les gouvernements d'Etats gagnés par l'opposition soient composés sur la base de larges « coalitions démocratiques », ce qui signifiait à la fois un appel ouvert à la participation de membres du PDS à ces gouvernements régionaux, et constituait un piège pour intégrer le PT dans cette « coalition » portant ainsi atteinte à son indépendance politique.

Le cas le plus criant a été celui du poste de Secrétaire aux Affaires sociales de la ville de Sao Paulo, que le PCB — avec l'appui d'un parlementaire du PT, ex-membre du PMDB — voulait faire occuper par un militant du Parti des Travailleurs. Une fois de plus, ce fut une intense discussion au sein du parti, et la position de non-participation au gouvernement a prévalu.

En même temps, ces secteurs favorables à la dilution du PT prétendaient

que le « faible » résultat électoral était aussi dû à la « radicalisation » de la campagne électorale — cherchant à faire ressurgir dans le parti ce qui a été une de ses premières discussions : la question de la lutte pour en finir avec la dictature, et à le faire reculer dans le combat contre le régime.

Mais cette campagne frénétique contre le PT, au début de 1983, venait aussi de quelques groupes dits « de gauche », insatisfaits, qui en sont venus à plaider la nécessité pour le PT de reculer sur son projet de parti « large » pour devenir un parti de « cadres-militants », se restructurant pour « récupérer » après son échec électoral. Le groupe qui suit l'orientation du « Secrétariat Unifié » au Brésil a été le premier à défendre cette position, en même temps qu'il défendait, par exemple, dans l'Etat du Rio Grande Do Sul, la dilution concrète du parti dans un « Bloc ouvrier et populaire » plus large que le PT même — remettant donc en cause le caractère du parti — et un recul dans les positions de l'organisation en relation avec la dette extérieure, en affirmant qu'il était nécessaire d'adopter la position d'un « moratoire » (position officielle des économistes liés au PMDB), à l'inverse de la position défendue par le PT, dont le programme va dans le sens du non-paiement de la dette.

### **Le « Manifeste des 113 » : un cri d'alarme**

La réponse à cette véritable campagne de destruction du PT est venue en avril 1983, avec la publication d'un manifeste signé par Lula et par 112 autres militants du parti à Sao Paulo, parmi lesquels plusieurs dirigeants syndicaux importants (3)

Ce texte, connu dès lors sous le nom de « Manifeste des 113 », attaque clairement ceux qui menaient campagne contre le parti, et réaffirme les princi-

(3) Nous reproduisons ce Manifeste à la fin de l'article.



pes de base du PT — sa « viabilité », son indépendance politique, son caractère de parti large, de masse, et la nécessité du combat contre le régime militaire. Véritable cri d'alarme pour la défense du parti, il a constitué un point de départ pour une sérieuse recomposition des forces à l'intérieur des instances du PT.

Le manifeste a constitué une ligne de partage et a ouvert une importante discussion. C'est autour de lui que se regroupe le cœur du parti, contre toutes les variétés de « gauchisme » (les « illuminés », comme les appelle péjorativement le manifeste) et l'opportunisme conscient de certains secteurs les plus à droite.

Comme le dit un document signé par quelques militants du PT de Sao Paulo, parmi lesquels plusieurs camarades trotskystes :

*« Tout en sachant que le manifeste ne prétend pas donner des réponses à tous les problèmes, nous pensons qu'il répond exactement aux aspirations de tous les militants du PT pour que notre parti continue à vivre et à agir, contre les propositions qui tentent de le transformer en instrument social aux mains du PMDB, ou contre les visions étroites qui apparentent plutôt le PT à une secte religieuse qu'à un parti de masse, large et démocratique (...). »* (9 juillet 1983).

Ainsi, dans les élections aux instances internes, le regroupement qui s'est formé autour du manifeste a obtenu une forte majorité. Le secteur favorable à la dilution du PT a baissé la tête ; les « gauchistes » pour leur part s'isolent à l'intérieur du parti.

### **Les « journées » de juillet 1983 et la Centrale Unique des Travailleurs**

Ce processus interne ne pouvait manquer d'avoir un lien immédiat avec les développements de la lutte des classes,

car pendant que se déroulaient les élections aux différentes instances, le parti intervenait dans les combats en cours. Et, une fois de plus, c'est l'intervention concrète du PT qui a contribué à « résoudre » la discussion interne.

En effet, au début de juillet 1983, les travailleurs du pétrole de Campinas et de Paulinia, dont le syndicat était alors présidé par Jaco Bittar (à l'époque aussi, secrétaire général du PT) ont déclenché une grève, aux côtés des travailleurs du pétrole de Mataripe (Etat de Bahia). Motif de la grève : non-acceptation d'un décret-loi limitant gravement les salaires de la catégorie. Immédiatement, les métallurgistes de l'ABC de Sao Paulo (dirigés par Jair Meneguelli, également militant du PT) lancent une grève, et c'est ainsi que prend forme un mouvement qui, aux dires de Meneguelli lui-même, représentait le « coup d'envoi initial » de la grève générale au Brésil. Les stalinien, quant à eux, définissaient ce mouvement péjorativement comme « foquiste » (référence aux méthodes de guérilla des années 1960 et 1970 en Amérique latine).

Une série de manœuvres du stalinisme, conjointement avec les « pelegos » qui contrôlent encore une grande partie des syndicats du pays, étrangla finalement ce processus qui s'avancait vers la grève générale.

Cela n'a cependant pas réussi à empêcher que, matérialisant la force qui a été à sa base, le Premier Congrès National de la Classe Travailleuse (CONCLAT), réuni les 28 et 29 août de la même année, décide de la fondation de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), résultat direct de l'expérience des « journées » de juillet.

Et ce sont les syndicalistes du PT — dans leur majorité défenseurs des principes du « Manifeste des 113 » — qui ont été à la base de ce processus, contre les stalinien qui les traitaient de « diviseurs », les accusaient de briser la « nécessaire unicité » du mouve-

ment syndical. Cette position a en outre été aussi défendue par les éléments liés au « Secrétariat Unifié » dans le PT, pour qui la fondation de la CUT allait représenter l'accentuation de la division du mouvement syndical, alors qu'en réalité la CUT constituait, en tant que centrale syndicale indépendante, le premier point d'appui pour l'indépendance syndicale au niveau national des travailleurs brésiliens, après plusieurs décennies d'encadrement par la structure syndicale officielle. Ce n'est pas un hasard si, en novembre de cette année-là, les staliens ont organisé un autre « Congrès », constituant avec les « pelegos » un organisme de sommet auquel ils ont donné le nom de CONCLAT (!) — Conseil National de la Classe Travailleuse — dans l'objectif d'empêcher le développement de la CUT au profit de la préservation de l'actuelle structure syndicale corporative.

Tous ces développements ont accentué l'isolement des soi-disants « gauchistes » dans le PT, et ont contribué à faire reculer encore plus les secteurs situés à droite. Le « regroupement des 113 », initialement limité à Sao Paulo, a gagné une dimension nationale dans le parti, et, dans un processus encore inachevé, un courant commence à se former autour de lui, courant dont les trotskystes sont une composante.

### **En défense des « directes », contre le collège électoral**

Plus récemment, au début de cette année, la campagne d'ampleur historique pour les élections directes à la présidence de la République — revendication qui concentre durant des mois et des mois la volonté du peuple brésilien de mettre fin aux institutions de la dictature militaire — a trouvé dans le PT une force d'impulsion permanente. Cela ne veut pas dire que ce soit le seul PT qui a fait descendre plus de 5 millions de personnes dans les rues, pour les plus grandes mobilisations popula-

res de l'histoire du Brésil. Cet article n'a pas pour objectif d'analyser l'actuelle conjoncture politique du pays, mais il est important de rappeler que la portée de ces mobilisations pour les « Directes tout de suite » — avec la participation de *l'ensemble* de l'opposition et, y compris, de secteurs du parti du dictateur Figueiredo — ne peut être comprise que si on prend pour référence l'analyse plus globale des conséquences de la politique de l'impérialisme nord-américain vis-à-vis de l'ensemble des pays latino-américains, les contradictions engendrées par cette politique dans chaque pays et le développement même de la lutte du prolétariat dans l'ensemble de l'Amérique latine, en particulier en Amérique centrale. Ainsi, la campagne pour les « Directes tout de suite » a, dans les faits, dessiné les contours d'un véritable front unique anti-impérialiste auquel, affirmant sa politique indépendante, le Parti des Travailleurs a participé activement.

Aujourd'hui, face à l'approfondissement de la crise du régime et de ses institutions, les secteurs de la bourgeoisie brésilienne qui avaient chevauché cette campagne, présentent leur candidat à l'intérieur du « collège électoral » de la dictature, cherchant à tout prix à effacer les « vertiges » des grandes mobilisations, cherchant à « convaincre » le peuple brésilien de ce qu'il ne serait plus maintenant possible d'obtenir les élections directes. C'est pour cette raison même qu'ils se tournent contre le PT, attaquant le seul parti à exprimer jusqu'au bout ces « vertiges ».

Deux des huit parlementaires du PT, liés à des secteurs du PMDB, défendent la participation du parti dans le collège électoral, et ont déjà affirmé publiquement qu'ils voteront pour le candidat de « l'Alliance démocratique » (alliance du PMDB avec des secteurs dissidents du PDS qui constituent le front libéral), Tancredo Neves, contre le candidat du PDS Paulo Maluf au sein du collège électoral.

L'histoire se répète. Les pressions du stalinisme et de la bourgeoisie s'exercent contre le PT, affirmant que son absence du collège électoral peut être responsable de la victoire de Maluf !

La position du parti, cependant, est en accord avec la volonté des millions de Brésiliens qui sont descendus dans la rue pour les directes tout de suite : boycott du collège illégitime du régime, réaffirmation de la proposition de poursuite de la lutte pour les élections directes. Une résolution du directoire national du parti, datée du 7 juillet 1984, dit clairement que :

« (...) *Le PT ne participera pas au collège électoral. Les parlementaires du PT, à tous les niveaux, prendront publiquement l'engagement de ne pas comparaître au collège électoral (...).* »

Et un responsable national du parti a répondu fort correctement aux pressions sur le PT, en affirmant :

« *La candidature de Tancredo Neves, l'alliance du PMDB avec le front libéral ne servent qu'à diviser les oppositions, car en acceptant l'entrée dans le collège électoral, ils rompent avec*

*l'unité conquise par l'opposition contre le collègue, pour les directes tout de suite. Le collège est le seul endroit où Maluf peut être élu. Si l'objectif du PMDB est de défaire le régime et de défaire Maluf, il devrait revenir à la lutte pour les directes tout de suite.* »

C'est dans ces conditions — encore une fois à la lumière de la lutte des classes et sur les questions concrètes qu'elle soulève — que se pose à nouveau à l'intérieur du parti la discussion sur la réponse à donner face aux institutions du régime en crise, c'est-à-dire la nécessité de désigner concrètement la perspective d'une assemblée constituante souveraine comme mot d'ordre pour la centralisation de la volonté des larges masses et pour aider ainsi à l'ouverture de la révolution prolétarienne au Brésil à partir du renversement de la dictature.

Aujourd'hui comme hier, rien n'est résolu. La lutte des classes ne cesse pas de s'exprimer dans le PT lui-même. Il revient aux trotskystes qui, bien sûr, ne seront pas seuls dans cette voie, de continuer à contribuer à ce que le dénouement corresponde aux intérêts de la classe laborieuse.

## LE PARTI DES TRAVAILLEURS DU BRÉSIL ET LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le premier manifeste national du Parti des Travailleurs se conclut par la phrase suivante :

« *Le PT manifeste sa solidarité à l'égard de la lutte de toutes les masses opprimées du monde.* »

Le programme du parti, approuvé à cette même occasion, va un peu plus loin : « *Le PT manifeste clairement sa solidarité envers les mouvements de libération nationale et tous les mouvements d'ampleur internationale qui visent à créer de meilleures conditions de vie, de justice et de paix pour toute*

*l'humanité.* » Enfin, le « *plan d'action* » prend pour mot d'ordre la nécessité du « *respect de l'autodétermination des peuples et de la solidarité envers les peuples opprimés.* »

Il est facile de noter, à partir de ces citations, que le PT s'est, dès sa constitution, placé sous la bannière de l'internationalisme.

Sur ce terrain aussi, les pressions incessantes du stalinisme ne peuvent manquer de se faire sentir. Mais c'est aussi sur ce terrain que l'existence et le développement du Parti des Travailleurs

conduisent à des prises de positions correspondant aux véritables intérêts des travailleurs du monde entier.

Ainsi, dans une interview publiée par le journal *O-Trabalho* du 15 avril 1983, le président du PT affirme :

*« Je pense que le problème du travailleur de Pologne est le même que celui du travailleur du Nicaragua ou même du Brésil. Qu'est-ce que veulent les gens ? Les gens veulent la liberté. Indépendamment du régime, indépendamment du pays, on doit être solidaire avec les travailleurs. Je pense qu'aussi bien en Pologne qu'au Nicaragua et au Salvador, là où les travailleurs ont lutté contre l'arbitraire, nous devons être solidaires. »*

*Il n'y a aucune raison pour qu'on essaye de dire que nous nous sommes souciés de combattre un pays socialiste. Quel type de socialisme est-ce là ? Vous savez, nous combattons non pas le socialisme mais le mauvais socialisme. Nous combattons parce que nous voulons un socialisme où la classe laborieuse détermine la règle du jeu de ce socialisme ; parce que, sinon, pour nous, ce n'est pas du socialisme.*

*Au Nicaragua, nous devons défendre la même chose, et dans tout pays nous devons avoir de la solidarité. Alors, le PT ne peut pas se soucier de ces refrains suivant lesquels on se préoccupe du socialisme et pas de l'impérialisme. Nous nous préoccupons non seulement de l'impérialisme américain, mais aussi d'une forme impérialiste par laquelle, par exemple, en Pologne, on tente de traiter la classe laborieuse. Cela doit être clair et c'est notre rôle que de faire savoir cela au peuple.*

*C'est pourquoi je défends la solidarité également en Pologne, au Nicaragua, au Salvador, pays où, effectivement, le peuple est en train de lutter pour conquérir une participation effective. »*

Cette prise de position est d'une énorme importance, en particulier parce qu'elle s'élève contre l'effort

mené par certains secteurs dans le parti qui, au nom du « castrisme », voudraient en fait voir le PT renoncer à son indépendance à l'égard du stalinisme.

L'engagement du PT dans des campagnes de « solidarité avec les peuples opprimés » a également pu être constaté par le représentant de l'OLP au Brésil, Faid Sawan, pour qui « le PT a été le seul parti qui — comme parti — a apporté son appui à la lutte du peuple palestinien » (déclaration faite peu après les massacres de Sabra et Chatila en 1982).

D'autre part, dans une interview accordée à *Tribune internationale*, Jaco Bittar, alors secrétaire général du parti, disait que :

*« Le mouvement des travailleurs ne peut se restreindre à un seul pays. Il doit être, évidemment, international. Nous ne pensons pas qu'on puisse conquérir le socialisme dans un seul pays et se fermer sur cette question. Le PT se place dans le processus international de la lutte de la classe travailleuse, de large solidarité, dans la lutte contre le capitalisme et contre la bureaucratie. C'est-à-dire : dans la manifestation effective des travailleurs dans le sens où eux-mêmes créeraient des situations de participation pour eux-mêmes, comme c'est le cas en Pologne.*

*Si en Pologne, il y a eu une tentative de la bureaucratie pour étouffer la libre manifestation des travailleurs, nous voyons qu'ici, au Brésil, la dictature militaire, capitaliste, étouffe aussi le mouvement de la même manière. C'est contre cet état de choses que nous luttons. Notre lutte passe aussi bien ici, au Brésil, par la lutte contre le capitalisme que par la lutte contre la bureaucratie, contre ceux qui ne permettent pas la participation effective des travailleurs. Alors, sur le plan international, ce que nous pouvons avancer, c'est ce type de propositions. Ce type de conception a surgi de nos luttes mêmes — oui, parce que les camarades du PT, en grande partie, n'ont pas une*

*grande formation théorique, mais ont une formation de lutte. »*

Ce n'est donc pas un hasard si le PT est allé jusqu'à prendre des initiatives au niveau international, comme en témoigne par exemple, une résolution de son secrétariat aux relations internationales, le 7 septembre 1982, qui « s'adresse à toutes les organisations et partis ouvriers, démocratiques et anti-impérialistes du Brésil et du monde entier, avec un appel vibrant en défense du Nicaragua et de la révolution centro-américaine. Nous sommes certains que les camarades sauront transformer cet appel en manifestations concrètes, selon les possibilités de chacun. »

Bien évidemment, ces prises de position sont à mettre en relation avec le degré d'organisation et d'activité du prolétariat brésilien lui-même. Mais l'engagement du PT sur une voie internationaliste conséquente n'a pas relevé — et ne relève pas — d'un quelconque automatisme. Les prises de position sur ce terrain ne se sont pas faites sans que s'expriment au sein du parti lui-même des orientations et des forces divergentes et contradictoires.

Le PT participe nécessairement des développements à l'échelle mondiale de la lutte du prolétariat. Et il ne faut jamais oublier qu'à l'échelle mondiale opèrent des forces considérables, liées à l'impérialisme et à la bureaucratie du Kremlin : la tendance du mouvement de la classe à se recomposer autour d'un nouvel axe ne s'affirme pas indépendamment des obstacles qu'elle rencontre. Simultanément, ces mêmes forces sont plongées dans une crise profonde, dont l'origine est la matérialisation de l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Les exemples de la révolution politique en Pologne et des processus révolutionnaires dans toute l'Amérique centrale en sont l'expression la plus avancée.

Mais c'est dans le cadre de cette situation — qui ouvre d'immenses possibi-

lités aux révolutionnaires — que le Conseil général de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) « affirme qu'il n'y a pas de mouvement objectif qui amènerait la classe ouvrière à se dégager du contrôle des appareils et à venir au parti révolutionnaire et à la IV<sup>e</sup> Internationale. »

C'est précisément pour cela que les trotskystes au Brésil — fidèles en cela aux principes de leur programme et à tout l'enseignement de Trotsky — se doivent de jeter toutes leurs forces dans la bataille pour construire et développer le PT, ce qui implique agir pour que celui-ci s'inscrive de plus en plus pleinement et consciemment dans le mouvement historique de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Cela nécessite une attitude intransigeante par rapport aux courants procédant directement ou indirectement du stalinisme qui répercutent au sein du PT sa politique en cherchant à tout moment à porter atteinte à son caractère de parti ouvrier indépendant de l'impérialisme et de la bureaucratie dirigeante d'URSS.

Le Parti des Travailleurs est né, nous avons essayé de le montrer, au sein des luttes des masses exploitées et opprimées du Brésil. Contre le régime militaire, contre l'oppression impérialiste et l'exploitation, la volonté des travailleurs de donner une expression politique à leur combat constitue la base de la constitution et du développement ultérieur du PT. Ce processus s'est accompli dans un contexte national et international qui ont permis que l'orientation dégagée par des dirigeants issue des luttes de la classe ouvrière, l'ait largement emporté sur toutes les tentatives de dénaturer le PT. C'est pourquoi, au-delà du Brésil lui-même, le parti peut se consolider comme un point d'appui des luttes internationales du combat pour le socialisme. Mais on ne saurait espérer que cela se fasse de manière linéaire.

Le rapport adopté par le Conseil général de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre inter-

national de reconstruction), en avril 1984, précisait qu'il fallait « *contribuer avec les courants qui se dégagent de la crise du mouvement ouvrier, à la résolution de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* ».

Dans cette voie, la formation et la trajectoire suivie par le Parti des Travailleurs constituent d'ores et déjà un élément d'importance non seulement au Brésil mais aussi à l'échelle internationale.

15 octobre 1984

J. ADAMASTOR

## DOCUMENT :

### LE « MANIFESTE DES 113 »

Camarades du PT,

Nous sommes convaincus que le PT connaît aujourd'hui un moment très difficile, mais non pas cette crise proclamée par ses ennemis. Face à cela, nous avons décidé de nous regrouper pour une intervention collective dans la vie de notre parti. Nous sommes actuellement face à l'importante tâche de rénovation des directions du parti.

Nous reconnaissons les difficultés que nous traversons, qui proviennent :

- 1.- des problèmes de nos directions pour appliquer la ligne de construction du parti, et
- 2.- de l'offensive extérieure de la part de ceux qui sont contre, et intérieure de la part de ceux qui ne croient pas les travailleurs capables de s'organiser comme politique autonome dans notre pays.

Cependant, nous réaffirmons en ce moment la vigoureuse volonté de milliers de militants qui, s'appuyant sur la reconnaissance de la nécessité historique du PT, veulent faire du parti un des instruments des travailleurs pour construire une société socialiste, où il n'y ait plus d'exploiteurs ni d'exploités.

Nous défendons ainsi le PT comme parti de masse, de luttes, et démocratique. C'est pourquoi nous combattons les positions qui, d'une part tentent de dissoudre dans un front oppositionnel libéral, comme le PMDB, dont l'action parlementaire est parlementaire institutionnelle ; ou qui se laissent séduire par une proposition « socialiste » sans travailleurs comme le PDT. Nous combattons aussi ceux qui, incapables de traduire notre rôle en termes d'une politique effective d'organisation et d'accumulation de forces, se renferment sur une proposition avant-gardiste traditionnelle, qui s'autoproclame représentante de la classe laborieuse. En d'autres termes, nous sommes tout autant contre le comportement individualiste de ceux qui pensent qu'il n'est pas nécessaire d'entendre le parti et qui, à leur propre compte, avancent des propositions conciliatrices, que contre ceux qui, ne se soumettant pas eux non plus à la démocratie interne du parti, se subordonnent à des directions parallèles et donnent la priorité à la propagation de leurs positions politiques, au détriment de celles du propre parti.

Au contraire de ces « illuminés », nous n'avons pas de réponses à tous les problèmes du PT. Nous n'avons pas non plus de recette infaillible pour surmonter la crise économique du pays, pour vaincre la dictature et pour parvenir au pouvoir.

Ce que nous entendons faire, en ouvrant un large processus de débat démocratique — que nous nourrirons par quelques documents produits collectivement et qui seront largement distribués —, c'est contribuer à ce que les propres militants, affiliés et sympathisants du PT puissent élaborer collectivement des lignes directrices

ces claires, capables non seulement d'orienter notre pratique quotidienne et celle de la direction rénovée, mais surtout d'aider la progression et l'unification politique des mouvements des travailleurs.

Nous pensons ainsi qu'il revient actuellement au PT :

1.- de lutter contre la tentative du régime d'établir une politique de trêve et de conciliation, ainsi que de lutter contre l'établissement, par des forces qui se disent d'opposition, d'un pacte social qui vise à l'isolement politique des travailleurs. Nous pensons que de telles propositions ne font que chercher à faire de nouveau payer par la classe laborieuse les frais de la crise économique et sociale ;

2.- de répondre à cette conciliation et à ce pacte par la mobilisation de toutes les forces sociales exploitées qui sont prêtes à lutter pour les nombreuses revendications contenues dans le mot d'ordre Travail, Terre et Liberté ;

3.- de remplir concrètement notre devoir comme parti de masse :

a) en militant intensément dans les mouvements populaires syndicaux, raciaux, culturels et les dites minorités, en contribuant par des propositions concrètes à la conduite de leurs luttes, tout en respectant leur autonomie,

b) en appliquant nos propositions d'affiliations et de constructions de noyaux intensives, afin que les plus larges couches d'exploités puissent participer à la construction du PT et à l'application de sa politique, et

c) en exécutant une politique active de formation politique et culturelle des militants.

Pour mener à bien les propositions ci-dessus, nous pensons que quelques pas en avant sont aussi nécessaires en relation avec la structure et la démocratie interne du parti :

— revaloriser le rôle des noyaux comme instance de réflexion et de délibération, — leur imprimer une dynamique, surtout dirigée par l'action dans les mouvements sociaux et non pas seulement vers la vie interne du parti,

— établir des critères politiques clairs pour le choix et le contrôle des directions du parti et des parlementaires,

— établir, aussi, des critères clairs pour la participation des bases aux décisions du parti,

— décentraliser la structure organisationnelle et financière du parti, atteignant toutes nos bases, que ce soit dans la capitale ou dans l'intérieur de l'Etat,

— créer une presse de parti souple avec un large flux d'informations qui atteignent l'ensemble du parti ; enfin, ouvrir tous les canaux possibles pour la consolidation de la démocratie interne dans le Parti des travailleurs.

Engagés donc, sur ces principes, nous soussignés, militants de diverses régions, secteurs et instances du PT, appelons tous les camarades qui sont d'accord avec ces positions à soutenir et à participer à ce projet qui s'inspire des idées originelles du parti.

Sao Paulo - Le 2 juin 1983

CHRONIQUE :  
LES DEVELOPPEMENTS  
DANS L'ECONOMIE MONDIALE

## **l'économie américaine le dollar et l'endettement**

par Michel DAUBERNY

**A**U cours de l'été 1984, les signes de ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis (+ 3,6 % au 3<sup>e</sup> trimestre au lieu de 7,6 % au trimestre précédent) n'ont pas provoqué les retournements attendus par bien des spécialistes.

*L'inflation n'est pas repartie, les taux d'intérêt demeurent élevés, et le dollar se permet de grimper encore même si son ascension est en « dents de scie ». Selon la formule « ça ne peut plus durer, mais ça dure ! », on voit s'accumuler toutes les conséquences dangereuses de la politique américaine (ruine des pays débiteurs, risques de crise financière internationale...), mais aussi tous les indices d'une poursuite implacable de la même politique.*

*L'histoire des quinze dernières années a montré qu'autour d'une tendance générale au pourrissement de l'économie capitaliste, bien des retournements conjoncturels étaient possibles.*

*Il n'est donc pas dans notre propos de nous lancer dans le jeu des prévisions, encore moins des proclamations, mais d'essayer de dégager les caractéristiques d'un processus en cours, telles que la période récente les a révélées. C'est le but de cette chronique sur le développement de l'économie capitaliste, qui paraîtra régulièrement dans « La Vérité ».*

A ceux, nombreux, qui demandent « jusqu'où ira le dollar ? », le secrétaire d'Etat au Trésor américain répondait fin septembre : « Le dollar fort est une caractéristique de l'administration Reagan. » Si la formule est un bon slogan électoral, elle est aussi le concentré d'une politique de « l'Amérique d'abord », mise en œuvre par Reagan dès son élection en 1980, et sur

laquelle il est nécessaire de revenir brièvement.

Il s'agissait pour les capitalistes américains de reconstituer les conditions d'une relance de leur économie, c'est-à-dire d'améliorer les conditions de mise en valeur du capital. La méthode utilisée allait combiner tous les traits propres à l'impérialisme : recours à



l'ensemble des techniques de relance parasitaires, pillage des pays dominés, drainage des capitaux des autres pays capitalistes.

### La politique du dollar fort

En renforçant l'exploitation des peuples des pays « sous-développés », en mettant le couteau sur la gorge de ses « partenaires », l'impérialisme américain cherchait à faire prendre en charge par le reste du monde la relance économique aux Etats-Unis. Suivant les procédés « classiques » utilisés depuis la guerre de Corée, le moteur de la relance a été le budget militaire, les commandes des armes et de matériel entraînant une reprise dans de nombreux secteurs.

De 1980 à 1983, les dépenses militaires ont augmenté de 63 %. En 1984, elles devaient augmenter encore de 15 %. Une telle progression a provoqué une considérable aggravation du déficit budgétaire qui atteignait 200 milliards de dollars en 1983, soit 25 % du budget ! (1).

Conjointement à cette politique budgétaire, et dans le but de la financer, le gouvernement mettait en œuvre une politique de taux d'intérêts élevés, à l'exemple de ce que Carter avait commencé à faire en 1979. Les Etats-Unis attiraient les capitaux du monde à la recherche de placements rémunérateurs. Dans un premier temps, les capitaux étrangers se plaçaient en bons du Trésor, couvrant en 1982 et 1983 plus de la moitié du financement du déficit budgétaire.

Par la suite, les signes de reprise se manifestant, les perspectives de profits

(1) Mais les années à venir sont aussi engagées. En 1983, le service de la dette représentait (remboursement + intérêts) 109 milliards de dollars sur un budget de 840 milliards de dollars, soit 13 % du total. Il sera encore plus élevé dans les prochaines années, ce qui constituera une dépense incontournable.

se confirmant dans certains secteurs, aux achats de bons du Trésor à court terme succéderont des achats de titres privés (obligations). Les investissements étrangers aux Etats-Unis sous forme de rachats de firmes ou de prises de participation se multiplieront.

Cette ruée des capitaux vers l'Amérique entretenait une demande toujours plus forte de dollars et, par conséquent, une hausse de leur cours, vis-à-vis de toutes les autres monnaies.

Quelques points de repères donnent une idée de l'apparente irrésistible ascension du dollar :

En octobre 1978, le dollar coûtait 3,99 F, en décembre 1983 : 8,30 F, en janvier 1984 : 8,50 F, et en septembre 1984 : 9,70 F. Naturellement, la hausse attire la hausse, plus le dollar se renforce et plus les placements spéculatifs se multiplient.

Plus ou moins impuissants, les autres Etats capitalistes constataient les effets ravageurs de ce dollar de combat, ce qui, une fois de plus, oblige à rappeler que si le dollar est une monnaie, ce n'est pas n'importe quelle monnaie, parce que si les Etats-Unis sont un impérialisme, ils ne sont pas n'importe quel impérialisme.

Le dollar est la monnaie nationale des Etats-Unis mais aussi la monnaie internationale utilisée dans plus de la moitié des échanges opérés sur le marché mondial, et à ce titre, il représente la principale monnaie de réserve détenue par les banques centrales. Cette particularité unique du dollar ne peut s'expliquer que par la place dominante de l'économie américaine. Cette domination n'est pas seulement inscrite dans les seules comparaisons statistiques (PNB, production d'énergie, commerce extérieur...) des Etats-Unis avec l'un ou l'autre des pays capitalistes, mais aussi dans les rapports organiques qui constituent le marché mondial et dont, depuis disons la Seconde

Guerre mondiale, l'Amérique est le moteur.

Si les économies capitalistes et les échanges internationaux se sont reconstitués après la guerre mondiale grâce à la puissance de l'économie américaine entre autres, il faut aussi ajouter qu'à la base de la croissance des économies capitalistes dans les années 1950/1960, il y a l'élément « régulateur » de l'économie d'armement et du parasitisme en général de l'Etat américain.

Moteur pour l'ensemble du système, le fonctionnement parasitaire de l'impérialisme américain était aussi le centre de ses contradictions.

Et lorsque, vers la fin des années 1960, se manifestaient les premiers signes de la crise du système monétaire international, il apparaîtra alors que les moyens artificiels d'entretien de l'accumulation et de la réalisation du capital ne pourront plus longtemps maintenir la fiction du « néo-capitalisme ». A sa manière, Richard Nixon signifiera aux autres nations que les temps sont changés, dans son discours du 15 août 1971. Au nom du capital américain, il expliquera que la défense du système capitaliste passe avant tout par la défense de l'impérialisme dominant (les Etats-Unis) et que le sort des autres Etats capitalistes est subordonné à la préservation de l'ordre économique et social américain.

En supprimant la convertibilité du dollar en or, puis en laissant flotter leur monnaie, les Etats-Unis cherchaient à imposer le cours forcé du dollar, et à en faire une arme dans leur lutte pour « exporter » vers les autres économies leur propre crise.

La politique actuelle du dollar fort, qui permet aux capitalistes américains d'importer à des prix de plus en plus bas, est dans l'exacte ligne des propos de Nixon en 1971, lorsqu'il déclarait : « *Le moment est arrivé pour que les*

*taux de change soient rectifiés et que les principales nations se fassent concurrence sur un pied d'égalité.* »

Cependant, ne nous y trompons pas : l'impérialisme américain, même avec Reagan à sa tête, même s'il s'impose aujourd'hui à ses « partenaires », n'est pas doté du pouvoir miraculeux de dompter les forces anarchiques d'un système capitaliste en décomposition.

Jusqu'à la fin 1982, l'économie américaine tout autant que les autres économies capitalistes subissait toutes les manifestations de la crise mondiale, où se combinent crise économique et crise politique. Il y a eu l'affaire du Watergate et la démission de Nixon, la défaite du Vietnam, l'affaire des otages de Téhéran, la chute du dollar, la montée de l'inflation et du chômage... Dans le même temps, force est de constater qu'aucune autre économie n'a été en mesure de relayer les Etats-Unis, qu'aucune autre monnaie n'a pu remplacer le dollar dans son rôle de monnaie internationale. Lorsque le dollar était en chute libre dans les années 1978-1979, les capitalistes européens et japonais se lamentaient sur le laxisme monétaire de Washington tout comme aujourd'hui ils se lamentent sur le dollar fort. Mais à aucun moment, ils n'ont pu avancer dans la voie d'une reconstruction d'un système monétaire international. « Il faut un nouveau Bretton Woods », déclare François Mitterrand après bien d'autres, comme si un système monétaire était affaire d'imagination et non la manifestation des rapports de force entre les économies capitalistes. Depuis des années, d'innombrables plans ont été inventés pour rétablir « un nouvel ordre économique international ». Pour l'instant, c'est la course aux dollars !

Le capital américain s'appuyant sur sa puissance par rapport aux autres impérialismes tente de préserver ses intérêts, mais il n'est pas moins que les autres à la merci d'un formidable retour de manivelle.

## La reprise aux Etats-Unis

Depuis 1983, la reprise est manifeste. Après deux ans de baisse du PNB, la croissance a été de 3,5 % en 1983. Elle s'est poursuivie au premier trimestre 1984 au rythme annuel impressionnant de 10,1 %, et au deuxième trimestre elle était encore de 7,6 %.

D'autres indicateurs traduisent le même mouvement de croissance. Au cours du premier semestre 1984, la reprise des investissements s'est confirmée : 14,5 % en taux annuel.

Le nombre des chômeurs, qui était de plus de 12 millions fin 1982, est passé à 8,5 millions en juillet 1984. Plusieurs secteurs accroissent leurs profits de façon spectaculaire, à l'exemple de l'industrie automobile (+ 119 % en 1983), mais d'autres enregistrent des pertes non moins spectaculaires comme la sidérurgie.

Derrière les résultats globaux, incontestablement positifs, une réalité plus complexe, comportant d'énormes disparités, ne peut être dissimulée. Disparités dans les secteurs économiques, mais aussi dans la société américaine. Comment ne pas opposer le fait que les 500 plus grandes entreprises US aient augmenté globalement leurs profits de 12,1 % en 1983, à cet autre qui est l'existence révélée officiellement de 35 millions d'Américains vivant en-dessous du seuil minimum de pauvreté.

Une analyse approfondie permettrait de constater les effets sur les conditions d'existence de la grande masse des travailleurs, provoqués tout à la fois par la récession des années 1979/1982, les restructurations industrielles, la « modernisation », la politique anti-ouvrière de Reagan. C'est un retour aux capitalisme sauvage du XIX<sup>e</sup> siècle qui apparaîtrait.

De ce fait, une partie de la reprise se fonde sur l'amélioration des conditions d'exploitation obtenue par les capitalistes, qui se traduit par l'augmentation des gains de productivité

dans de nombreux secteurs (+ 4 % par an depuis 1983), gains obtenus par la politique de « modernisation-licenciements » et la compression des dépenses salariales.

Cependant, une très large part de la reprise demeure « dopée », comme l'écrivait le journaliste du *Monde* Paul Fabra (1), dopée par les dépenses militaires et un recours massif aux crédits bancaires de la plupart des entreprises et des consommateurs, malgré le coût élevé de l'endettement. Mais aussi à cause de ce coût élevé, car nombre d'entreprises ne survivent que grâce au refinancement et au « rééchelonnement » de leurs dettes par de nouveaux crédits.

Les banques et les autres organismes financiers de leur côté se livrent à une sévère concurrence, aggravée par la mise en route de la politique dite de « déréglementation », qui conduit à supprimer les cloisonnements institués depuis les années 1930 entre les différentes catégories d'organismes financiers. « *La hausse des taux à échéance rapprochées a pour effet de renchérir le coût des ressources des banques, lesquelles, pour se rattraper, pratiquent une politique particulièrement agressive de recherche de clients, c'est-à-dire de candidats emprunteurs. Elles se montrent en conséquence de moins en moins regardantes sur la solvabilité des débiteurs, et ces derniers de plus en plus oublieux d'un endettement excessif.* » (2)

Malgré les taux d'intérêt élevés, on assiste depuis plusieurs années à une forte progression de la masse monétaire (indice révélant la progression globale des crédits : à l'Etat, aux entreprises, aux particuliers...).

Au premier trimestre 1984, les crédits aux entreprises ont augmenté de 12,3 % et ceux de l'Etat de 14,2 %.

(2) *Le Monde* 18 et 19 juillet 1984.

Ainsi le système financier américain est devenu à la fois l'un des plus grands emprunteurs du monde, en drainant les capitaux étrangers, et un dispensateur de crédits à un rythme euphorique qui inquiète plus d'un observateur. « *Le secteur des affaires aux Etats-Unis est installé sur une bombe de crédits* », estimait le *Wall Street Journal* du 2 mai 1984.

L'une des inquiétudes les plus souvent exprimées, c'est qu'à la suite d'un incident quelconque, les capitaux étrangers ne se retirent des banques américaines en provoquant une panique financière et l'effondrement de la montagne de dettes.

Or, l'économie américaine, malgré les bons résultats de ces derniers mois, n'est pas à l'abri de tels incidents dont les causes peuvent être multiples.

Le dollar fort n'a pas que des avantages, si on observe la brutale dégradation de la balance commerciale américaine : le déficit est passé de 35 milliards de dollars en 1981 à 70 milliards en 1983, et devrait atteindre les 130 milliards de dollars en 1984.

Pour beaucoup d'entreprises, la hausse du dollar se traduit par une baisse de compétitivité sur les marchés extérieurs et donc par de sérieuses difficultés, consécutives à une chute des exportations. D'un autre côté, la progression des importations met aussi en difficulté les entreprises qui fournissent le marché intérieur. Certes, en contrepartie, les importations exercent une forte pression à la baisse sur les prix, et contribuent au ralentissement de l'inflation. Or plus faible sera l'inflation, plus élevés seront les taux d'intérêt « réels » (3) sans que pour autant les taux ne soient beaucoup plus forts que ceux pratiqués dans d'autres pays.

Mais le danger peut venir de l'extérieur, en contrecoup des conséquences de la politique du dollar fort.

### **Les effets sur le reste du monde de la politique du dollar fort : sur les économies capitalistes développées**

Au cours des derniers mois, les autorités monétaires américaines ont multiplié les éléments de leur dispositif destiné à attirer les capitaux extérieurs : en plus des taux attractifs, le Trésor a ajouté une suppression des prélèvements fiscaux (retenus à la source) sur les placements des non-résidents, et il promet maintenant l'adoption d'une nouvelle procédure garantissant l'anonymat des investisseurs étrangers.

Début octobre, la RFA et la France ont riposté aux mesures du Trésor américain, en supprimant à leur tour les « retenues à la source » sur les placements des non-résidents. Les résultats d'une telle mesure seront peut-être dérisoires, mais la décision traduit à quel point le renforcement du dollar devient dangereux pour les économies européennes déjà en pleine austérité.

La fuite des capitaux (140 milliards de dollars depuis le début de 1984) ne semble pas encore être en soi le problème le plus grave, qui demeure avant tout celui de la hausse du dollar face aux monnaies européennes.

Il suffit de rappeler que le gouvernement français a mis au point pour 1985 le budget le plus meurtrier depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République, et que ce budget a été établi, entre autres, sur les bases d'un dollar à 8,40 F. Dès septembre, avant donc la présentation du budget, le dollar atteignait 9,71 F. L'application même des plans nécessaires aux capitalistes français est remise en cause à moins d'une aggravation des mesures prévues alors que déjà les risques d'explosion sociale sont manifestes.

La hausse du dollar pèse sur les balances commerciales des pays industrialisés, importateurs de pétrole, mais aussi sur leur balance des paiements. Les

(3) idem

dettes contractées en dollars se trouvent rehaussées d'abord par l'augmentation des taux d'intérêt et ensuite par celle du dollar. Ainsi, la dette de la France, dont l'estimation varie de 54 à 74 milliards de dollars, a été, d'avril à septembre 1984, rehaussée de 20 % par le simple fait de la dépréciation du franc vis-à-vis du dollar, sans parler du jeu des variations des taux d'intérêt.

Aux dires des gouvernements des pays de la CEE, la reprise américaine ne pouvait que produire des effets bénéfiques sur les économies européennes. C'était d'ailleurs un argument pour tenter de justifier des politiques de rigueur « en attendant » ; seulement, la reprise est toujours « attendue » en Europe.

Et déjà la manifestation des premiers signes de ralentissement de la croissance américaine en juillet et en août (4) provoque de sourdes inquiétudes dans les milieux capitalistes. Car un fléchissement de l'activité en Amérique pourrait réduire les importations de ce pays.

Or, s'il n'y a pas eu de reprise globale en Europe, certains secteurs ont cependant profité de la vive progression des importations américaines. De là à en conclure que sans la reprise aux Etats-Unis la situation en Europe serait encore pire, il n'y a qu'un pas. Cette inquiétude, on peut la lire dans le bulletin économique du CNPF de septembre 1984 (5), sous la plume de Jacques Plassard :

*« Nous l'avions indiqué voici deux mois et toutes les informations disponibles depuis le confirmant, l'expansion internationale qui avait été exceptionnellement vive en 1983, a connu une franche inflexion à la fin du premier trimestre 1984. Ceci, qui fut visi-*

*ble sans ambiguïté sur des indicateurs portant sur des grandeurs physiques, l'est maintenant sur des évolutions de prix. Le diagnostic optimiste peut être que la phase de reprise "stricto sensu" s'est achevée et que celle d'expansion normale selon un rythme de croisière est commencée, mais les données n'autorisent plus à écarter l'hypothèse d'une interruption de l'expansion.*

*Les productions d'acier et d'aluminium première fusion par le monde libre avaient progressé d'au moins 20 % en 12 mois. Elles plafonnent ou ne progressent guère depuis environ 4 mois. La reprise avait interrompu la baisse de la demande de pétrole aux pays de l'OPEP, il semble qu'à nouveau cette demande s'effrite. Les commandes nouvelles de navires avaient bondi de 90 % pour les trois derniers trimestres de 1983, au premier semestre de 1984, la chute fut de 80 %.* »

*Les exportations des douze principaux pays industrialisés du monde libre ont progressé jusque vers février de cette année, depuis elles plafonnent en expression dollars.*

*On ne doit pas déduire de ces indicateurs qu'il y ait un retournement conjoncturel, c'est-à-dire une baisse de l'activité ; on peut même ne pas retenir l'hypothèse d'une interruption de l'expansion, mais il faut au moins conclure à une inflexion, c'est-à-dire une forte baisse du rythme de l'expansion.* »

Que de précautions pour dire que tout peut arriver !

### **Sur les pays dominés : la crise de l'endettement international**

La hausse des taux d'intérêt et du dollar depuis le début des années 1980 est, à l'égard des pays endettés, une véritable agression, tout particulièrement pour les pays dominés d'Amérique latine.

(4) Il s'agit d'un intérêt effectif perçu une fois déduite la perte due à la hausse des prix.

(5) En août, les commandes de biens durables ont baissé de 0,9 % mais les commandes de biens durables non militaires de - 6,3 %.

Le poids de l'endettement dans les conditions présentes est aussi un facteur de pression de l'impérialisme sur certains pays de l'Europe de l'Est, comme la Roumanie, la Hongrie, la Pologne, ou encore la Yougoslavie qui a dû dernièrement se plier aux exigences du FMI.

Mais l'endettement des pays dominés au cours des derniers mois est devenu un des problèmes majeurs de la crise de l'économie capitaliste. A la fois par son caractère d'agression impérialiste et par sa potentialité à servir de détonateur à un cataclysme financier, que tout le fonctionnement du système rend possible à tout moment.

Depuis le début des années 1970, l'endettement des pays dominés a considérablement augmenté.

De 1975 à 1983, il a été multiplié par 7, passant de 96 à 700 milliards de dollars. Beaucoup de facteurs ont contribué à cette situation. D'abord le besoin de financement pour ces pays pauvres, pillés par les nations impérialistes, en premier lieu pour investir et ensuite de plus en plus souvent, pour consommer (survivre) il faut emprunter. La hausse des coûts pétroliers a pris à la gorge ces pays déjà déficitaires pour beaucoup.

Pour le système bancaire international, de 1974 à 1979, les prêts aux pays pauvres deviennent l'un des principaux moyens de faire fructifier ses capitaux (le « recyclage » des pétro-dollars). Par ailleurs, les grands trusts européens et américains sont partie prenante de ces opérations financières lorsqu'elles sont destinées à des projets d'investissement permettant d'exploiter une main-d'œuvre incomparablement moins coûteuse que celle des pays industrialisés.

Le tableau suivant montre la progression des importations américaines de produits manufacturés (pas des matières premières !) en provenance des pays dominés. Progression qui suit celle de l'endettement.

Importations américaines de produits manufacturés en provenance des pays « en développement »

	1973	1975	1981	1983
En milliards de dollars	4,9	9,3	35	45,7
En % des importations totales américaines	11,5	18,8	24,6	28

Les prêts aux pays dominés n'ont rien d'opérations charitables. Fondamentalement, ils relèvent de l'exploitation capitaliste. De plus, depuis 1979/1980, avec la hausse du dollar, les importations en provenance de ces pays sont réalisés par les Etats-Unis, à des conditions de plus en plus favorables.

Par ailleurs, la hausse des taux d'intérêt et celle du dollar renforcent considérablement le poids du service annuel de la dette (remboursement + les intérêts) conduisant nombre de pays à emprunter à court terme pour assurer ce service, et donc à s'endetter encore plus.

Les banquiers américains, japonais et européens étant évidemment les bénéficiaires de cet engrenage mortel.

Dans son bulletin de janvier 1984, la banque Paribas écrit : « *Sans que les mesures soient prises depuis l'année dernière en faveur de quelques pays très fortement endettés, un phénomène surprenant serait intervenu : alors qu'entre 1970 et 1982, les pays en voie de développement ont reçu en moyenne 10 milliards de dollars par an de flux net (prêts reçus - intérêts et remboursement versés) des banques occidentales, la période 1982-1984 aurait été caractérisée par un flux financier net des pays en voie de développement vers les banques, de l'ordre de 12 milliards de dollars par an.* »

Disons que pour certains pays, la projection de Paribas s'était déjà vérifiée : lors de la réunion des pays d'Amérique latine les plus endettés, à Mar del Plata mi septembre, le Président argentin Raoul Alfonsín rappelait qu'en 1982 et

1983, l'Amérique latine s'était convertie en exportatrice nette de capitaux vers les pays créanciers pour un montant de 50 milliards de dollars. Une telle accentuation de la ponction de la plus-value prélevée sur les peuples dominés ne pourrait que conduire à des situations explosives dans ces pays, à tel point que des gouvernements pourtant tout dévoués à l'impérialisme se déclareraient dans l'impossibilité d'assurer le règlement de leurs dettes, à moins d'une aide conséquente de la part de leurs créanciers.

Mais l'accumulation des créances « douteuses » détenues par les grandes banques n'encourageait pas ces dernières à répondre sans « garanties » aux demandes nouvelles de crédits. En même temps, il n'était pas possible d'envisager sans réagir l'éventualité de défauts de paiement en chaîne, qui risquerait de faire s'écrouler l'édifice financier international.

Aussi on a vu depuis la première menace sérieuse de crise, provoquée par l'étranglement du Mexique en 1982, se multiplier les accords de rééchelonnement de dettes, généralement sous la houlette du FMI. En 1983, près de la moitié de l'endettement international a été soumis à ce genre de procédure.

De quoi s'agit-il ? Certainement pas de diminuer l'endettement mais bien plutôt de l'augmenter. En effet, les dettes sont soit remboursables après une suspension, un délai de 2 ou 3 ans, soit sur une plus longue échéance que celle prévue initialement, mais dans les deux cas les intérêts courent plus longtemps ! Souvent, en complément de ce type de mesures, s'ajoutent des prêts à court et moyen terme destinés à régler les échéances les plus brûlantes. Dans tous les cas, au bout du compte, les pays endettés sont encore plus endettés.

L'intervention du FMI, qui bien souvent conditionne l'opération, consiste à établir un « plan » destiné à redres-

ser l'économie des pays endettés, pour leur permettre de régler les échéances à venir. Le FMI agit en l'occurrence comme fondé de pouvoir du capital financier international, et avant tout du capital financier américain.

Il dicte aux pays concernés les mesures d'austérité à prendre pour dégager la plus-value qui éteindra la dette. Voilà comment la Banque des règlements internationaux concevait ces mesures : « *d'une part la mise en œuvre de politiques macro-économiques destinées à atténuer la pression de la demande interne et à freiner l'inflation constitue un préalable* ». Réduire la demande interne, c'est avant tout réduire la consommation des masses souvent sous-alimentées, en réduisant le pouvoir d'achat. Le Mexique, officiellement, annonçait une baisse de 42 % du pouvoir d'achat du salaire minimum en 1983.

« *D'autre part, les pays qui ont dans le même temps maintenu leur marché ouvert, et créé des industries d'exportation hautement compétitives, ont bénéficié bien davantage de la reprise de la croissance dans les pays industrialisés que ceux qui ont appliqué des politiques de développement tournées vers l'intérieur et fondées sur la substitution de produits nationaux aux importations* », ajoute la Banque des règlements internationaux. Il faut donc, profitant des coûts salariaux en baisse (pour réduire la demande), baisse qui assure la haute compétitivité, produire pour exporter.

Qu'importe les besoins des peuples aux banquiers de Wall Street, c'est de leurs profits qu'il s'agit !

Devant les menaces de défaut de paiement et leurs conséquences sur le système bancaire, le directeur général du FMI déclarait, le 17 mai dernier : « *Il serait maintenant souhaitable que les accords de réaménagement de la dette pour les pays comme le Mexique, qui ont réalisé des progrès substantiels sur la voie de l'ajustement, s'inscrivent*

*dans un cadre à plus long terme... Cela contribuerait à recréer les conditions nécessaires à un rétablissement de l'accès aux marchés financiers et à redonner confiance dans le système. »*

Il recevait peu de temps après le soutien du Président de la FED, la banque centrale des Etats-Unis., M. Volcker, pour demander que les créanciers allègent les charges de la dette pour les bons débiteurs.

Cette orientation se trouvait concrétisée dans l'accord, qualifié « d'exemplaire » passé début septembre entre le Mexique et les représentants de ses banques créancières. Il suffit d'analyser brièvement les termes de cet accord pour voir que derrière la carotte d'une réduction des taux pratiqués (6) et de l'allongement des délais de remboursement, le bâton est de taille.

Tout d'abord « *le rééchelonnement obtenu prend en compte une procédure mise au point avec le FMI pour tenir les banques créditrices informées* » de la politique du Mexique et de ses performances économiques, « *une clause permettant à ces banques de suspendre le rééchelonnement si elles pensent que ce pays se dirige à nouveau vers une politique désastreuse* » (*Le Monde*, 11.09.1984).

Ensuite, les banques pourront lier leurs crédits au financement d'exportations en provenance de leurs propres pays « *cette disposition ayant été réclamée surtout par les banques françaises* » note *Le Monde*.

Les conditions ainsi posées dans cet accord relèvent d'un type de rapport entre les pays qui ne diffère guère du colonialisme pur et simple.

Ainsi « l'accord exemplaire » n'est pas autre chose qu'un renforcement des moyens de pression et de chantage du capital financier international, sur le gouvernement du Mexique, pour qu'il saigne encore plus son peuple. C'est à

ce même type d'accord que les autres pays endettés se trouvent confrontés. La demande des banques françaises est révélatrice du comportement des impérialismes de second ordre qui, « réduits à la portion congrue », tentent féroce de défendre cette portion sur le dos des peuples les plus démunis.

Il ne fait aucun doute que l'accord exemplaire avec le Mexique, à la suite des déclarations du directeur du FMI et du Président de la FED, traduit aussi l'angoisse des banquiers sur le sort de leurs créances. Et les rééchelonnements pourraient bien se révéler rapidement n'avoir été que de nouvelles « fuites en avant », surtout si la croissance se réduit aux Etats-Unis entraînant une baisse de leurs importations et, par conséquent, une baisse des exportations des pays endettés, donc des moyens de remboursement !

### Un système toujours plus fragile

La fragilité du système financier international n'apparaît pas seulement devant les risques de faillite de certains pays parmi les plus endettés mais aussi au cœur de ce système à Wall Street.

Un sérieux coup de semonce a été tiré lorsque courant mai, la huitième banque des Etats-Unis, la Continental Illinois, a dû être in extremis soutenue par la Banque Centrale, grâce à une avance de 4,5 milliards de dollars. Cela n'a pas été suffisant et, début juillet, les autorités monétaires, après d'autres avances versées, devaient procéder à la quasi-nationalisation de la Continental Illinois. Comme d'autres banques, elle était engagée sur nombre de pays d'Amérique latine, mais aussi sur des entreprises américaines en difficulté (dans le secteur pétrolier surtout).

L'accumulation des créances douteuses mettait en doute la bonne santé de la banque, et, en quelques jours, les retraits de dépôts se précipitaient, obli-

(6) Chroniques d'actualité de la SEDEIS.



geant la FED à disposer un filet de sécurité au prix de plusieurs milliards de dollars.

Depuis, d'autres banques ont été suspectées, comme la quatrième banque des Etats-Unis, la Manufacturers Hanover Trust, plus engagée que toutes les autres banques sur l'Amérique latine (174 % de ses fonds propres et 10 % de ses actifs).

Plusieurs banques ont fait état de pertes ces derniers mois, en particulier la

First National Bank of Chicago (vingtième banque américaine).

C'est dans tout cet ensemble de tendances qu'il faut situer les évolutions du dollar et des taux d'intérêt. Le 20 septembre, le dollar était monté à 9,71 F, et toutes les banques centrales étaient intervenues pour freiner cette progression, la Banque de France, celle d'Allemagne, mais aussi, fait inhabituel, celle des Etats-Unis, car, aux dires d'un responsable américain, « il y avait des risques de désordre sur le marché de New York ». Jusqu'où ne pas aller trop loin... avant d'y être !

M. DAUBERNY

Un système toujours plus fragile... L'accumulation des créances douteuses... la Banque Centrale... les Etats-Unis... les risques de désordre sur le marché de New York...

Tout d'abord « le réajustement... l'allocaion des devises de réserve... le dollar... le marché de New York... les risques de désordre... M. DAUBERNY

CHRONIQUE : DEFENSE DU MARXISME

NOUVEAU STYLE ET VIEILLE TECHNIQUE :

## quand le PCF « édite » Trotsky

**U**N livre sur Trotsky vient de paraître. Il s'agit d'un choix de textes précédés d'une introduction de J.P. Scot, militant du PCF. Celui-ci nous invite à lire ou relire Trotsky et prétend vouloir resituer scientifiquement son rôle politique et idéologique.

Il faut en finir, ajoute-t-il « avec le long silence qui a suivi le temps des condamnations ».

Quarante ans après l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline, y aurait-il du nouveau sous le ciel des staliniens qui n'en seraient plus tout à fait ?

Avant d'aborder les trois questions qui nous ont paru les plus importantes, la théorie de la révolution permanente, la nature de l'URSS et la Quatrième Internationale, quelques remarques nous semblent indispensables. Jean-Paul Scot prétend rompre avec les vieilles techniques de l'appareil qu'il défend, c'est-à-dire avec les falsifications de l'histoire, les trucages de textes, les silences et les interprétations tendancieuses. Jugeons sur pièces.

• Au dos de la couverture de son livre, on peut lire en guise de présentation : « Pourquoi lire Trotsky aujourd'hui ? Tout simplement pour le situer dans l'histoire vivante du marxisme. En effet, il ne suffit pas de rétablir sa place dans la révolution russe et le mouvement révolutionnaire de 1917 à 1928 » ?

De 1917 à 1928 ? Pourquoi ces dates, alors que Trotsky a commencé son

activité de marxiste bien avant 1917 et l'a poursuivie jusqu'à son dernier souffle le 23 août 1940 ?

Serait-ce que pour l'historien « new look » Jean-Paul Scot, dès lors que Staline considère l'activité de Trotsky jusqu'en 1917 comme contre-révolutionnaire, elle le devient également pour lui ? De même pour la période postérieure à 1928, dès lors que Staline décide de frapper plus fort

l'opposition de gauche et d'expulser Trotsky, ce dernier ne serait plus un révolutionnaire mais deviendrait un simple « exilé » comme le souligne Scot dans son introduction (page 20) ?

- L'auteur du PCF ne semble pas non plus très au courant des dates auxquelles Trotsky a écrit plusieurs de ses livres parmi les plus importants.

C'est ainsi que pour son livre « La révolution permanente » écrit en 1928-1929, le lecteur de Scot a le choix entre deux années : page 41 l'ouvrage est daté de 1936 et dans la chronologie, il aurait été écrit entre 1930 et 1933 ! Il en va de même pour la « La révolution défigurée » et « L'internationale communiste après Lénine ».

Cependant écrire comme le fait Scot qu'au cours des années 1930-1933 Trotsky aurait consacré l'essentiel de son temps aux livres que nous venons de citer ne relève pas d'une étourderie. Cela permet de laisser supposer que pendant cette période le principal responsable de l'opposition de gauche se serait désintéressé de la lutte des classes en Allemagne, de la politique de Staline qui, assimilant le nazisme et la social-démocratie, frayait le chemin du pouvoir à Hitler.

En effet, dans la chronologie censée selon Scot « **situer les principaux événements de la vie de Trotsky** » un seul texte consacré à l'Allemagne est cité, alors que Trotsky a suivi très attentivement les événements de ce pays, et qu'il a à chaque nouvelle phase de la lutte des classes sonné l'alarme sur la politique criminelle de Staline et combattu pour le front unique ouvrier contre les nazis.

- Les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (1919-1922) subissent sous la plume de Scot un traitement particulier. D'une part, le IV<sup>e</sup> Congrès tenu en 1922 et qui a vu se dérouler des discussions importantes sur la question du « gouvernement ouvrier » n'est même pas mentionné.

D'autre part, si les trois premiers congrès sont signalés, Scot n'a pas jugé utile d'informer ses lecteurs que les manifestes des 4 congrès ont été rédigés par Trotsky. Cela évidemment ne cadre pas avec l'idée du militant du PCF selon laquelle le « **rapprochement de 1917 était éphémère car de nouvelles divergences se manifestent de 1918 à 1921** ». Enfin, pour l'année 1924, Scot « oublie » de citer la publication à Moscou d'un livre intitulé « Les cinq premières années de l'Internationale Communiste » dans lequel sont regroupés manifestes, discours, articles de Trotsky qui montrent que sur les points fondamentaux du bolchévisme, il existait un accord total entre lui et Lénine.

Le procédé est identique sur le fond pour le VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale qui se tient en 1928, après la défaite du prolétariat chinois organisée par la direction stalinienne. Jean-Paul Scot ignore la tenue de ce congrès parce qu'il lui aurait été difficile de cacher qu'à cette occasion Trotsky avait rédigé une « Critique du programme de l'Internationale Communiste » dans laquelle il démontrait clairement que la politique de Staline n'avait rien à voir avec celle de Lénine.

- A propos du texte, « les leçons d'octobre » dans lequel comme son titre l'indique, Trotsky tire les enseignements de la révolution, Jean-Paul Scot affirme (page 241) : « Cet essai fut publié en octobre 1924. Il rompt avec la trêve politique consécutive à la mort de Lénine et sera à l'**origine** de la polémique sur le trotskysme qui aboutit à l'isolement de Trotsky en janvier 1925 ». En d'autres termes, selon J.P. Scot qui décidément ne fait pas preuve d'une grande capacité d'innovation, Trotsky serait le responsable de la lutte que Staline, oublié alors à Kamenev et à Zinoviev (futurs victimes des procès de Moscou) ont alors entamé contre la théorie de la révolution permanente, ce que confirme la

présentation de cet épisode que l'on trouve page 15 de l'introduction. La réalité est tout autre. Le dénigrement de Trotsky, la présentation faussée de ses rapports politiques avec Lénine, avaient commencé bien plus tôt — dès que la maladie avait écarté Lénine.

C'est par conséquent en réponse à ces intrigues et afin de situer le débat sur le terrain politique que Trotsky écrit « les leçons d'octobre » dans lesquelles il rappelle les positions menchéviques adoptées en mars 1917 par certains des « vieux bolchéviks » dont Lénine déjà en 1913, disait : « ils ne savent pas penser, ils ne font qu'apprendre par cœur des mots » (tome 35). Et toujours au sujet de cette période au cours de laquelle Trotsky, malgré les campagnes de calomnies dont il est l'objet, se bat pour la démocratie et l'unité du parti, Jean-Paul Scot a une façon particulière de rendre compte de la publication du testament de Lénine à l'étranger.

Il écrit :

**« Le 16 octobre, Trotsky s'engage avec les dirigeants de l'opposition à cesser toute activité fractionnelle et à défendre ses idées uniquement dans les formes fixées par les statuts et les décisions des congrès et des comités centraux. Mais la publication du texte intégral du Testament de Lénine par un ami de Trotsky dans le "New York Times" entraîne le 26 octobre son expulsion du Bureau Politique ».**

Max Eastman il est vrai, sympathisait à cette époque avec Trotsky. Cependant, relaté de cette façon, cet épisode laisse croire, à la duplicité de Trotsky qui, d'un côté, s'engagerait à respecter la discipline du parti et, de l'autre, ferait publier le Testament de Lénine dans lequel celui-ci portait un jugement particulièrement défavorable sur Staline. Trotsky serait de la sorte responsable de sa propre expulsion du Bureau Politique. L'honnêteté, mais est-ce ce qui est demandé de J.P. Scot,

aurait nécessité de donner sur cette question l'avis du principal intéressé :

**« Eastman publie ce document sans me consulter, ni qui que ce soit d'autre, il accentua ainsi terriblement à l'intérieur de l'Union Soviétique, au sein du Politburo, la lutte interne qui marqua le début de la scission. Pour notre part, nous essayions d'éviter cette scission ». ( Trotsky, Commission Devey).**

- Dans la chronologie, à l'année 1934, on lit : « **Rakovski se rallie au régime** ». Pas un mot de plus. Il n'était pourtant pas difficile d'écrire que Rakovsky venait de subir des années de persécution, et de maladie au lieu de laisser supposer un ralliement de bon gré. Signalons également qu'à la lecture de sa notice biographique, le lecteur ne sait pas qu'il fut le principal compagnon de Trotsky dans l'opposition de gauche.

- Dans les années 1930, Trotsky vit, pour reprendre une expression connue, sur « une planète sans visa ».

Tous les gouvernements veulent s'en débarrasser, et le Kremlin, relayé par ses agences nationales comme le PCF, ne se prive pas d'exercer à cette fin, les pressions nécessaires. Sous la plume de J.P. Scot, cela devient : « 1935, Trotsky s'installe en Norvège », « 1936, Trotsky s'embarque pour le Mexique ».

Etait-ce difficile d'écrire : expulsé de tel pays, Trotsky est contraint d'en changer plutôt que de laisser croire à une instabilité chronique ou à un goût prononcé pour les démenagements ?

- 1940, Scot écrit : « **Trotski assassiné sur son ordre (celui de Staline) le 20 août 1940** ». Les belles âmes nous diront qu'ici le propos est incontestable. Les dirigeants du PCF reconnaissent que Staline est bien le responsable de la mort de Trotsky. Mais la phrase citée plus haut est incomplète : « **Trotsky assassiné sur son ordre le 20 août 1940 comme le confirme le com-**

**muniste mexicain Valentin Campa** », dans un livre publié en 1978 où ce stalinien mexicain relate ses mémoires. Pendant près de 40 ans ce dernier a gardé le silence, pendant près de 40 ans, le Kremlin lui avait demandé de se taire, et il s'est tu.

En 1978, pour que son parti puisse plus efficacement remplir son rôle contre-révolutionnaire, il faut convaincre de son indépendance vis-à-vis de Moscou. Quelle meilleure preuve, que « la révélation » de Campa qui « révèle » ce que l'on savait : Staline a fait tuer Trotsky. Il le révèle parce qu'il n'est plus possible de faire autrement. Comme il n'est plus possible de faire croire que Trotsky fut tantôt un agent de Hitler tantôt un agent de Churchill et quelquefois les deux en même temps, selon les besoins changeants de la bureaucratie du Kremlin.

J.P. Scot écrit parce que Campa l'a déjà fait, et Campa l'a fait à la demande du Kremlin. Dès lors, on comprend mieux les raisons d'une absence de choix dans la chronologie censée « **situer les événements principaux de la vie de Trotsky** ». A l'année 1938, on a beau lire et relire, on ne trouve rien sur la mort de Léon Sédov, fils de Trotsky et inlassable combattant de la révolution dès son plus jeune âge.

Le 16 février 1938, celui que Staline considérait comme son ennemi n° 2, meurt assassiné par le Guépéou dans une clinique parisienne. Pour Trotsky et les trotskystes, le coup fut très rude. Pour le stalinien J.P. Scot, cet épisode n'existe pas.

Ou plutôt, il existe, mais un autre Valentin Campa n'a pas jusqu'à aujourd'hui donné l'autorisation de dire ce qui s'est réellement passé et J.P. Scot obéit...

• Enfin au sujet de la théorie de la révolution permanente, deux ultimes remarques :

a) Jean-Paul Scot affirme : « C'est en 1904 que Trotsky emprunte à Parvus Helfand les bases économiques de sa future théorie... Parvus était russe, militant dans le parti social-démocrate allemand et collaborateur de **revues menchéviques** ».

Il est exact que Parvus a développé certains éléments qui se recourent avec l'analyse que Trotsky fait du caractère de la révolution russe. Cependant, se contenter d'écrire cela revient à cautionner une vieille idée stalinienne, selon laquelle la théorie de la révolution permanente est fautive puisque ses bases ont été jetées par un menchévik. Un minimum d'honnêteté aurait consisté à préciser que Lénine lui-même avait fait un compte-rendu élogieux d'un livre de Parvus dans lequel celui-ci exposait les grandes lignes de ses travaux. En effet Lénine recommande la lecture du livre de celui qu'il nomme le « **publiciste allemand de talent** » et dans lequel il a trouvé « **des remarques extrêmement intéressantes** » (tome 4, page 65).

b) En mai 1917, Lénine attribue à tort à Trotsky le mot d'ordre « Pas un tsar, un gouvernement ouvrier ». Dans leur combat, contre la théorie de la révolution permanente les staliniens se sont saisis de ce faux procès intenté par Lénine à Trotsky.

A ce dernier qui prétendait à juste titre que par ses thèses d'avril, Lénine avait réévalué ses positions antérieures, le chœur des bureaucrates répondit que preuve du contraire était notamment donnée par cette phrase de Lénine. Mais il est aujourd'hui difficile d'accorder la paternité de ce mot d'ordre à Trotsky, et J.P. Scot en tient compte de cette impossibilité, ...d'une manière qui n'a rien à envier à celles employées par le procureur des procès de Moscou.

Qu'on en juge.

« **On ne peut également conclure** écrit-il **que Lénine se soit rallié à la théorie**

de la révolution permanente puisqu'il n'a cessé de s'opposer à ses conclusions pratiques. En mai 1917 encore, à la VII<sup>e</sup> conférence du parti, même s'il prête à tort à Trotski le mot d'ordre "Pas de tsar, gouvernement ouvrier", il estime que ce slogan est faux ».

Le procédé est proprement admirable. Trotsky n'a pas avancé ce mot d'ordre que Lénine lui prête à tort.

Mais J.P. Scot décrète que ce mot d'ordre représentait la conclusion pratique de la théorie de la révolution permanente. C'est donc comme si Trotsky lui-même l'avait mis en avant. Et comme Lénine le repousse, preuve est faite qu'il était opposé à la théorie de la révolution permanente. Ah, les prouesses de la dialectique stalinienne !

**Jean-Paul Scot  
contre la théorie  
de la révolution permanente,  
contre Trotsky et...  
contre Lénine**

« Nous refusons écrit-il l'amalgame de la stratégie de Lénine et de la théorie de Trotski. Il est impossible de penser que par ses thèses d'avril, Lénine en 1917 accepte tacitement la révolution permanente ».

La révolution russe avait posé de nombreux problèmes aux marxistes russes du début du siècle. Comment purifier la société des vestiges de la féodalité ? La bourgeoisie peut-elle se mettre à la tête de la révolution démocratique ? Quel rôle, quelle place pour la classe ouvrière ? Quel type d'alliance réaliser pour le triomphe de la révolution ? La paysannerie peut-elle par ses propres moyens, résoudre la question agraire ?

En ce qui concerne la révolution russe à venir, Trotsky, dès 1905, offrait dans son livre « **Bilan et perspectives** », une théorie de la marche de la révolution et du rôle du prolétariat russe dans celle-ci. Dans un discours prononcé à

Copenhague en 1932, Trotsky donna un « court résumé de tout l'écrit de 1905 » :

« D'après ses tâches immédiates, la révolution russe est une révolution bourgeoise. Mais la bourgeoisie russe est anti-révolutionnaire. Par conséquent la victoire de la révolution n'est possible que comme une victoire du prolétariat. Or, le prolétariat victorieux ne s'arrêtera pas au programme de la révolution bourgeoise, il passera au programme du socialisme. La révolution russe deviendra la première étape de la révolution socialiste mondiale ».

C'est là, ajoute Trotsky « la théorie de la révolution permanente édiflée par moi en 1905 ».

De cette définition de la théorie de la révolution permanente, il est possible de déduire que :

1) Trotsky ne nie pas le caractère bourgeois de la révolution quant à ses tâches immédiates

2) Trotsky ne confond pas démocratie et socialisme

3) Trotsky fonde sa prévision de la dictature du prolétariat sur l'inexistence d'une autre force que la classe ouvrière pour réaliser les tâches démocratiques bourgeoises.

4) La prise du pouvoir par le prolétariat en tant qu'agent de la révolution agraire, ouvre la perspective de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste. Par là, la première se noue avec la première étape de la seconde.

5) Cette révolution socialiste ne pouvant triompher totalement que par la révolution internationale.

Les différences entre cette conception et celle de Lénine portaient sur le type d'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie dans la révolution démocratique. Quelle classe, quel(s) parti(s) assureraient la direction dans cette col-

laboration entre les deux classes... Par conséquent, la dictature qui permettrait la révolution démocratique bourgeoise serait-elle une dictature démocratique à direction paysanne, ou bien la dictature du prolétariat appuyé sur la paysannerie. En d'autres termes, la paysannerie pouvait-elle par ses propres forces, résoudre son problème historique ? Pouvait-il exister un parti paysan à la fois anti-bourgeois et indépendant du prolétariat ? Trotsky pensait que non.

Pour lui, la révolution démocratique bourgeoise avait pour préalable l'existence de la dictature du prolétariat. Sur ces questions, la formule algébrique de Lénine, « la dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie » laissait planer une ambiguïté.

Discuter de ce problème nécessite de revenir sur les faits, la révolution russe, et sur les textes, ceux de Lénine et de Trotsky.

La société russe de 1917 comportait des éléments de féodalité dont la disparition relevait de la révolution démocratique bourgeoise. La résolution de ces problèmes (terre, nationalités) fondait le contenu bourgeois des tâches immédiates de la révolution. Les mesures nécessaires pour les accomplir furent prises au lendemain de la révolution qui avait porté le prolétariat au pouvoir. Cette prise du pouvoir instaurait la dictature du prolétariat, seul régime capable de permettre la réalisation des tâches qui, par leur contenu, relevaient de la révolution bourgeoise et inaugurerait par là même la révolution socialiste, partie de la révolution mondiale.

Pour le 4<sup>e</sup> anniversaire de la révolution, Lénine écrivait un article dans lequel il revenait sur l'année 1917. Quelles étaient, se demande Lénine, « les manifestations essentielles, survivances et vestiges du servage en Russie à la veille de 1917 ? La monarchie, les castes, la propriété terrienne et la jouissance du sol, la situation de la

**femme, la religion, l'oppression des nationalités** » (tome 33, page 44). Par conséquent, « le contenu démocratique bourgeois de la révolution, c'est l'élimination des coutumes moyennageuses, du servage, du féodalisme dans les rapports sociaux (régime, institutions) ». (tome 33, page 44).

Cette élimination va se dérouler après la prise du pouvoir, durant les premières semaines qui suivent la révolution d'octobre. C'est ce que confirme Lénine dans le discours prononcé sur les thèses qu'il présentait au 1<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale Communiste : « Le premier pas de notre gouvernement prolétarien consista en ce que les vieilles revendications de toute la paysannerie exprimées encore sous Kerenski par les soviets et les assemblées de paysans, furent réalisées par la loi édictée par notre gouvernement le 26 octobre 1917, le LENDEMAIN de la révolution » (1<sup>er</sup> Congrès de l'IC).

De même, pour le 4<sup>e</sup> anniversaire de la révolution : « il n'est pas un seul pays, parmi les plus avancés du monde, où ces questions aient été résolues jusqu'au bout dans le sens démocratique bourgeois. Chez nous, elles ont été résolues jusqu'au bout par la législation de la révolution d'octobre ». (tome 33, page 45)

Ainsi dans sa première étape, « après l'insurrection du 25 octobre 1917, la révolution a connu un stade de lutte "démocratique générale", c'est-à-dire démocratique bourgeois quant au fond ». (tome 31, page 150).

Mais cette révolution démocratique bourgeoise n'a pu être réalisée qu'en raison de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. En octobre 1917, c'est bien le prolétariat qui renverse la bourgeoisie et instaure sa dictature, soutenu en cela par la paysannerie. C'est donc la victoire du prolétariat qui donne la possibilité d'apporter une réponse aux revendications démocratiques bourgeoises : « seule la révolution d'octobre, seule la victoire de la classe

laboration entre les deux classes... Par conséquent, la dictature qui permettrait la révolution démocratique bourgeoise serait-elle une dictature démocratique à direction paysanne, ou bien la dictature du prolétariat appuyé sur la paysannerie. En d'autres termes, la paysannerie pouvait-elle par ses propres forces, résoudre son problème historique ? Pouvait-il exister un parti paysan à la fois anti-bourgeois et indépendant du prolétariat ? Trotsky pensait que non.

Pour lui, la révolution démocratique bourgeoise avait pour préalable l'existence de la dictature du prolétariat. Sur ces questions, la formule algébrique de Lénine, « la dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie » laissait planer une ambiguïté.

Discuter de ce problème nécessite de revenir sur les faits, la révolution russe, et sur les textes, ceux de Lénine et de Trotsky.

La société russe de 1917 comportait des éléments de féodalité dont la disparition relevait de la révolution démocratique bourgeoise. La résolution de ces problèmes (terre, nationalités) fondait le contenu bourgeois des tâches immédiates de la révolution. Les mesures nécessaires pour les accomplir furent prises au lendemain de la révolution qui avait porté le prolétariat au pouvoir. Cette prise du pouvoir instaurait la dictature du prolétariat, seul régime capable de permettre la réalisation des tâches qui, par leur contenu, relevaient de la révolution bourgeoise et inaugurerait par là même la révolution socialiste, partie de la révolution mondiale.

Pour le 4<sup>e</sup> anniversaire de la révolution, Lénine écrivait un article dans lequel il revenait sur l'année 1917. Quelles étaient, se demande Lénine, « les manifestations essentielles, survivances et vestiges du servage en Russie à la veille de 1917 ? La monarchie, les castes, la propriété terrienne et la jouissance du sol, la situation de la

**femme, la religion, l'oppression des nationalités** » (tome 33, page 44). Par conséquent, « le contenu démocratique bourgeois de la révolution, c'est l'élimination des coutumes moyennageuses, du servage, du féodalisme dans les rapports sociaux (régime, institutions) ». (tome 33, page 44).

Cette élimination va se dérouler après la prise du pouvoir, durant les premières semaines qui suivent la révolution d'octobre. C'est ce que confirme Lénine dans le discours prononcé sur les thèses qu'il présentait au 1<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale Communiste : « Le premier pas de notre gouvernement prolétarien consista en ce que les vieilles revendications de toute la paysannerie exprimées encore sous Kerenski par les soviets et les assemblées de paysans, furent réalisées par la loi édictée par notre gouvernement le 26 octobre 1917, le LENDemain de la révolution » (1<sup>er</sup> Congrès de l'IC).

De même, pour le 4<sup>e</sup> anniversaire de la révolution : « il n'est pas un seul pays, parmi les plus avancés du monde, où ces questions aient été résolues jusqu'au bout dans le sens démocratique bourgeois. Chez nous, elles ont été résolues jusqu'au bout par la législation de la révolution d'octobre ». (tome 33, page 45)

Ainsi dans sa première étape, « après l'insurrection du 25 octobre 1917, la révolution a connu un stade de lutte "démocratique générale", c'est-à-dire démocratique bourgeois quant au fond ». (tome 31, page 150).

Mais cette révolution démocratique bourgeoise n'a pu être réalisée qu'en raison de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. En octobre 1917, c'est bien le prolétariat qui renverse la bourgeoisie et instaure sa dictature, soutenu en cela par la paysannerie. C'est donc la victoire du prolétariat qui donne la possibilité d'apporter une réponse aux revendications démocratiques bourgeoises : « seule la révolution d'octobre, seule la victoire de la classe



ouvrière dans les villes, seul le pouvoir des soviets, a permis de débarrasser en fait toute la Russie de bout en bout, de la plaie du vieil héritage qu'était le seruage, de l'ancienne exploitation des serfs, de la propriété féodale et de l'oppression par les propriétaires fonciers de la paysannerie dans son ensemble de tous les paysans sans distinction ». (tome 28, pages 350-351).

Cette « révolution prolétarienne » comme l'appelle Lénine (tome 29, page 316) permet au prolétariat de « conquérir par lui-même le pouvoir d'Etat, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, comme l'instrument de sa classe, pour gagner les sympathies de la majorité des travailleurs ». C'est ainsi que le prolétariat de Russie a conquis sur les socialistes-révolutionnaires la paysannerie et cela littéralement quelques heures après avoir pris le pouvoir d'Etat ». (tome 30, page 271).

Pour Lénine, les choses sont claires : la révolution démocratique bourgeoise était impossible sans la dictature du prolétariat. Une proposition d'exclusion d'un responsable du parti lui permet de préciser ce point 2 mois seulement après octobre : « Le travail en commun est impossible dans les rangs d'un même parti avec un homme qui ne comprend pas la nécessité de la dictature du prolétariat, reconnue par le programme de notre parti, un homme qui ne comprend pas que sans cette dictature... un bouleversement non seulement socialiste, mais simplement démocratique conséquent est impensable ». (tome 42, page 33).

Et cette impossibilité de satisfaire les revendications démocratiques sans que le prolétariat établisse son pouvoir, Lénine la déduit de l'incapacité de la paysannerie de constituer une force indépendante de la bourgeoisie ou du prolétariat.

« La campagne ne peut-être l'égale de la ville, dans les conditions historiques de notre époque. La ville entraîne nécessairement la campagne. La cam-

pagne nécessairement suit la ville. La question est simplement de savoir quelle classe parmi les classes de la ville saura entraîner la campagne ». (tome 30, pages 363-364).

Cherchant un dirigeant, la paysannerie se tourne vers le prolétariat, en raison de la faiblesse d'une bourgeoisie liée aux propriétaires fonciers et craignant le mouvement de la classe ouvrière :

« Les paysans s'étaient déjà dans leur ensemble tournés contre les propriétaires fonciers, avaient soutenu la classe ouvrière en laquelle ils voyaient l'exécutrice de la volonté des masses rurales, les véritables combattants ouvriers et non ceux qui, alliés aux propriétaires fonciers, trahissaient la paysannerie ». (tome 30, page 129).

Cependant, une fois au pouvoir, le prolétariat ne se contente pas, et ceci dès la première période (du 25 octobre au 5 janvier 1918) de nettoyer la Russie de toute trace de la féodalité, mais il réalise les premiers pas vers le socialisme.

« La révolution était-elle alors bourgeoise ? Oui, certes pour autant que nous avons achevé la révolution démocratique bourgeoise et qu'il n'y avait pas encore de lutte des classes au sein de la paysannerie. Mais, dans le même temps, nous avons fait énormément de choses en plus de la révolution bourgeoise, pour la révolution socialiste, prolétarienne.

1) Nous avons déployé comme jamais la force de classe ouvrière pour qu'elle utilisât le pouvoir d'Etat.

(...)

3) Nous avons créé le type soviétique de l'Etat, gigantesque pas en avant après 1793 et 1871 ». (tome 33, page 12).

A plusieurs reprises, après octobre 1917, Lénine tirera la leçon fondamentale de la révolution russe. Dans les thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne qu'il pré-

sente au I<sup>er</sup> Congrès de l'IC, Lénine écrit :

« **Dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que des lamentations réactionnaires de petits-bourgeois.** »

Dans la théorie de la révolution permanente élaborée en 1904-1905, Trotsky parvenait à une conclusion simple : la révolution qui vient, bourgeoise par ses tâches immédiates, ne pourra triompher que comme révolution prolétarienne.

La classe ouvrière, en prenant le pouvoir au compte de ses propres intérêts de classe, apportera une réponse aux problèmes de la révolution démocratique bourgeoise. La transcendance de la révolution, des tâches démocratiques aux tâches prolétariennes qui se nouent les unes aux autres, s'effectuant sous la dictature du prolétariat. Quelle divergence de fond avec Lénine écrivant : « **Nous avons résolu les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise, en passant, en cours de route, comme un produit accessoire de notre principale et véritable action révolution, prolétarienne et socialiste. Les réformes démocratiques bourgeoises — nous l'avons dit et nous l'avons prouvé par nos actes — sont un produit accessoire de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste.** » (Tome 33 page 46).

Que pense J.-P. Scot de ce passage de Lénine aux accents typiquement trotskystes ? Celui-ci ne serait-il pas en train de sous-estimer l'importance de la révolution démocratique (accessoire), de mépriser la paysannerie, et de ne pas distinguer les étapes de la révolution ?

N'y a-t-il pas sur cette question un accord total entre Lénine et Trotsky vérifié par l'épreuve des faits en 1917, et qui explique pourquoi le problème réglé n'a donné lieu à aucune discus-

sion du temps de Lénine ?

Enfin, pour terminer sur ce sujet, il est utile de préciser que les trotskystes n'ont jamais prétendu que Lénine s'était purement et simplement rallié à la théorie de la révolution permanente. Ils ont au contraire expliqué que la tendance de classe qui avait toujours caractérisé le bolchévisme avait permis à Lénine de corriger un pronostic erroné et de parvenir **par ses propres moyens** à des conclusions coïncidant sur le fond avec celles de Trotsky.

D'autre part, il faut souligner que « **dans la bouche de Lénine, la formule de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie avait un contenu profondément dynamique et entièrement révolutionnaire.** », ce qui est loin d'être le cas pour l'utilisation qu'en ont faite les stalinien après la mort de Lénine, en mettant « **l'accent non pas sur le mot de dictature mais sur le mot démocratique pour l'opposer au mot socialiste.** » (Trotsky : Leçons d'octobre).

### Jean-Paul Scot et l'analyse trotskyste de l'URSS

Sur cette question, l'historien moderne du PCF ne dédaigne pas les vieux plats épicés de ses maîtres. Il constate en effet une « **analogie entre les analyses de Trotsky, Doriot et Hitler.** »

Sa lecture des textes de Trotsky consacrés à l'URSS ne brille pas non plus par son originalité.

Tout d'abord, il donne une interprétation frauduleuse d'« Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme ». En 1935, Trotsky revient sur l'analogie qu'il avait établie entre le Thermidor de la Révolution française et les processus qui se déroulaient en URSS depuis le milieu des années 1920, pour en conclure que les thermidoriens soviétiques pouvaient fêter leur dixième anniversaire.

Le Thermidor français n'avait pas été une contre-révolution sociale, mais un

acte de la réaction sur les bases de la propriété établies par la Révolution française. De même, le Thermidor soviétique était un acte de la réaction bureaucratique sur les bases des formes de propriété établies en 1917-1918.

De cette rectification, Jean-Paul Scot conclut que le stalinisme s'installe sans contre-révolution sociale, c'est-à-dire sans que les rapports de propriété issus de la Révolution soient liquidés (ce qui est vrai), ni une contre-révolution politique, ce qui est faux.

De même, sa « lecture » de « La révolution trahie » l'amène à attribuer à la bureaucratie un double caractère ouvrier et bourgeois que Trotsky réservait uniquement à l'Etat soviétique.

Une bureaucratie à double nature, qui défend les conquêtes d'Octobre, tel est selon Jean-Paul Scot l'essentiel de l'analyse trotskyste de l'URSS. Il ne lui reste plus, dans ces conditions, qu'à souligner la prétendue incohérence de Trotsky : pourquoi persister à penser que seule une révolution politique peut régénérer l'Etat soviétique, alors qu'existe une bureaucratie à double nature, qui défend les conquêtes d'Octobre ?

Pour parvenir à cette conclusion, Jean-Paul Scot est, une nouvelle fois, contraint de falsifier les textes de Trotsky. Ainsi, page 285 de son livre, où l'on trouve des extraits d'« Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », il a « oublié » ces quelques lignes :

**« La révolution paysanne ainsi que la bourgeoisie qui s'appuyait sur elle s'accomodèrent très bien du régime de Napoléon et subsistèrent même sous Louis XVIII. La révolution prolétarienne court déjà un danger mortel avec le régime actuel de Staline, elle ne supportera pas un nouveau déplacement à droite. »**

En effet, alors que le Thermidor bourgeois en France allait dans le sens des intérêts de la bourgeoisie, la bureaucratie du Kremlin a pris le pouvoir contre la classe ouvrière qui a fait la révo-

lution. **« La bureaucratie staliniste n'est rien d'autre »,** écrit Trotsky, **« que la première étape de la restauration bourgeoise ».** Et, contrairement à ce que prétend Scot, il s'agit bien d'une contre-révolution : **« La contre-révolution stalinienne a amorcé des bouleversements sociaux qui sont en train de transformer l'ordre social soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée. »** (« Staline » de Trotsky).

Et dans « La Révolution trahie », Trotsky n'accorde aucune quelconque double nature à la bureaucratie. L'Etat soviétique, écrit-il, a un double caractère : socialiste dans la mesure où il défend la propriété collective, et bourgeois dans la mesure où il impose par la contrainte une répartition inégalitaire des biens en raison de la pénurie existante.

Dans les premières années d'existence de l'Etat ouvrier la bureaucratie était fort peu développée et sous le contrôle des masses et du parti.

Cependant, en raison des défaites du prolétariat mondial, dans lesquelles l'Internationale de Staline joua un rôle capital, la bureaucratie prenant conscience de ses intérêts propre de serviteur de la société, en devient le maître. Ayant exproprié le prolétariat du pouvoir politique, elle se constitua en couche sociale dominante qui a trahi la révolution, mais sans pouvoir la renverser.

Cette bureaucratie bourgeoise utilise à son propre compte les formes de propriété de l'Etat ouvrier, qu'elle est contrainte de défendre pour sauvegarder ses privilèges, mais avec des méthodes qui préparent leur chute. Sur ce point, Trotsky est d'une grande clarté, mais le passage qui suit a bien évidemment été ignoré par Jean-Paul Scot :

**« La fonction de Staline comme celle de Green a un caractère double. Staline sert la bureaucratie, et par là-même la bourgeoisie mondiale, mais il ne peut servir la bureaucratie sans préserver le**

fondement social que la bureaucratie exploite dans ses propres intérêts. Dans cette mesure, Staline défend la propriété nationalisée contre l'impérialisme et contre les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie. Il réalise cependant cette défense par des méthodes qui préparent l'effondrement général de la société soviétique. C'est pourquoi il faut renverser la clique stalinienne. Mais c'est le prolétariat révolutionnaire qui doit la renverser. Il ne peut confier cette tâche aux impérialistes. Le prolétariat défend l'URSS contre l'impérialisme, malgré Staline. »

### Un Etat non-ouvrier et non-bourgeois ?

Nous aurions pu également montrer comment la lecture de Trotsky que fait Jean-Paul Scot sur la question du fascisme relève de la falsification pure et simple.

Il nous faut maintenant établir une sorte de bilan. J.-P. Scot falsifie les textes de Trotsky sur la Révolution russe, sur le stalinisme et sur le fascisme. Dans son recueil, on ne trouve pas un seul texte essentiel de Trotsky consacré aux fronts populaires en France ou en Espagne, pas un seul texte sur la montée du nazisme en Allemagne.

Ensuite, dans la partie de son introduction consacrée au « socialisme dans un seul pays », les arguments essentiels de Trotsky contre cette couverture idéologique de la bureaucratie ne sont pas exposés.

Enfin, la bibliographie proposée ne cite aucun texte, aucun livre de Trotsky lui-même, aucun recueil de Pierre Broué. Pour J.-P. Scot, l'Institut Léon Trotsky qui, sous la direction de Pierre Broué, édite les **Oeuvres** et les **Cahiers** n'existe pas. Alors une question vient à l'esprit : pourquoi le PCF a-t-il jugé bon d'« éditer » Trotsky ?

### Une opération contre la IV<sup>e</sup> Internationale et contre Trotsky

Jusqu'à maintenant, nous avons très peu parlé de la IV<sup>e</sup> Internationale parce que nous avons traité de ce qui est dans le recueil de Scot. Mais ce qui ne s'y trouve pas est tout aussi révélateur des buts poursuivis.

Le lecteur ne trouvera dans cet ouvrage aucun chapitre, aucun texte fondamental consacré au combat de Trotsky pour la IV<sup>e</sup> Internationale, ou bien quelques lignes traitant du contenu de son programme de fondation.

Un nouvel « oubli » de Jean-Paul Scot ?

Il serait cependant injuste de notre part de prétendre que l'auteur du PCF ignore totalement les textes de Trotsky, dans lesquels celui-ci a pu être amené pour des raisons diverses à prononcer les mots « IV<sup>e</sup> Internationale ». Jean-Paul Scot en a trouvé un, publié en 1922, et qu'il présente de la façon suivante : « Les tendances aventuristes et... la IV<sup>e</sup> Internationale ».

Et dont il cite notamment cet extrait :

**« Mais si cette scission des sectaires doit s'accomplir, nous aurons dans le plus proche avenir non seulement l'Internationale 2 1/2 à notre droite, mais encore l'Internationale n° 4 à notre gauche, dans laquelle le subjectivisme, l'hystérie, l'esprit d'aventure et la phraséologie révolutionnaire seront représentés dans leur forme la plus achevée. »**

Ce texte date de l'époque à laquelle, en compagnie de Lénine, combattait un courant sectaire et gauchiste dans les rangs de la III<sup>e</sup> Internationale.

Quel rapport avec le problème d'une nouvelle Internationale, posé dans toute son ampleur, par le rôle joué par la III<sup>e</sup> Internationale stalinisée, dans la défaite historique du prolétariat allemand ? Aucun.



un choix de textes effectués et destinés à donner une image fautive de Trotsky et de son œuvre. Les textes choisis sont ceux qui ont été publiés dans les revues de l'Institut Léon Trotsky, sous la direction de Pierre Broué, et ceux qui ont été publiés dans les Cahiers n° 1 et n° 2, sous la direction de Charles Loriaux. Les textes choisis sont ceux qui ont été publiés dans les revues de l'Institut Léon Trotsky, sous la direction de Pierre Broué, et ceux qui ont été publiés dans les Cahiers n° 1 et n° 2, sous la direction de Charles Loriaux.

### Un Etat non-ouvrier et non-bourgeois ?

Nous aurions pu également montrer comment la lecture de Trotsky que fait Jean-Paul Scot sur la question du fascisme relève de la falsification pure et simple.

Il nous faut maintenant établir une sorte de bilan. J.-P. Scot faussifie les textes de Trotsky sur la Révolution russe, sur le stalinisme et sur le fascisme. Dans son recueil, on ne trouve pas un seul texte essentiel de Trotsky consacré aux fronts populaires en France ou en Espagne, pas un seul texte sur la montée du nazisme en Allemagne.

Ensuite, dans la partie de son introduction consacrée au « socialisme dans un seul pays », les arguments essentiels de Trotsky contre cette couverture idéologique de la bureaucratie ne sont pas exposés.

Enfin, la bibliographie proposée ne cite aucun texte, aucun livre de Trotsky lui-même, aucun recueil de Pierre Broué. Pour J.-P. Scot, l'Institut Léon Trotsky qui, sous la direction de Pierre Broué, édite les Œuvres et les Cahiers n'existe pas. Alors une question vient à l'esprit : pourquoi le PCF a-t-il jugé bon d'éditer « Trotsky ?

Par contre, les raisons qui ont amené le PCF à éditer « Trotsky ? » sont évidentes. Ce texte de Trotsky, dont on a dit qu'il est une conclusion opposée aux conclusions de la III<sup>e</sup> Internationale, est un texte de Trotsky lui-même en ce qui concerne les conditions de son écriture. Il y est dit de manière précise que ce texte a été écrit en 1922, quand il était encore en vigueur. Cette façon particulière de présenter le texte de Trotsky de la part de Jean-Paul Scot de la part de la IV<sup>e</sup> Internationale est une déformation de la vérité. Les fins poursuivies par le PCF à l'égard de ce texte sont évidentes. Il s'agit de rendre ce texte inintelligible et de le rendre inopérant. C'est tout le programme de nos

Jean-Paul Scot de « l'école » de Jean-Paul Scot.

Il serait cependant injuste de notre part de prétendre que l'auteur du PCF ignore totalement les textes de Trotsky, dans lesquels celui-ci a pu être amené pour des raisons diverses à prononcer les mots « IV<sup>e</sup> Internationale ». Jean-Paul Scot en a trouvé un, publié en 1922, et qu'il présente de la façon suivante : « Les tendances aventuristes et... la IV<sup>e</sup> Internationale ».

Et dont il cite notamment cet extrait :

« Mais à cette occasion des sectaires doivent accomplir, nous aurons dans le plus proche avenir non seulement l'Internationale 2 1/2 à noire droite, mais encore l'Internationale n° 4 à notre gauche, dans laquelle le subjectivisme, l'hybris, l'esprit d'aventure et la phraséologie révolutionnaire seront représentés dans leur forme la plus achevée. »

Ce texte date de l'époque à laquelle, en compagnie de Lénine, combattait un courant sectaire et gauchiste dans les rangs de la III<sup>e</sup> Internationale.

Quel rapport avec le problème d'une nouvelle Internationale, posé dans toute son ampleur, par le rôle joué par la III<sup>e</sup> Internationale stalinisée, dans le défilé historique du prolétariat allemand ? Aucun.

# notes de lecture

## « LES JACOBINS NOIRS »

de CLR JAMES (Editions caraïbéennes)

**P**UBLIE en France en 1949, introuvable depuis de nombreuses années, l'ouvrage de CLR James : « **Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue** » est de nouveau disponible en français, édité par les Editions Caraïbéennes.

Dans le dernier chapitre du livre, « **La guerre d'indépendance** », qui analyse et décrit la guerre révolutionnaire menée par les Noirs et les Mulâtres de Saint-Domingue contre les troupes de Bonaparte venues rétablir l'esclavage dans l'île, l'auteur écrit : « **Les événements de Saint-Domingue après la mort de Leclerc** (beau-frère de Bonaparte, commandant les troupes françaises) **constituent l'une de ces pages de l'histoire humaine que tout écolier devrait apprendre et apprendra certainement un jour.** »

Faire comprendre en effet comment la plus formidable armée de l'époque, héritière des soldats de l'an II, a été défaite par des insurgés pauvrement armés, voilà en effet une tâche que tout pédagogue honnête ne pourra manquer de se fixer pour l'instruction des nouvelles générations. Soixante-mille hommes de l'armée napoléonienne liquidés par une guerre révolutionnaire, une défaite surpassant ce qu'Espagnols et Russes infligeront ultérieurement au César,

voilà bien de quoi édifier les nouvelles générations. Et ce n'est pas un hasard si l'historiographie bourgeoise se garde bien d'instruire les jeunes générations sur cette période dramatique de notre histoire durant laquelle les Jacobins noirs de Saint-Domingue, gardant le flambeau de la Révolution, le portant plus loin, boutèrent la contre-révolution hors de l'île, instaurant le premier Etat noir indépendant.

Il y a d'abord cette propriété esclavagiste, ce commerce ignoble de dizaines de milliers de Noirs enlevés chaque année à leur pays, crevant pis que mouches dans les transports, battus, torturés, humiliés. Il y a cette saleté de propriété esclavagiste réduisant les hommes à une condition pire que les bêtes. On les fouette dans le travail, on les fouette hors du travail. Montrent-ils la moindre velléité de résistance, on les tue. Leur prix ne compte pas par rapport à cet ordre général que les propriétaires veulent maintenir. Ce sont les supplices, les tortures les plus atroces. La réalité que nous décrit CLR James est bien loin de nos souvenirs de la case de l'Oncle Tom, et la pourriture de cette société semble reléguer le célèbre roman dans le domaine des écrits de la Comtesse de Ségur.

Et puis, il y a la révolution, en France. 1789. « **Que les colonies périssent, plutôt**

que d'être la cause d'un si grand malheur », déclarait l'Encyclopédie. Et l'abbé Raynal, neuf ans avant la chute de la Bastille, écrivait : « **La liberté naturelle est le droit que la nature a donné à chacun de disposer de lui-même selon sa volonté... Deux colonies de nègres fugitifs existent déjà que les traités et la force protègent contre les attaques. Ces éclairs annoncent le tonnerre. Il ne manque qu'un chef courageux. Où est-il ce grand homme à qui la nature sera redevable de ses enfants vexés, opprimés et tourmentés ? Où est-il ? Il surgira, n'en doutons pas ; il viendra et brandira le drapeau sacré de la liberté. Ce vénérable signal groupera autour de lui ses compagnons de misère. Plus impétueux que les torrents, ils laisseront partout derrière eux les traces indélébiles de leur juste colère.** »

Dès l'origine de leur propre fortune, propriétaires de Saint-Domingue, bourgeoisie française et anglaise qui s'engraissaient de la dévastation de l'Afrique et de l'exploitation de millions d'hommes allaient engendrer des forces qui devaient ébranler les fondements de leur domination et rendre l'émancipation possible. La révolution allait engendrer les « chefs courageux » dont parlait l'abbé Raynal, et parmi eux le plus prestigieux Toussaint Louverture.

Tout comme la lutte entre la bourgeoisie et la monarchie avait permis l'entrée du peuple de Paris sur la scène politique, la lutte entre Blancs et Mulâtres combattant pour leur droit de vote allait dissiper l'engourdissement des esclaves.

Dans les premiers mois de 1791, au Cap, il s'organisèrent pour la révolution. Malgré les interdictions, les esclaves se réunissaient pour chanter, danser, pratiquer des rites. Et depuis la révolution, ils se réunissaient pour discuter politique et élaborer des plans. Dès la fin juillet 1791, les Noirs du Cap et des environs étaient prêts. Ils attendaient. Ils espéraient exterminer tous les Blancs et s'emparer de la colonie. Le 22 août, sous la direction de leur chef Boukman, ils commencèrent. Les équipes d'esclaves assassinèrent leur maîtres et incendièrent les plantations. Après quatre mois d'insurrection, les esclaves étaient dans une impasse. Faute d'avoir vaincu dans les villes, la dévastation des campagnes leur rendait l'existence impossible. La famine faisait des ravages et les chefs de l'insurrection craignant d'être contraints à la rédition offrirent la paix aux commissai-

res du roi en échange de la liberté de quelques centaines de chefs. C'était une trahison. Mais les colons ne voulaient rien entendre, et Toussaint Louverture qui, dans les négociations, avait accepté de trahir les esclaves et avait secrètement ramené de 400 à 60 l'exigence de libération des chefs noirs dans l'espoir de fléchir l'orgueil des colons, prit alors une décision dont il ne se départit jamais et pour laquelle il mourut : obtenir et conserver la liberté pour tous, par la force.

Puisque c'était la guerre, il fallait des soldats entraînés. C'est ce à quoi, désormais, se consacra Toussaint. En juillet 1792, il ne disposait encore que de cinq cents hommes attachés à lui, mais c'est ce groupe, noyau des troupes révolutionnaires, qui joua le rôle décisif dans le combat pour la liberté.

Le 29 août 1793, le commissaire du gouvernement, cherchant de l'aide contre la contre-révolution intérieure et extérieure, dut se résoudre à proclamer l'abolition de l'esclavage à Saint-Domingue.

Bien que le sentiment général en France fut en faveur des esclaves et de l'abolition, pendant plus d'un an la Convention n'avait rien fait. Ce n'est qu'après que la Commune de Paris eut contraint les Girondins à quitter la Convention que le problème fut réglé. Jamais comme de mars 1793 à juillet 1794, les masses n'avaient disposé d'une influence aussi puissante sur un gouvernement. « **Et, dans ces quelques mois où elles s'approchèrent le plus près du pouvoir, elles n'oublièrent pas les Noirs** », écrit CLR James. « **Le peuple les considérait comme des frères et il haïssait les vieux propriétaires d'esclaves, suppôts de la contre-révolution, comme si c'étaient des Français qui avaient souffert sous leur fouet.** »

Le 4 février 1794, au lendemain de l'arrivée des trois députés de Saint-Domingue à la Convention — un esclave noir affranchi, un Mulâtre et un Blanc —, fut adopté le décret suivant : « **La Convention nationale déclare l'esclavage aboli dans toutes les colonies. Elle déclare en conséquence que tous les hommes, sans distinction de couleur, domiciliés aux colonies, sont citoyens français et jouissent de tous les droits garantis par la Constitution.** »

C'est en mai 1794 que Toussaint Louverture connut le décret et, dès lors, il n'hésita pas, il proposa au commissaire de la Répu-



blique de se joindre à lui pour combattre les Anglais et les Espagnols.

Le grand geste de la population laborieuse de France à l'égard des esclaves noirs, contre leur propre classe dominante blanche, allait l'aider à protéger sa révolution contre l'Europe réactionnaire qui se liguaient contre elle. « Retenue par Toussaint et ses rudes partisans chantant "La Marseillaise" et "Ça ira", l'Angleterre, pays le plus puissant d'Europe, était incapable de s'attaquer à la révolution en France. » Et c'est la défaite de la population laborieuse en France, le triomphe de la réaction thermidorienne qui amènera les Jacobins noirs, pour la défense de la liberté que Bonaparte voulait leur reprendre, à engager la guerre d'indépendance. C'est poussé par les événements que Toussaint Louverture envisagea la nécessité de se maintenir au pouvoir même au prix d'un défi à la France. Comprenant que le triomphe de la réaction en France ne pouvait signifier à terme que le retour à l'esclavage à Saint-Domingue et dans toutes les colonies, Toussaint Louverture, qui avait reconstruit le pays dévasté par la guerre civile, écrit une lettre au Directoire. Dénonçant les réactionnaires qui siégeaient maintenant à la Chambre et qui étaient des ennemis implacables du nouveau régime à Saint-Domingue, il prévenait fermement les Directeurs :

« Pensez-ils que des hommes qui ont été à même de jouir des bienfaits de la liberté, regarderont calmement qu'on les leur ravisse ? Ils ont supporté leurs chaînes tant qu'ils ne connaissaient aucune condition de vie plus heureuse que celle de l'esclavage. Mais aujourd'hui qu'ils l'ont quittée, s'ils avaient un millier de vies, ils les sacrifieraient plutôt que d'être de nouveau soumis à l'esclavage. Mais non, la main qui a rompu nos chaînes ne nous asservira pas à nouveau. La France ne reniera pas ses principes, elle ne nous enlèvera pas le plus grand de ses bienfaits, elle nous protégera contre nos ennemis ; elle ne permettra pas que sa morale sublime soit pervertie, que ces principes qui sont son plus grand honneur soient détruits, que ses plus belles acquisitions soient avilies, et que son décret du 16 pluviôse qui est un honneur pour l'humanité, soit révoqué. Mais si, pour rétablir l'esclavage à Saint-Domingue, on faisait cela, alors je vous le déclare, ce serait tenter l'impossible ; nous avons su affronter des dangers pour obtenir notre liberté,

*nous saurons affronter la mort pour la maintenir.*

Voilà, citoyens directeurs, la morale de la population de Saint-Domingue, voilà les principes qu'elle vous transmet par mon intermédiaire.

Vous connaissez les miens. Il suffit de renouveler, ma main dans la vôtre, le serment que j'ai fait, de cesser de vivre avant que la reconnaissance soit morte dans mon cœur, plutôt que de cesser d'être fidèle à la France et à mon devoir, plutôt que de voir les liberticides profaner et souiller le dieu de la liberté, avant qu'ils ne puissent me ravir l'épée, les armes que la France m'a confiées pour la défense de ses droits et ceux de l'humanité, pour le triomphe de la liberté et de l'égalité. »

En France, Bonaparte et la bourgeoisie préparaient la restauration de l'esclavage. Une expédition de 20 000 vétérans, parmi lesquels quelques-uns des meilleurs officiers de Bonaparte, fut envoyé à Saint-Domingue pour combattre Toussaint Louverture. Celui-ci, qui ne pouvait se résoudre à croire que la classe dirigeante française serait assez dépravée pour tenter de rétablir l'esclavage, dut se rendre à l'évidence.

« J'ai pris les armes pour la liberté de ma couleur, que seule la France a proclamée, mais qu'elle n'a aucun droit d'annuler. Notre liberté ne se trouve plus entre ses mains mais dans les nôtres. Nous saurons la défendre ou mourir. » Il mourut prisonnier en France de Napoléon.

Mais la guerre d'indépendance fut le tombeau de l'armée de Bonaparte. En octobre 1802, l'armée de Leclerc, beau-frère de Napoléon, était détruite par l'insurrection. Une autre armée fut envoyée. Et c'est une guerre d'extermination qu'engagea alors le successeur de Leclerc pour tenter d'écraser la révolution. Mais rien n'y fit et Rochambeau, malgré les massacres en masse de la population noire et mulâtre, malgré la terreur contre-révolutionnaire, fut défait. Haïti fut proclamé Etat indépendant.

Comme l'écrit CLR James : « Les Noirs et les Mulâtres de Saint-Domingue ont devancé et surpassé les Espagnols dans leur lutte contre Bona-

parte, et les Russes dans leur incendie de Moscou, bien que leurs hauts faits ne remplissent pas comme les leurs les manuels d'histoire. Les annales en témoignent : le sacrifice de soi-même, l'héroïsme des hommes, des femmes et de enfants qui chassèrent les Français n'ont été égalés en aucun temps et en

aucun lieu où des combattants durent affronter les adversaires de leur indépendance. Il est aisé d'en voir la raison. Ils avaient compris que sans indépendance ils étaient impuissants à maintenir leur liberté. »

C. CORTE

### « L'HOMME NEURONAL »

de J.-P. CHANGEUX

#### « Désormais, à quoi bon parler d'esprit ? »

C'est sans doute par cette formule incisive et résolument provocatrice, tirée du dernier chapitre, que l'on pourrait le mieux résumer les quelques 400 pages de l'ouvrage consacré par J.P. Changeux aux découvertes les plus récentes de la neurobiologie.

Magnifique proclamation de matérialisme qui résonne à plus de deux siècles de distance comme un écho vigoureux de la célèbre affirmation du matérialiste français du 18<sup>e</sup> siècle La Mettrie : « **L'âme n'est qu'un vain terme dont on n'a point d'idée.** » Ce n'est d'ailleurs pas l'un des moindres mérites de ce livre que de faire revivre pour nous, à la lumière des dernières acquisitions de la science du système nerveux, tout un mouvement de pensée dont le rôle de précurseur n'est plus à démontrer, mais qui fut, précisément pour cette raison, victime d'un oubli tenace :

« **Le développement des recherches sur le système nerveux s'est toujours heurté au cours de l'histoire à de farouches obstacles idéologiques (...)** Toute recherche, qui, directement ou indirectement, touche à l'immatérialité de l'âme, met la foi en péril et est vouée au bûcher. » (1)

(1) L'Homme Neuronal, p. 9 (le numéro des pages renvoie à l'édition Fayard de mars 83)

Longue et douloureuse histoire en effet que celle qui aboutit à constituer le cerveau en objet d'étude scientifique, histoire jalonnée de persécutions et de condamnations : ainsi justement, le médecin athée du 18<sup>e</sup> siècle La Mettrie, banni, dont les ouvrages furent brûlés sur la place publique ; ainsi Gall, interdit d'enseignement à Vienne, pourchassé par l'Eglise, et une fois émigré à Paris, détesté par Napoléon 1<sup>er</sup> pour son matérialisme intransigeant...

C'est en inscrivant explicitement ses propres recherches sur le cerveau dans la lignée féconde de ces pionniers du matérialisme que l'auteur de l'« Homme Neuronal » est amené à définir son propos central : **surmonter le clivage traditionnel du biologique et du mental**, clivage qui est comme l'ultime refuge de tous les avatars du spiritualisme. Sous sa plume, un tel souci revient constamment : il s'agit de « **jeter une échelle contre les murs de la Bastille du Mental** » (3), ou encore de « **jeter une passerelle sur le fossé qui sépare les sciences de l'homme des sciences du système nerveux.** » (4). A cette fin, J.P. Changeux fonde ouvertement sa recherche sur l'hypo-

(2) L'Homme Neuronal, p. 225

(3) L'Homme Neuronal, p. 225

(4) L'Homme Neuronal, p. 362

thèse de travail qui lui paraît la plus fructueuse parce que la plus ouverte à l'expérience : à savoir **l'hypothèse d'une identification des activités mentales à des activités physico-chimiques du cerveau.**

Quelles conséquences cela entraîne-t-il ? Non seulement la thèse de l'immatérialité de l'âme, indispensable support de la foi religieuse, ne s'en relève pas, mais c'est tout le problème classique de l'union de l'âme et du corps qui se trouve purement et simplement congédié comme faux problème philosophique (ce problème qui a hanté l'histoire de la philosophie de Descartes à Bergson et Merleau-Ponty !). En somme, c'est sur les décombres de plusieurs siècles d'idéalisme philosophique que J.P. Changeux édifie sa théorie de l'« Homme Neuronal ». Retraçons brièvement les principales étapes d'une démonstration qui engage la validité scientifique de l'« hypothèse de travail » considérée.

Première étape : une « laïcisation » **intégrale du cerveau humain.** Ce qui signifie : **tant la composition que le fonctionnement du cerveau humain s'expliquent par des propriétés physico-chimiques dont aucune n'est propre à l'homme en particulier.**

Tout d'abord, la composition : **« Il n'existe aucune catégorie cellulaire propre au cortex de l'homme. Celui-ci est construit avec les mêmes pièces détachées que le cerveau du rat ou celui du singe »** (5). De l'animal à l'homme, il y a bien **expansion** fulgurante du néocortex, accroissement de complexité, diversification des aires corticales, mais les constituants fondamentaux demeurent invariants : ce sont les mêmes cellules nerveuses ou neurones liées entre elles par le même type de « câblage ». En d'autres termes, du cerveau animal au cerveau humain, il n'y a pas, concernant la structure anatomique, « **réorganisation qualitative brutale** », mais « **évolution quantitative et continue** ».

En second lieu, le fonctionnement de la machine cérébrale : les cellules nerveuses sont juxtaposées les unes aux autres. Comment s'opère dans ces conditions **la communication entre les différentes cellules ?** L'électro-physiologie cérébrale répond très simplement : au moyen de **signaux électriques** qui se propagent à travers les fibres nerveuses. On savait déjà, grâce à l'enregistrement de l'électro-encéphalogramme,

qu'il existait une étroite corrélation entre l'activité mentale et le courant électrique émis par le cerveau : désormais, grâce au progrès de l'analyse, on a établi avec certitude que ces manifestations électriques globales s'expliquent par des impulsions électriques produites au niveau de **chaque neurone.** De même, on a pu découvrir que la transmission des signaux d'un neurone à l'autre faisait intervenir des **mécanismes chimiques** très précis, lesquels sont intégralement déterminés par les propriétés atomiques de certaines molécules (en l'occurrence des protéines).

Aussi est-ce tout naturellement que J.P. Changeux, retrouvant toute la fraîcheur, toute la « simplicité originelle » du matérialisme des atomistes grecs de l'antiquité, évoque l'actualité de la notion d'« atomes psychiques » due à Démocrite. Conclusion de cette première étape : **« Le système nerveux se comporte — et emploie pour fonctionner — la même matière que le monde inanimé. »** (6) Rude coup pour l'anthropocentrisme qui fait de l'homme un être privilégié (installé par Dieu le plus souvent !) au sommet de l'échelle de la création !

Seconde étape : **les comportements et les conduites de l'homme mobilisent des ensembles définis de cellules nerveuses et c'est à ce niveau que doit être recherchée leur explication.** Et ceci vaut tout autant des comportements ouverts sur le monde extérieurs (comme la fuite, la douleur ou la prise de boisson) que des conduites émotionnelles ou des expériences « intérieures » (comme l'orgasme). Plus précisément, il faut dire que chaque comportement fait l'objet d'une triple détermination : par l'entrée en activité d'un réseau particulier (ou « graphe ») de neurones ; par les impulsions électriques qui y circulent ; et enfin par l'intervention d'un ou de plusieurs « **messagers chimiques** ». Ce type d'explication présente un double intérêt méthodologique .

Il montre contrairement à ce que supposait le behaviourisme, qu'il n'y a pas une simple **relation mécanique extérieure** entre la variation du milieu, ou « stimulus », et la réponse motrice produite par l'organisme, mais que l'appréhension du monde extérieur comme la réponse produite dépendent de **l'organisation interne de la machine**

(5) L'Homme Neuronal, p. 71

(6) L'Homme Neuronal, p. 130

**cérébrale, puisqu'on ne saurait éviter, comme dit Engels, « que tout ce qui met les hommes en mouvement passe nécessairement par leur cerveau — même le manger et le boire qui commencent par une sensation de faim et de soif, éprouvée par l'intermédiaire du cerveau, et se terminent par une impression de satiété, ressentie également par l'intermédiaire du cerveau. » (7)**

Il montre ensuite que si l'explication d'un comportement renvoie à l'organisation interne du cerveau, cette dernière ne joue pas un rôle d'**intermédiaire purement passif** dans le déclenchement de la réponse ; l'information issue de l'environnement est **activement analysée** au niveau du cerveau et c'est le résultat de cette **analyse de l'environnement** qui commande le passage à l'acte proprement dit. J.P. Changeux nous explique comment cette analyse est rendue possible par le fait que **le cerveau contient dans son organisation anatomique des représentations du monde extérieur** (par exemple, on peut faire apparaître une image de la main en enregistrant une réponse électrique à une stimulation de certains points de l'aire du toucher !). De manière plus générale, l'explication qui nous est proposée des comportements humains, en faisant intervenir de multiples **processus chimiques**, constitue un correctif décisif à ce qu'Engels appelait « l'une des étroitesse spécifiques » du matérialisme classique, à savoir son caractère **mécaniste**. La convergence entre la critique d'Engels et la position de Changeux est à cet égard remarquable : citant La Mettrie qui affirmait « l'organisation suffit à tout », J.P. Changeux prend soin d'ajouter : « **A condition évidemment d'y inclure la chimie.** » (8) De manière déjà toute semblable, Engels, qui vise ici explicitement La Mettrie puisqu'il évoque la fameuse théorie de l'« Homme-Machine », reproche précisément au matérialisme du XVIII<sup>e</sup> siècle une « **application exclusive du modèle de la mécanique à des phénomènes de nature chimique et organique.** » (9)

En outre, l'explication développée par Changeux ouvre un immense champ de recherche en s'étendant y compris à des sensations subjectives, « intérieures » : en

particulier les premiers résultats de la chimie de l'orgasme, en ruinant toute interprétation idéaliste du désir sexuel, rencontrent la conviction exprimée par Freud selon laquelle les troubles de la sexualité pourraient être un jour traités par les méthodes de la neurobiologie et de la chimiothérapie. Troisième étape : le cerveau humain possède **la capacité de construire des représentations** ; chacune de ces représentations, chacun de ces « objets mentaux », **s'identifie à un état matériel** : l'état d'activité d'une « assemblée » de neurones du cortex cérébral ; **le processus de la pensée n'est rien d'autre que l'enchaînement dynamique de ces objets mentaux.**

On vient de voir que le cerveau contenait, imprimées en quelques sorte à sa surface, des représentations du monde extérieur. Mais la machine cérébrale de l'homme possède également la propriété de fabriquer des représentations, et par là même de les comparer entre elles, d'effectuer des opérations avec ces « objets mentaux » : **elle prévoit, anticipe, calcule.** C'est là une fonction essentielle, car, comme Marx le faisait remarquer, c'est elle « **qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte.** » (10) C'est en ce point précis de son investigation que J.P. Changeux jette les pierres d'attente d'une « théorie biologique des objets mentaux », théorie qui forme sans nul doute la partie la plus originale de son œuvre.

Tout d'abord, que faut-il entendre par « objet mental » ? Il s'agit là en fait d'un terme générique qui désigne **toute espèce de représentation**, de l'image la plus concrète au concept le plus abstrait. Ce qui donne véritablement consistance à cette dénomination, c'est le fait que toute représentation ou « objet mental » s'identifie à l'état physique crée par l'entrée en activité (électrique et chimique) d'un ensemble défini de neurones répartis sur plusieurs aires du cortex cérébral. En d'autres termes, **l'explication avancée (lors de la seconde étape de la démonstration) au niveau d'un « comportement » ou d'une « sensation » est maintenant étendue au domaine entier des « représentations », y compris donc aux plus abstraites d'entre elles !** Ainsi, si toute image de perception (ou « percept ») présente **une ressemblance de forme avec l'objet extérieur**, c'est parce que ce type

(7) Ludwig Feuerbach, p. 39

(8) L'Homme Neuronal, p. 156

(9) Ludwig Feuerbach, p. 34

(10) Le Capital, Livre I, Tome I, p. 181

d'objet mental recrute des neurones dans celles des aires du cerveau où se projettent déjà des représentations des organes des sens et du monde extérieur ; mais comment passe-t-on de l'image de l'objet extérieur au concept ? En fait, le concept n'est jamais qu'une image simplifiée, schématisée, réduite à ses traits essentiels. Cette épuration s'effectue par des voies matérielles définies : la formation d'un concept mobilise de préférence des neurones présents dans des aires d'association spécifiques (le lobe frontal notamment) ou parmi un très grand nombre d'aires différentes. Si bien qu'au total on est en droit de tirer cette conclusion : **l'interaction avec le monde extérieur est toujours en dernière analyse au fondement du processus de formation des objets mentaux**, directement en ce qui concerne les images, indirectement en ce qui concerne les concepts. Et puisque la pensée n'est elle-même que l'enchaînement des objets mentaux, nous pouvons reprendre l'affirmation d'Epicure : « c'est parce que quelque chose des objets extérieurs pénètre en nous que nous voyons les formes et que nous pensons. » (11)

**Faudrait-il pour autant en déduire que la pensée et la conscience ne sont qu'un reflet direct et passif de la réalité objective du monde extérieur ?** En aucune façon. Changeux met très bien en lumière en quoi la pensée est un **processus dynamique** qui procède par combinaison, par comparaison de concepts et d'images, donnant lieu à des « résonances » comme à des « dissonances ».

N'est-ce pas ce que Lénine, annotant la *Logique* de Hegel, présentait à sa manière ? « **Il faut comprendre le reflet de la nature dans la pensée humaine non pas d'une façon morte, abstraite, non pas sans mouvement, mais dans un processus éternel de mouvement, de naissance de contradictions et de leur résolution** » (12). La base matérielle d'un tel processus est constituée par des mécanismes cellulaires encore insuffisamment élucidés, mais l'essentiel est entrevu : d'une part, pour reprendre une formule de Marx, « **le processus de la pensée (...) est lui-même un processus de la nature** », (13) et en ce sens il n'est qu'une

des formes du mouvement de la matière ; d'autre part ce processus, justement parce qu'il est un **processus**, n'est pas un pur et simple reflet, c'est un **processus actif d'« appropriation »** (Marx) du monde qui s'opère par l'intermédiaire du cerveau.

Toute **transcendance** est donc refusée à la pensée et à la conscience : « **Les opérations sur les objets mentaux**, nous explique Changeux, **et surtout leurs résultats seront « perçus » par un système de surveillance composé de neurones très divergents, comme ceux du tronc cérébral et de leurs réentrées. Ces enchaînements, et ces emboîtements, ces « toiles d'araignée », ce système de régulations fonctionneront comme un tout.**

**Doit-on dire que la conscience « émerge » de tout cela ?** Oui, si l'on prend le mot « émerger » au pied de la lettre, comme lorsqu'on dit que l'iceberg émerge de l'eau. **Mais il nous suffit de dire que la conscience est ce système de régulation en fonctionnement. L'homme n'a dès lors plus rien à faire de l'« esprit », il lui suffit d'être un Homme Neuronal.** » (14) Peut-on concevoir vérification plus éclatante du matérialisme que ces quelques lignes lumineuses ? Engels n'aurait sans doute pas rêvé mieux, lui qui écrivait en 1886 : « **Notre conscience et notre pensée, si transcendantes qu'elles nous paraissent, ne sont que les produits d'un organe matériel, corporel, le cerveau.** » (15). Alors, adhésion sans réserve ? A la réflexion, il nous semble qu'un point gagnerait à être plus amplement développé : **il s'agit du problème essentiel des relations du neuronal et du social.** Certes, la réponse à ce problème, comme Changeux le reconnaît lui-même, « **dépasse largement les objectifs de ce livre : elle touche au domaine fascinant mais encore trop peu exploré des liens qui unissent les neurosciences à l'anthropologie sociale et à l'ethnologie.** » (16)

L'enjeu est cependant d'importance : L'homme n'est pas seulement « homme neuronal », il est au sens le plus littéral, un « animal social ». On doit reconnaître au moins que J.P. Changeux nous met en quelque sorte sur la bonne voie : les chapitres VII et VIII de son ouvrage constituent

(11) Lettre à Hérodote, citée in « L'Homme Neuronal », p. 171

(12) Cahiers Philosophiques, p. 185

(13) Lettres à Kugelmann, p. 102-103

(14) L'Homme Neuronal, p. 227

(15) Ludwig Feuerbach, p. 32

(16) L'Homme Neuronal, p. 372

à cet égard un essai d'exploration de « **la relation d'interaction réciproque qui s'établit chez l'homme entre le social et le cérébral** » (17) dans la construction progressive de l'encéphale lui-même.

En effet, l'hypothèse à laquelle l'auteur a recours pour rendre compte de la structuration du cerveau humain (tant à l'échelle du développement de l'individu qu'à celle de l'évolution de l'espèce) constitue une remise en cause pertinente du strict déterminisme génétique dans lequel certains biologistes s'étaient complus ces dernières années. En particulier, il est significatif que Changeux abandonne la notion de « programme génétique » chère à Monod et à Jacob : l'évolution entière du cerveau humain n'est nullement préformée dans les structures génétiques ; les gènes assurent certes la perpétuation, d'un individu à l'autre, des « grands traits » de l'organisation cérébrale, de la forme du cerveau, de son architecture générale. Ainsi le nombre total de neurones est-il fixé dès la naissance ; mais la construction du cerveau ne s'arrête pas là : une sélection s'exerce, qui aboutit à l'élimination de certaines connexions nerveuses, à la stabilisation d'autres. Cette sélection est elle-même fonction de l'environnement physique et social de l'individu.

Le même schéma explicatif, inspiré directement de Darwin, s'applique à l'évolution de l'espèce humaine elle-même : l'interaction avec le milieu participe directement au prodigieux développement du cerveau chez l'homme, alors même que le patrimoine génétique évolue lui très peu. C'est que « **le lien social s'intensifie, et pendant la période qui suit la naissance, marque le cerveau de chaque sujet d'une empreinte originale et largement indélébile.** » (18) Par là, tout en laissant ouverte la question de savoir quel fut au départ le facteur déterminant de l'évolution, du lien social ou de l'épanouissement du néocortex, J. P. Changeux fraie la voie à **une conception authentiquement dialectique du rapport du génétique et du social.** Cela suffirait déjà largement à faire de son livre une arme précieuse contre toutes les variétés d'irrationalisme qui font de l'apparition de l'Homme un « prodige » inexplicable

Un mot pour conclure. Dans les dernières pages de l'« Homme Neuronal », l'auteur évoque la menace de destruction de l'intégrité du cerveau que l'environnement social fait peser sur l'homme : est-ce forcer le raisonnement que d'en tirer la conclusion qu'il n'est pas de tâche plus actuelle que celle qui consiste à « révolutionner pratiquement » l'environnement social ?

P. RAPHAEL

Les livres dont il est rendu compte sont en vente à la SELIO - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris 75010.

(L'Homme neuronal existe maintenant en édition de poche).

(17) L'Homme Neuronal, p. 373

(18) L'Homme Neuronal, p. 359

## LES ARCHIVES DE NOTRE MOUVEMENT

## les trotskystes face à la V<sup>e</sup> République

**D**ESORMAIS, dans chaque numéro de *La Vérité* seront publiés des documents de notre mouvement et national et international. Ils montreront comment, dans toutes les circonstances, les militants trotskystes organisés ont fait face aux problèmes surgis de la lutte des classes, combien ils y sont intervenus.

Dans ce numéro, nous publions deux documents :

Tout d'abord, l'appel à voter « NON » au référendum « sur l'autodétermination », organisé par de Gaulle en janvier 1961. Cet appel est paru dans le n° 520 de *La Vérité*, paru en décembre 1960.

Le second document est un extrait de l'article « Où est l'intérêt de la classe ouvrière », paru dans *La Vérité* n° 521 de mai 1961, article analysant la situation du point de vue des travailleurs, au lendemain du « putsch » des généraux.

### « Pourquoi voter NON »

Les journées des 11, 12 et 13 décembre 1960 compteront dans l'histoire de l'Algérie. Non pas tellement parce qu'à ce moment-là, le chef de l'Etat français randonnait d'Aïn-Temouchent à Bône, mais parce que, à l'occasion de ce voyage, les masses musulmanes, en de puissantes manifestations, ont affirmé leur volonté d'indépendance.

Après six ans de guerre, six ans d'une terrible répression, après le quadril-

lage, après la « bataille d'Alger », le peuple algérien a fait preuve d'une incroyable combativité. Plus encore, il a spontanément trouvé les moyens d'exprimer sa volonté sans équivoque : face aux provocations des « ultras », il a imposé, dans des villes où régnait pratiquement l'état de siège, la manifestation de masse et la grève générale de fait.

En scandant « *Algérie musulmane* », en levant bien haut leur drapeau, les

manifestants d'Alger et d'Oran ont répondu : « Non » à « l'Algérie algérienne associée à la France ». C'est pour l'indépendance qu'ils luttèrent, et, pour eux, l'indépendance, cela signifie l'expropriation des propriétaires fonciers, la nationalisation — c'est-à-dire le retour au peuple algérien — des richesses accaparées par les capitalistes européens... C'est avec crainte que les puissances capitalistes regardaient l'Algérie ; elles reconnaissaient dans ces foules soudain mises en mouvement l'ennemi de toujours : la révolution prolétarienne. En France, par contre, tout restait calme. Les grandes organisations « ouvrières », syndicales et politiques, y veillaient. Il fallait empêcher que la liaison se fasse dans l'action entre les travailleurs français et le peuple algérien. Certes, il y eut des communiqués de protestation contre la répression, des déclarations, *mais pas une seule proposition d'action !* Les partis, les syndicats, si prompts, lorsque la V<sup>e</sup> République leur semble en péril, à déclencher une grève générale sur ordre, n'ont pas un instant songé à utiliser ce moyen pour s'opposer aux massacres d'Alger, pour montrer qu'ils soutenaient le peuple algérien. Voilà qui juge le sérieux de leur opposition au régime ; une fois encore, c'est clair, comme chaque fois que leur aide est nécessaire, les organisations ouvrières officielles se rangent du côté de l'ordre bourgeois. Quant à « l'intelligence française », si prodigue en manifestes divers, pas un de ses représentants n'a compris que c'était le moment, pour lui, de s'adresser aux syndicats et aux partis qui se réclament de la classe ouvrière, de leur demander d'agir immédiatement pour venir en aide aux travailleurs algériens ! Il reste que les appareils n'ont pas eu à faire de grands efforts pour mener cette politique : contrairement, par exemple, à ce qui se passa lors du rappel des disponibles en 1956, ils n'ont pas eu à l'imposer. Il n'y a pas eu dans la masse

ouvrière une seule manifestation spontanée de solidarité avec le peuple algérien. Plus qu'une longue analyse, cela montre toute l'ampleur du désarroi qui sévit aujourd'hui dans les rangs ouvriers, et quel est le rapport réel des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat.

On a donc pu briser les manifestations d'Alger. Il est d'ailleurs typique que l'on ait dû renoncer à utiliser directement le contingent pour cela. Il a fallu avoir recours aux unités parachutistes : elles pourront désormais inscrire « *Casbah 1960* » sur leurs étendards ; c'est là une victoire qu'elles ne doivent pas oublier.

### Le référendum et la politique algérienne du régime

Les événements d'Alger ont clairement montré ce que signifiait la politique gaulliste, ce que voulait dire l'« *auto-détermination du peuple algérien* » assortie de la présence de l'armée. Le voyage en Algérie du président de la République, commencé sous le signe d'un duel avec les ultras, s'achevait sous le signe d'un combat plus fondamental : d'un côté le peuple algérien dressé pour l'indépendance, de l'autre l'impérialisme français...

Pourtant la volonté d'en finir avec les ultras, chez le général de Gaulle, était réelle. Son voyage était en quelque sorte une provocation qui lui permette de frapper un grand coup. Et, de ce point de vue, c'est pour lui une réussite : les ultras sont démoralisés, leurs organisations démantelées, désarticulées, leurs alliés hésitants.

Et les cadres de l'armée, dans leur grande majorité, certes sans enthousiasme, mais avec détermination, ont choisi de Gaulle.

L'inattendu, ce fut l'irruption des masses algériennes, sous leur propre drapeau, qui condamna de Gaulle à couvrir une brutale répression, seul moyen d'empêcher le mouvement de s'étendre.



Il est traité par ailleurs, dans ce numéro, de la politique algérienne du régime. Précisons simplement ici que les derniers développements l'ont explicitée.

Maintenant, on en est arrivé à un tournant : face aux « ultras » et à leurs alliés, il s'agit d'imposer l'« Algérie algérienne » ; face au peuple algérien, il faut affirmer que ce n'est que dans le cadre voulu par la France que l'Algérie évoluera ; s'ils s'y refusent, ce sera la guerre. C'est cette double détermination que l'on demande au corps électoral français de cautionner.

Et c'est là la première signification du référendum du 8 janvier : faire approuver la politique algérienne du régime. Ce serait là déjà une raison suffisante pour que les militants révolutionnaires ne ménagent pas leurs efforts pour que le maximum de travailleurs répondent NON ; mais c'est aussi à d'autres titres que le mouvement ouvrier est concerné par le référendum.

### S'opposer au régime

Le caractère plébiscitaire du référendum est éclatant : il s'agit de faire confiance, de s'en remettre au général de Gaulle. En ce sens, ce qui est en question lors du référendum, ce n'est pas seulement la politique algérienne du régime, mais une nouvelle extension du pouvoir de l'Etat, ainsi que l'aggravation de son caractère personnel et arbitraire.

Cependant, une fois encore, le mouvement ouvrier est invité, au nom de la « défense républicaine », au nom de la « paix en Algérie » à s'incliner, à capituler de nouveau. Si l'ensemble du mouvement ouvrier, par la voix de ses directions, acceptait de cautionner le régime, c'est sa propre liquidation à froid qu'il préparerait, ce serait un pas décisif de franchi vers une véritable intégration du mouvement ouvrier à l'Etat, avec, pour prélude, une subordination totale. Il est évident que cette intégration serait facilitée si les plans

de De Gaulle en Algérie réussissaient, c'est-à-dire si le peuple algérien était contraint d'accepter ses conditions. On s'en rend compte quand on voit quelles équivoques existent, même au sein du mouvement ouvrier, dans le camp du NON, où beaucoup assurent que « si de Gaulle négociait, nous voterions OUI ».

Il reste que, à l'heure où nous écrivons, le Parti communiste français, et, après de longues hésitations, le Parti socialiste unifié, ont décidé de mener campagne pour le NON. On ne peut que se féliciter de cette prise de position en faveur du NON, pour que la classe ouvrière organisée relève le défi du régime.

Nous savons qu'il ne s'agit pas d'une bataille capitale : nous savons que le régime ne jouerait pas son avenir sur un plébiscite sans avoir toutes les chances de l'emporter. Mais nous savons aussi que l'attitude des organisations ouvrières dans cette affaire est d'une extrême importance. Contraints de mener la bataille sur le terrain choisi par l'adversaire, les ouvriers révolutionnaires doivent la mener responsablement. Les allusions à un boycott que chacun sait aujourd'hui irréalisable ne font que renforcer le courant abstentionniste dans la classe ouvrière — c'est-à-dire le poids du gaullisme dans ses rangs. Les équivoques prises de position de certains pour un « vote nul » ne sont qu'une dérobade pour ne pas dire NON.

Il n'y a qu'une attitude possible : mener campagne pour que, le 8 janvier, les travailleurs et les jeunes disent NON au régime. C'est l'un des aspects d'une politique révolutionnaire qui se donne pour but de faire, lorsque les conditions de la lutte de classes le permettront de nouveau, que la classe ouvrière dise NON au système capitaliste et à son Etat, autrement que par un bulletin de vote.

Le 20 décembre 1960

LA REDACTION DE « LA VERITE »

## « Où est l'intérêt de la classe ouvrière ? »

Les organisations traditionnelles, particulièrement les syndicats, sont dominés par des appareils bureaucratiques qui, une fois de plus, viennent d'affirmer leur allégeance à la bourgeoisie. Mais elles occupent une place spécifique dans la société. Sans organisations, les travailleurs ne sont qu'une poussière d'individus impuissants à résister à l'exploitation quotidienne à laquelle les soumet le patronat et son Etat. Le regroupement des salariés dans les syndicats est déjà générateur de conscience de classe, parce qu'il est une manifestation tangible des liens de solidarité qui font des travailleurs une classe dont les intérêts sont constamment opposés à ceux de la classe bourgeoise. La faiblesse organique de l'Etat bourgeois français est une menace pour la stabilité de la domination de classe de la bourgeoisie — et, par là-même, une puissante impulsion à la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste. D'où l'impérieuse nécessité d'institutionnaliser les rapports entre le capital et le travail.

De Gaulle, dans ses *Mémoires de guerre*, note que les relations entre

Etats sont totalement dépourvues de sentimentalité. La « reconnaissance » n'a pas non plus cours dans les relations entre classes d'un même Etat.

Au moment où de Gaulle sévit contre les défenseurs d'intérêts bourgeois particuliers, tels qu'ils viennent de s'exprimer dans le putsch d'Alger, il peut encore moins tolérer que les intérêts particuliers de la classe ouvrière trouvent leur expression, même déformée, dans l'action syndicale. La logique du bonapartisme conduit à l'affirmation exclusive des intérêts généraux de la classe bourgeoise incarnés par l'Etat. L'armée doit, en conséquence, obéir à l'Etat. Mais aussi bien toute action gréviste non autorisée risque d'être considérée comme atteinte à la sûreté de l'Etat. Dans *L'Aurore* du 24 avril 1961, André Guérin caractérise assez clairement les objectifs de De Gaulle :

*« Combien de temps de Gaulle propose-t-il d'user de l'article 16 ? Tout le temps qu'il faudra pour effacer toutes les séquelles de l'insurrection. C'est-à-dire, estime-t-on, plutôt que des semaines, des*

*mois. Car on est persuadé en haut lieu que l'épuration sera besogne de très longue haleine, que derrière Challe, Salan, Jouhaud et Zeller, il y avait un immense réseau de sédition qui demeure en place avec des ramifications non seulement dans l'armée, mais dans la police, la magistrature et les cabinets ministériels... Il faut, entend-on dire, que tous les fonctionnaires soient repris en main... Statut des fonctionnaires révisé, droit de grève réglementé dans le secteur public. Le pouvoir est d'ailleurs résolu à aller très loin et à prendre d'autorité toutes les décisions indispensables pour faire respecter l'Etat... Autant de dispositions que les gouvernements successifs renoncèrent à obtenir par voie législative. Il n'y avait pas encore l'article 16 ! »*

Et voici que renaissent de leurs cendres les projets de désignation d'un Sénat où siègeraient les représentants du patronat, des syndicats, et de l'Etat : chambre des pairs de l'association capital-travail, institutionnalisant les rapports du capital et du travail. Cet objectif, le gouvernement l'a défini bien avant le putsch d'Alger. Il s'apprête à désigner d'autorité les administrateurs, autrefois élus, des Conseils d'administration des Caisses de Sécurité sociale. Le *Courrier de la République*, organe de l'UNR, écrivait dans son numéro du 17 février 1961 :

*« Il faut constater que les centrales syndicales, engluées dans la vieille méthode directe et facile de la lutte de classes, sont en général peu favorables à cette forme nouvelle de la pénétration des ouvriers dans les entreprises... Bornons-nous à rappeler les principales dispositions de la loi telles qu'elles ont été exposées et commentées par les rapporteurs. Il est souhaitable, déclare l'exposé des motifs, d'instituer auprès du Premier Ministre un haut commissariat à l'association capital-travail, à l'intéressement et à la promotion*

*sociale, comprenant notamment un Comité technique composé de spécialistes de ces problèmes, de parlementaires, et de représentants des salariés et des employeurs syndiqués ou non, un corps officiel d'arbitres commissaires assermentés, appelés à surveiller l'exécution des contrats d'association ou d'intéressement, et à trancher les différends survenant dans ces domaines. »*

Cela, c'est la voie d'un néo-corporatisme. Il s'agit, dans ce domaine, de vider graduellement les syndicats de leur substance, en transférant leurs prérogatives à des organismes étatiques investis des pouvoirs de contrainte.

Le sectarisme est étranger au marxisme révolutionnaire. La critique la plus sévère, que mérite le comportement lamentable des directions ouvrières, ne doit pas faire oublier la place qu'occupent les organisations ouvrières elles-mêmes dans la société capitaliste. Le plus grand danger qui menace aujourd'hui les travailleurs, c'est la menace de l'intégration des organisations syndicales à l'Etat bonapartiste. L'accusation la plus grave que portent aujourd'hui les révolutionnaires contre les dirigeants réformistes et staliniens, c'est que leur pratique constante de la collaboration des classes, comme leur refus de mobiliser les travailleurs de façon autonome pour faire face aux conséquences du putsch d'Alger, facilitent l'atomisation du mouvement ouvrier recherchée par l'Etat.

Or, répétons-le, si bureaucratisées soient-elles par leurs directions, les organisations ouvrières traditionnelles restent les seuls cadres possibles aujourd'hui du rassemblement élémentaire des ouvriers en tant que classe. C'est pourquoi la tâche la plus urgente est aujourd'hui, pour les militants ouvriers fidèles à leur classe, d'exiger des dirigeants qu'ils rompent, dans tous les domaines, leur coalition avec le général de Gaulle, pour la « défense des institutions ». A partir de là, il fau-

dra mettre en avant les mots d'ordre qui permettront à la classe ouvrière de préparer sa contre-offensive, en surmontant notamment ces obstacles à son unité d'action que sont les revendications catégorielles et hiérarchisées.

Mais la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier à l'égard de l'Etat

est inséparable d'une politique conséquente basée sur la reconnaissance de la lutte des classes. Elle se confond avec la lutte pour le rassemblement de l'avant-garde autour du programme révolutionnaire, expression de l'expérience accumulée par un siècle et plus de luttes ouvrières.

« L'association ou d'intérêt, et à francher les différents survenant dans ces domaines. »

Cela, c'est la voie d'un néo-socialisme. Il s'agit, dans ce domaine, de rendre graduellement les syndicats de leur substance, en transférant tous pouvoirs à des organismes étatiques investis des pouvoirs de contrôle.

Le socialisme est étranger au marxisme révolutionnaire. La critique la plus sévère que mérite le comportement lamentable des directions ouvrières, ne doit pas faire oublier la place qu'occupent les organisations ouvrières dans la société capitaliste. Le plus grand danger qui menace aujourd'hui les travailleurs, c'est la menace de l'intégration des organisations ouvrières à l'Etat bourgeois. L'association la plus grave que comporte aujourd'hui les révolutionnaires contre les directions réformistes et staliniennes, c'est que leur grande connaissance de la collaboration des classes, comme leur rôle de mobiliser les travailleurs, se font autonome pour faire face aux conséquences du passage à l'Etat, sans leur connaissance de l'intégration des organisations ouvrières à l'Etat bourgeois. Or, rétrograde, si bureaucratique, sont-ils par leurs directions, les organisations ouvrières révolutionnaires, les seuls qui soient capables de faire face à l'intégration de leur classe, aujourd'hui au rassemblement de l'avant-garde des ouvriers en leur classe. C'est pourquoi la tâche la plus urgente est aujourd'hui pour les révolutionnaires d'être libres à leur tâche, d'être des dirigeants de leur mouvement, dans tous les domaines, leur combat avec le régime de l'Etat pour la reconnaissance de leur classe.

« L'association ou d'intérêt, et à francher les différents survenant dans ces domaines. »

Cela, c'est la voie d'un néo-socialisme. Il s'agit, dans ce domaine, de rendre graduellement les syndicats de leur substance, en transférant tous pouvoirs à des organismes étatiques investis des pouvoirs de contrôle.

Le socialisme est étranger au marxisme révolutionnaire. La critique la plus sévère que mérite le comportement lamentable des directions ouvrières, ne doit pas faire oublier la place qu'occupent les organisations ouvrières dans la société capitaliste. Le plus grand danger qui menace aujourd'hui les travailleurs, c'est la menace de l'intégration des organisations ouvrières à l'Etat bourgeois. L'association la plus grave que comporte aujourd'hui les révolutionnaires contre les directions réformistes et staliniennes, c'est que leur grande connaissance de la collaboration des classes, comme leur rôle de mobiliser les travailleurs, se font autonome pour faire face aux conséquences du passage à l'Etat, sans leur connaissance de l'intégration des organisations ouvrières à l'Etat bourgeois. Or, rétrograde, si bureaucratique, sont-ils par leurs directions, les organisations ouvrières révolutionnaires, les seuls qui soient capables de faire face à l'intégration de leur classe, aujourd'hui au rassemblement de l'avant-garde des ouvriers en leur classe. C'est pourquoi la tâche la plus urgente est aujourd'hui pour les révolutionnaires d'être libres à leur tâche, d'être des dirigeants de leur mouvement, dans tous les domaines, leur combat avec le régime de l'Etat pour la reconnaissance de leur classe.

**Une formule  
d'abonnement groupé :**

***LA VÉRITÉ et TRIBUNE INTERNATIONALE***

Pour 1 an : 4 numéros de *La Vérité*  
8 numéros de *Tribune internationale*

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : *La Vérité - Tribune internationale*  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



*Bulletin d'abonnement*

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

- LA VERITE*  
 *TRIBUNE INTERNATIONALE*  
 *LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE*

- Pli ouvert  
 Pli fermé

(cocher la formule choisie)

## **LA VÉRITÉ**

**Revue théorique du comité central  
du PCI**

**Paraît tous les trimestres**

**FRANCE :**

**1 an : 4 numéros**

**— pli ouvert : 80 F**

**— pli fermé : 120 F**

**Chèque ou mandat à l'ordre de  
*La Vérité*,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
75010 Paris**

## **TRIBUNE INTERNATIONALE**

**Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre,  
en alternance avec *La Vérité***

**FRANCE :**

**1 an : 8 numéros**

**— pli ouvert : 100 F**

**— pli fermé : 150 F**

**Chèque ou mandat à l'ordre de  
*Tribune internationale*,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
75010 Paris**

Rédaction et administration :  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT  
Rédacteur en chef : François FORGUE  
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,  
Christian FOSTIER, Pierre RAPHAEL, Jorge ADAMASTOR

IMP. ABEXPRESS - 847.71.21



---

Commission paritaire : n° 51695